



L'AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT

OUTIL DE TRAVAIL POUR LES ACTIVITÉS DE L'USAID : RÉALISATION D'UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

13 avril 2021

Cette publication a été produite pour l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), numéro de contrat 47QRAA18D00CM, numéro de commande 7200AA19M00013. Elle a été préparée par Banyan Global sous la direction de Jane Kellum, Victoria S. Rames et Rekha Mehra, PhD.

Mise en œuvre par :

Banyan Global
1120 20th Street NW, Suite 950
Washington, DC 20036
Téléphone : +1-202-684-9367

Citation recommandée : Kellum, Jane, Victoria S. Rames, et Rekha Mehra, PhD. Outil de travail pour les activités de l'USAID : Réalisation d'une analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 Préparé par Banyan Global. 2021.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES.....	4
INTRODUCTION.....	5
POURQUOI UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CADRE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 ?	5
QUEL EST LE BUT DE CET OUTIL DE TRAVAIL ?	5
COMMENT UTILISER L'OUTIL DE TRAVAIL POUR REALISER UNE ASPC ?	5
<u>1. MÉTHODOLOGIE POUR UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19</u>	<u>7</u>
QUELLES SONT LES EXIGENCES DE L'USAID EN MATIERE D'ANALYSE DE GENRE AU NIVEAU DES ACTIVITES ?.....	7
QU'EST-CE QU'UNE ANALYSE DE GENRE ?.....	7
CONSEILS DE L'USAID SUR LA MANIERE DE REALISER UNE ANALYSE DE GENRE	7
QU'EST-CE QU'UNE ASPC ?	8
STRUCTURATION D'UNE COLLECTE DE DONNÉES, D'UNE ANALYSE ET D'UN RAPPORT D'ASPC	10
QUI DOIT EFFECTUER UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?.....	11
QUAND DOIT-ON PROCEDER A UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?	11
<u>2. CONSIDERATIONS TRANSVERSALES CLES, QUESTIONS D'ANALYSE ILLUSTRATIVES ET RECOMMANDATIONS DE PROGRAMME POUR UNE ANALYSE DE GENRE SEXOSPÉCIFIQUE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19.....</u>	<u>13</u>
<u>3. CONSIDERATIONS CLES SUR L'ATTENUATION DES RISQUES DE VBG DANS UNE ASPC</u>	<u>17</u>
PRINCIPES DIRECTEURS POUR S'ATTAQUER AUX VBG, Y COMPRIS EAS, DANS LES ACTIVITES DE L'USAID	18
ATTÉNUATION DU RISQUE DE VBG ET REPOSE A DE TELLES VIOLENCES	19
<u>4. CONSIDERATIONS CLES AU NIVEAU DU SECTEUR, QUESTIONS D'ANALYSE A DES FINS D'ILLUSTRATION ET RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION POUR UNE ANALYSE SEXOSPÉCIFIQUE DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19</u>	<u>25</u>
AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION.	25
DÉMOCRATIE, DROITS ET GOUVERNANCE, ET FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ	32
EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE.....	38
ENSEIGNEMENT	42

GESTION ET UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES	50
PROTECTION DE L'ENFANCE	54
SANTÉ.....	57
STABILITE ÉCONOMIQUE, CROISSANCE ET AUTONOMISATION	64

ANNEXE A : RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LA RÉALISATION D'UNE ASPC, PAR SECTEUR ET THÈME TRANSVERSAL 72

TOUS LES SECTEURS.....	72
VBG, Y COMPRIS L'EAS	72
AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION.	73
DÉMOCRATIE, DROITS ET GOUVERNANCE, ET FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ	73
EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE.....	73
ENSEIGNEMENT	74
GESTION ET UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES	74
PROTECTION DE L'ENFANCE	74
SANTÉ.....	75
STABILITÉ ÉCONOMIQUE, CROISSANCE ET AUTONOMISATION	75

ACRONYMES

AGCPC	Analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19
AEF	Autonomisation économique des femmes
ASAN	Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition.
ATIG	Assistance technique pour l'intégration du genre
CAA	Collaborer, apprendre, s'adapter
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CREC	Communication des risques et engagement communautaire
DEP	Document d'évaluation du projet
EAH	Eau, assainissement et hygiène
EAS	Exploitation et abus sexuels
EdT	Énoncé des travaux
EPI	Équipement de protection individuelle
GenDev	Bureau de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes
LBTI	Lesbiennes, bisexuelles, transgenre et intersexe
LGBTQI+	Lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer/en questionnement et intersexes
MEPF	Mariage d'enfants précoce et forcé
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
MPE	Micro et petites entreprises
MVE	Maladie à virus Ebola
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PME	Petites et moyennes entreprises
SCDP	Stratégie de coopération pour le développement du pays
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
SDA	Système automatisé de directives
SHM	Santé et hygiène menstruelle
SMSPS	Santé mentale et soutien psychosocial
STIM	Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
TIC	Technologie de l'information et des communications
UO	Unité opérationnelle
USAID	L'Agence des États-Unis pour le développement international
VBG	Violences basées sur le genre
VBGLE	Violences basées sur le genre liées à l'école
VPI	Violence entre partenaires intimes

INTRODUCTION

POURQUOI UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CADRE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 ?

Depuis le début de la pandémie, les impacts de COVID-19 ont été nombreux. Ils ont notamment réduit l'accès à des aliments nutritifs,¹ perturbé gravement les chaînes d'approvisionnement alimentaire,² accéléré le recul de la démocratie,³ creusé les inégalités économiques, accéléré l'aggravation de la crise mondiale de l'éducation⁴ et augmenté la pression sur les systèmes d'approvisionnement en eau.⁵ La pandémie de COVID-19 a eu des effets à court terme, et elle continuera à avoir des effets à long terme dans toute une série de secteurs dans le monde entier. Ces effets peuvent potentiellement contrecarrer les gains du développement, y compris ceux qui sont liés à l'égalité des genres, comme l'augmentation de la vulnérabilité des femmes à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, l'élargissement des écarts de pauvreté entre les genres, l'augmentation de l'incidence des violences basées sur le genre, l'exacerbation des charges du travail non rémunéré, l'augmentation de l'exposition et du risque de COVID-19 pour les travailleurs de première ligne,⁶ entravant l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive, et intensifiant les formes de violence et de discrimination.⁷ Le fait de ne pas prendre en compte les impacts potentiels liés au genre dans la réponse de l'USAID à la pandémie de COVID-19 diminuerait l'efficacité des mesures visant à contrôler la propagation de la maladie et à atténuer ses impacts, à l'instar des pandémies précédentes. L'identification des problèmes clés et la mise en œuvre des recommandations d'une analyse sexospécifique de la pandémie de COVID-19 (ASPC) offre une opportunité importante pour l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) de s'attaquer à ces écarts entre les genres dans les activités, indépendamment de leur stade dans le cycle du programme, en répondant à la pandémie de COVID-19.

QUEL EST LE BUT DE CET OUTIL DE TRAVAIL ?

En s'appuyant sur les exigences de l'USAID énoncées dans la [loi de 2018 sur l'entrepreneuriat et l'autonomisation économique des femmes \(EAEF\)](#) et le [Système automatisé de directives de l'USAID \(SDA\) 205](#) et en intégrant [l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le cycle de programmation de l'USAID](#), cet outil d'orientation fournit aux unités opérationnelles une vue d'ensemble des considérations clés et des recommandations de programmation pour les activités de l'USAID afin de procéder à des adaptations simples et efficaces de leur réponse à la pandémie de COVID-19 et de s'attaquer aux inégalités de genre émergentes et existantes. Il offre également des conseils sur la manière d'éviter de faire du mal et d'atténuer le risque de violences basées sur le genre, y compris l'exploitation et les abus sexuels (EAS).

COMMENT UTILISER L'OUTIL DE TRAVAIL POUR REALISER UNE ASPC ?

Section 1— Méthodologie pour une ASPC: La Section 1 fournit un aperçu des exigences de l'USAID en matière d'analyse de genre ; une définition d'une ASPC ; la méthodologie et les outils pour en réaliser une ; une proposition de structure pour la collecte, l'analyse et la communication des données d'analyse de genre ; et un aperçu des ressources humaines et du temps nécessaires.

Section 2—Considérations transversales, questions d'analyse et recommandations de programmation pour une ASPC. La Section 2 se concentre sur les considérations transversales, les questions d'analyse et les recommandations de programmation pour les thèmes clés de la réponse à la pandémie de COVID-19, telles que la collecte, l'utilisation et le suivi des données sensibles au genre ; le

manque de temps croissant des femmes et des filles, et les obligations de travail non rémunéré ; l'accès inégal des femmes aux ressources, y compris à la technologie de l'information et des communications (TIC) et aux services financiers ; et la fracture numérique entre les genres.

Section 3—Considérations sur les VBG, y compris l'EAS, et sur l'atténuation des risques grâce à une ASPC. La Section 3 donne un aperçu des violences basées sur le genre, y compris l'EAS, les principes directeurs de l'atténuation des risques, les considérations, les questions d'analyse et les recommandations de programmation, en tant que priorité transversale dans tous les secteurs d'une ASPC.

Section 4—Considérations sectorielles et questions d'illustration pour une analyse de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes dans une ASPC, et recommandations de programmation. La Section 4 fournit un aperçu des considérations et des questions d'illustration pour une analyse de l'égalité des genres, par secteur, dans une ASPC, y compris pour le suivi et l'évaluation des activités, ainsi que des recommandations de programmation. En fonction de la nature de l'activité de l'USAID, il peut être nécessaire d'analyser plusieurs secteurs, notamment :

- Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition
- Démocratie, droits et gouvernance, et femmes, paix et sécurité
- Eau, Assainissement et Hygiène
- Enseignement
- Gestion et utilisation de l'environnement et des ressources naturelles
- Protection de l'enfance
- Santé
- Stabilité économique, croissance et autonomisation

Annexe A—Ressources supplémentaires pour la réalisation d'une ASPC, par secteur et thème transversal. L'Annexe A fournit une liste de ressources supplémentaires sur l'égalité des genres par secteur et par thème transversal.

Annexe B—Modèle de rapport pour une ASPC (voir pièce jointe dans un document séparé). L'Annexe B fournit un modèle de rapport pour une ASPC. Elle est structurée de manière à fournir des conclusions et des recommandations par résultat intermédiaire des activités de l'USAID, mais elle peut également être ajustée pour se concentrer sur des thèmes clés.

I. MÉTHODOLOGIE POUR UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

QUELLES SONT LES EXIGENCES DE L'USAID EN MATIÈRE D'ANALYSE DE GENRE AU NIVEAU DES ACTIVITÉS ?

La [loi EAEF de 2018](#) exige qu'une analyse de genre façonne toutes les activités de l'USAID. Le [SDA 205 de l'USAID](#), qui sert de guide programmatique, exige également que les analyses de genre soient intégrées dans la planification stratégique, la conception et l'approbation des projets, les processus d'approvisionnement, ainsi que le suivi et l'évaluation.

QU'EST-CE QU'UNE ANALYSE DE GENRE ?

Selon la [loi EAEF de 2018](#) et le [SDA 205 de l'USAID](#), une analyse de genre est un examen socio-économique des informations quantitatives et qualitatives disponibles ou recueillies pour identifier, comprendre et expliquer les écarts entre les hommes et les femmes, dans toute leur diversité.⁸ Elle consiste généralement à examiner les :

- Les différences de statut entre les femmes et les hommes, ainsi que leur accès aux biens, aux ressources, à l'enseignement, aux opportunités et aux services, et leur contrôle de ceux-ci.
- L'influence des rôles sexospécifiques, des barrières structurelles et des normes sur la répartition du temps entre le travail rémunéré, le travail non rémunéré (y compris la production de subsistance et les soins aux membres de la famille) et les activités bénévoles.
- L'influence des rôles, des barrières structurelles et des normes de genre sur les postes de leadership et la prise de décisions, ainsi que les contraintes, les opportunités et les points d'entrée pour réduire les écarts entre les genres et autonomiser les femmes.
- Les impacts différentiels potentiels des politiques et programmes de développement sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles, y compris les conséquences négatives et involontaires.

Ces analyses comprennent des conclusions et des recommandations pour permettre aux politiques et aux programmes de développement de réduire les écarts entre les genres et d'améliorer la vie des femmes et des filles, des hommes et des garçons.

CONSEILS DE L'USAID SUR LA MANIÈRE DE RÉALISER UNE ANALYSE DE GENRE

Le [SDA 205 de l'USAID](#) fournit des conseils sur la manière de réaliser une analyse de genre, en mettant l'accent sur plusieurs domaines d'analyse de genre. Une ASPC utilise les processus standard de l'USAID pour l'analyse de genre, qui implique la collecte d'informations quantitatives et qualitatives sur divers ensembles de questions, appelés « domaines » (voir SDA 205.3.2). Chaque domaine est décrit dans l'encadré ci-dessous, avec des suggestions pour ajouter un thème COVID-19. Le SDA 205 exige de référencer les domaines dans une analyse de genre, afin qu'ils puissent aider à analyser les disparités et leurs implications dans de multiples secteurs de programmation. L'encadré ci-dessous met en évidence certaines des façons dont les cinq domaines peuvent être appliqués à une analyse de genre sous une optique COVID-19.

EXAMEN DES DOMAINES D'ANALYSE DE GENRE DU SDA 205 DE L'USAID SOUS UNE OPTIQUE COVID-19

Lois, politiques et règlements : Examen des façons dont la pandémie de COVID-19 peut renforcer ou créer des opportunités pour modifier les lois, les politiques et les réglementations existantes en matière d'inégalité entre les genres dans des domaines tels que le régime foncier, les violences basées sur le genre, l'enseignement et la santé.

Normes et croyances culturelles : Identification des moyens par lesquels les normes et croyances culturelles influencent les mesures d'intervention en matière de COVID-19 dans des domaines tels que la répartition des responsabilités en matière de soins, l'engagement des femmes et des hommes dans la politique et la planification spécifiques à la pandémie de COVID-19, l'accès aux ressources numériques et l'alphabétisation numérique, les mesures de prévention de COVID-19 en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que l'allocation, la préparation et la consommation de nourriture.

Rôles et responsabilités des hommes et des femmes, et utilisation du temps : Examen de la façon dont la pandémie de COVID-19 affecte les rôles et responsabilités des hommes et des femmes ainsi que l'utilisation du temps pour améliorer ou réduire la charge de travail des femmes ; la répartition des tâches ménagères et des rôles de soins ; et l'engagement des femmes et des hommes dans la politique et la planification spécifiques à la pandémie de COVID-19.

Accès aux ressources et contrôle de celles-ci : Examen de la façon dont la pandémie de COVID-19 exacerbe ou améliore l'égalité d'accès aux ressources matérielles, humaines, intellectuelles et financières au niveau des ménages, des communautés et des institutions, ainsi que leur contrôle.

Les modes d'exercice du pouvoir et de prise de décisions : Manière dont la pandémie de COVID-19, y compris les mesures politiques et de planification, exacerbe ou améliore les inégalités entre les genres en matière d'exercice du pouvoir et de prise de décisions. Prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des filles, des hommes et des garçons dans les mécanismes de gouvernance au niveau du ménage, de la communauté, de la sous-région et du pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

QU'EST-CE QU'UNE ASPC ?

Une ASPC s'appuie sur les analyses de genre portant sur les activités en cours et au niveau de la mission, et elle les nuance afin de recueillir et d'examiner les données sur les questions d'égalité des genres émergentes et les questions préexistantes que la pandémie de COVID-19 exacerbe. Elle fournit également des conseils sur la manière d'éviter de faire du mal et d'atténuer le risque de VBG, y compris l'EAS. En s'appuyant sur les directives de l'USAID mentionnées ci-dessus concernant la réalisation d'une analyse de genre et sur les méthodes d'évaluation rapide,⁹ cet outil de travail de l'ASPC soutiendra les missions visant à réaliser une ASPC au niveau des activités. Il s'appuiera en grande partie sur la collecte de données secondaires et sur des analyses qui mettent en contraste les données sur le genre antérieures à la pandémie de COVID-19 avec les chiffres liés à la pandémie de COVID-19 provenant des documents stratégiques et d'activité des missions, des évaluations et des rapports, des données au niveau du gouvernement ou du pays et des rapports des organisations de la société civile nationale ou d'autres bailleurs. (Le Tableau I fournit des indications supplémentaires sur les méthodes, les sources et les outils de collecte de données.)¹⁰ Le Bureau de la politique, de la planification et de l'apprentissage de

l'USAID a également dressé une liste des Principales sources de données internationales pour les analyses de genre afin d'éclairer la collecte de données secondaires (Voir Annexe A pour des ressources additionnelles). Si le temps et les ressources le permettent, il peut également être possible de procéder à la collecte de données primaires par le biais de courtes enquêtes, d'évaluations téléphoniques rapides, d'entretiens virtuels avec des informateurs clés,¹¹ de discussions de groupe et d'entretiens avec des membres de la communauté.¹²

TABLEAU I. MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES, SOURCES ET OUTILS POUR LA RÉALISATION D'UNE ASPC

MÉTHODE UTILISÉE POUR LA COLLECTE DES DONNÉES	SOURCES DE DONNÉES	OUTILS
Données secondaires	<ul style="list-style-type: none"> Analyses de genre au niveau des pays et des activités de l'USAID Documents d'activités de l'USAID, y compris les stratégies de genre Analyses sectorielles récentes de la pandémie de COVID-19 sensibles à la dimension de genre, réalisées par des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG) à l'échelle nationale CARE International's Rapid Gender Analyses for COVID-19 (by region and country) World Bank's gender and COVID-19 research International Food Policy Research Institute's COVID-specific reports, by country The GlobalHealth5050 Sex, Gender and COVID-19 Project COVID-19 Sex-Disaggregated Data Tracker The United Nations Development Programme COVID-19 Global Gender Response Tracker USAID's International Data and Economic Analysis Women's Economic and Equality Dashboard 2021 Women, Business and the Law Report United Nations Development Programme's Global Gender Inequality Index data Les enquêtes démographiques et de santé nationales Rapports nationaux et sectoriels sur la pandémie de COVID-19 et l'égalité des genres préparés par d'autres organisations nationales et internationales Rapports nationaux sur l'impact des pandémies ou catastrophes précédentes sur l'égalité des genres (en particulier si les données et rapports spécifiques à la pandémie de COVID-19 ne sont pas disponibles) 	<ul style="list-style-type: none"> Recherche sur Google, y compris Google Scholar USAID Development Experience Clearinghouse Sites Web des missions de l'USAID Bases de données internes des missions de l'USAID
Données primaires (enquêtes)	<ul style="list-style-type: none"> Personnel de l'USAID (comme les dirigeants et les responsables de programmes) Partenaires de mise en œuvre de l'USAID Gouvernement du pays d'accueil Autres bailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> Google Forms ou Survey Monkey E-mail Téléphones (évaluation téléphonique rapide)

	<ul style="list-style-type: none"> • ONG nationales • Organisations de femmes et femmes influentes • Bénéficiaires du programme (si possible) 	<ul style="list-style-type: none"> • SMS et messages textuels (y compris les sondages courts) • WhatsApp
Données primaires (entretiens et groupes de discussion)	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel de l'USAID (comme les dirigeants et les responsables de programmes) • Partenaires de mise en œuvre de l'USAID • Gouvernement du pays d'accueil • Autres bailleurs • ONG nationales • Organisations de femmes et femmes influentes • Bénéficiaires du programme (si possible) 	<ul style="list-style-type: none"> • Vidéo : Adobe Connect (y compris l'utilisation de la fonction de classement), Zoom, Skype, WhatsApp (en utilisant la fonction vidéo) • Voix : Téléphones, WhatsApp (audio) • SMS : Téléphones, WhatsApp

STRUCTURATION D'UNE COLLECTE DE DONNÉES, D'UNE ANALYSE ET D'UN RAPPORT D'ASPC

Structuration des lignes d'enquête—à la fois pour la collecte et l'analyse des données primaires et secondaires, et pour le rapport (y compris les conclusions et les recommandations)—sur les **résultats intermédiaires de l'activité et autres thèmes clés** (voir Tableau 2). Cela permettra de s'assurer que l'analyse suit le cadre stratégique et le plan de travail de l'activité (nouveau ou existant). L'analyse abordera l'atténuation des risques de VBG comme un thème transversal dans la présentation des conclusions et des recommandations du rapport, organisé selon les résultats intermédiaires ou les thèmes clés de l'activité. (Voir l'Annexe B dans une pièce jointe séparée pour le modèle de rapport de l'ASPC). Dans ce contexte, examiner et sélectionner les considérations et les questions indicatives appropriées au niveau sectoriel dans les Sections 2, 3 et 4 de cet outil pour guider la collecte de données.

TABLEAU 2 : STRUCTURE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19

Résultat intermédiaire / thème clé	Résultat intermédiaire / thème clé 1 Résultat intermédiaire / thème clé 2 Résultat intermédiaire / thème clé 3
Thèmes transversaux/priorités	Atténuation du risque de VBG Autonomisation économique des femmes Migration
Autres variables clés / catégories socialement pertinentes	Variable / Catégorie 1 Variable / Catégorie 2 Variable / Catégorie 3

Lors de la collecte de données secondaires, l'équipe d'analyse pourra constater une insuffisance de données ou de documentation sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'égalité des genres en ce qui concerne une activité ou un secteur particulier. Pour cette raison, il est conseillé de collecter également

des données primaires (c'est-à-dire des entretiens avec des parties prenantes clés ou des groupes de discussion) avec le partenaire de mise en œuvre de l'activité de l'USAID, les participants à l'activité, d'autres partenaires de l'USAID dans le pays, des donateurs et des organisations nationales, et aussi de consulter des rapports sur l'impact sur l'égalité des genres des pandémies et des catastrophes précédentes, et sur la manière dont le pays a répondu à ces impacts au niveau du secteur concerné.

QUI DOIT EFFECTUER UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?

L'équipe d'analyse doit comprendre de deux à quatre membres du personnel (ou des consultants) de l'USAID, dont au moins un spécialiste du genre. Le nombre de personnes nécessaires dépendra de la taille et de l'étendue de l'activité, du nombre de secteurs qu'elle concerne et de la disponibilité d'analyses récentes du genre par pays et par secteur. Les qualifications du spécialiste en genre doivent combiner une expertise sectorielle (par exemple, la santé, la gouvernance et la croissance économique) avec des compétences techniques en matière de genre et des connaissances et compétences programmatiques. Consultez ou collaborez avec des collègues ayant une expérience de travail dans l'intervention humanitaire et le secteur de la santé.

QUAND DOIT-ON PROCEDER A UNE ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?

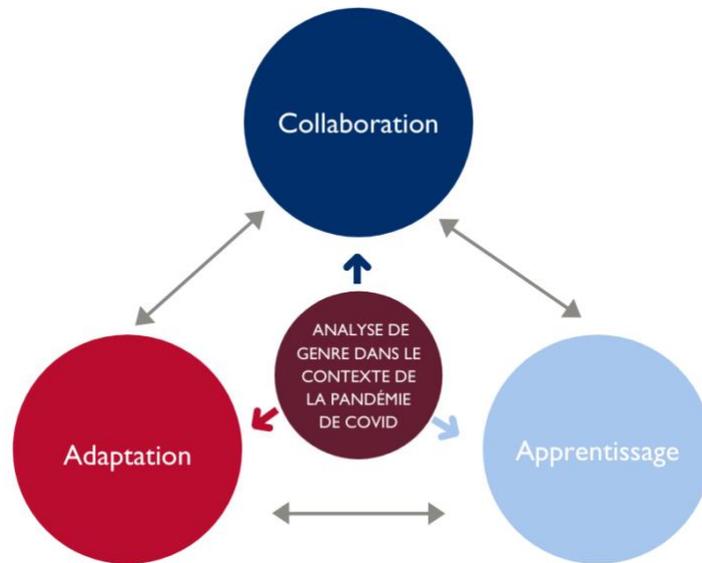
L'ASPC devrait prendre environ trois à cinq semaines et environ 35 jours de travail au total répartis entre tous les membres de l'équipe chargée de l'analyse. Ce délai abrégé nécessitera un recours plus important aux données secondaires qu'aux sources primaires.

Conformément au Cadre de collaboration, d'apprentissage et d'adaptation (CAA) de l'USAID, une ASPC peut être réalisée, mise à jour et utilisée pour informer les activités au cours des différentes phases du cycle de programme de l'USAID à travers une lentille de systèmes locaux (voir Figure 1 ci-dessous) :

- **Collaboration** : L'ASPC identifiera les principales parties prenantes internes et externes qui n'ont peut-être pas été incluses dans les exercices précédents de cartographie des parties prenantes, mais qui peuvent soutenir la conception d'activités tenant compte de la dimension de genre et la mise en œuvre d'activités de réponse à la pandémie de COVID-19 qui engagent et renforcent les systèmes locaux. Ces parties prenantes pourraient inclure le gouvernement national et les organisations de la société civile, ainsi que les participants au niveau de l'activité cible.
- **Apprentissage** : Le rapport de l'ASPC est un produit d'apprentissage solide, conçu pour informer le développement et la révision de la théorie du changement, la planification de scénarios, ainsi que le suivi et l'évaluation au niveau des activités pendant la mise en œuvre. Cet apprentissage renforcera la capacité de l'USAID et des partenaires de mise en œuvre à répondre aux tendances émergentes en matière de COVID-19 et de lacunes en matière d'égalité des genres. L'ASPC contribue également à étoffer la base de preuves techniques, ce qui permet d'éclairer les interventions futures.
- **Adaptation** : Les résultats de l'ASPC fournissent des informations spécifiques pour les sessions de pause et de réflexion, et pour la gestion adaptative. Ces mesures permettent à l'USAID et aux

partenaires de mise en œuvre de répondre efficacement aux changements au niveau de l'activité ou de l'environnement favorable—tels que l'augmentation de l'incidence du virus COVID-19, l'imposition de nouvelles mesures de maintien au foyer ou l'instabilité politique—qui créent de nouveaux écarts entre les genres ou exacerbent les écarts existants.

Figure 1. Analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et cadre de travail CAA de l'USAID



2. CONSIDÉRATIONS TRANSVERSALES CLÉS, QUESTIONS D'ANALYSE ILLUSTRATIVES ET RECOMMANDATIONS DE PROGRAMME POUR UNE ANALYSE DE GENRE SEXOSPÉCIFIQUE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Cette section présente des considérations, des questions d'analyse et des recommandations de programmation pour les thèmes transversaux clés liés à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes pour une analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 dans plusieurs secteurs.

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Le risque d'exposition est déterminé par les activités quotidiennes. Le risque d'exposition au virus COVID-19—et la probabilité de souffrir d'une maladie grave ou de mourir à la suite de l'infection—est déterminé par les activités quotidiennes auxquelles participent les femmes et les filles, les hommes et les garçons d'âges, de handicaps, d'ethnies, de races, d'identités de genre, d'orientations sexuelles, de statuts migratoires et de groupes socio-économiques et démographiques différents, ainsi que par les inégalités structurelles qu'ils subissent et les forces uniques qu'ils possèdent.¹³ Les activités tenant compte du genre peuvent réduire l'exposition au virus COVID-19, sa transmission, ainsi que la morbidité et la mortalité qui y sont liées.

Collecte, utilisation et suivi des données en fonction du genre. Au niveau mondial, la collecte de données ventilées par sexe, âge, ethnie, race, handicap, revenu et état de grossesse a été insuffisante pour informer la politique et la planification de la réponse à la pandémie de COVID-19.¹⁴ La collecte de ces données est essentielle pour concevoir des mesures de réponse à la pandémie de COVID-19 qui tiennent compte des différences entre les genres en matière d'exposition au virus COVID-19 et de traitement pour diverses populations.¹⁵

Participation inégale des femmes, en particulier des groupes marginalisés, à la conception et à la mise en œuvre des activités. Les femmes, en particulier les travailleuses de santé et/ou celles issues de groupes marginalisés, ont été largement absentes de la prise de décisions dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19, que ce soit au niveau des ménages, des communautés, des municipalités ou du pays.^{16,17} Cette exclusion et ce manque de participation et de leadership menacent le succès des interventions sanitaires pendant la pandémie.¹⁸

Engagement masculin limité. Les hommes et les garçons ont également vu leur rôle évoluer au cours de la pandémie, certains devant assumer des responsabilités accrues dans les soins que les femmes gèrent habituellement.¹⁹ Les hommes et les garçons peuvent se sentir sous-équipés et dépassés par la gestion de ces nouvelles responsabilités et d'une plus grande quantité de travaux ménagers non rémunérés, et ils peuvent être victimes de discrimination pour avoir assumé des rôles traditionnellement féminins.²⁰ Leurs besoins peuvent être sous-déclarés en raison de la stigmatisation associée à leur rôle d'aidant.

« Infodémie » et désinformation. L'assaut de désinformation et l'inondation d'informations contradictoires—souvent appelés « infodémies » et largement alimentées par les médias sociaux—pendant la pandémie de COVID-19 ont entraîné des transmissions, des maladies et des décès inutiles.²¹ Les femmes et les filles, les hommes et les garçons, en particulier ceux qui appartiennent à des groupes marginalisés (par exemple, les personnes en situation de handicap, les groupes minoritaires, les personnes âgées) sont particulièrement

vulnérables à la désinformation et à l'absence d'informations exactes, opportunes, culturellement sensibles, et adaptées à l'âge et à la langue sur la pandémie de COVID-19.^{22,23,24}

La **fracture numérique entre les genres**. L'accès de base à la technologie et à Internet peut permettre aux populations vulnérables d'accéder à des informations vitales, notamment à des ressources telles que les transferts d'argent et les services de soins de santé à distance, et leur apporter le confort nécessaire pour se connecter à leurs proches.^{25,26} Un taux d'accès ou d'alphabétisation numérique plus faible signifie également que les femmes perdent des opportunités économiques, car un nombre croissant de secteurs se mettent en ligne (par exemple, le commerce de détail, les services, les soins de santé).²⁷

Perturbation des activités actuelles qui soutiennent les femmes et les filles. Au fur et à mesure que les ressources et l'attention sont redirigées vers la réponse à la pandémie de COVID-19, la capacité des services essentiels de santé (y compris la santé sexuelle et reproductive), d'eau, sociaux et d'éducation, et la facilité d'accès à ceux-ci, peuvent diminuer.²⁸

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID :

- Les systèmes de collecte de données sur les risques et l'impact du virus COVID-19 sont-ils ventilés par genre, race, ethnie, statut migratoire, orientation sexuelle et identité de genre ?
- Les politiques, les plans d'action et la budgétisation en liaison avec la pandémie de COVID-19 répondent-ils de manière adéquate aux risques et aux besoins spécifiques des femmes et des filles, des hommes et des garçons ?
- Quelles sont les pratiques informelles qui limitent la participation des femmes ou des hommes dans la planification, la budgétisation et la prise de décisions en liaison avec la pandémie de COVID-19 ?
- Quelles sont les meilleures méthodes pour atteindre les femmes et les filles, les hommes et les garçons avec des informations sur le risque et le traitement du virus COVID-19 ?
- Les services aux femmes et aux filles, aux hommes et aux garçons ont-ils été perturbés par la pandémie de COVID-19 ? Quelles mesures pourraient être mises en place pour atténuer ou traiter ce risque ?
- Les taux inférieurs d'accès et d'alphabétisation numériques limitent-ils les possibilités offertes aux femmes et aux filles, aux hommes et aux garçons en matière de services, d'apprentissage et d'information ?
- Comment les rôles des hommes et des garçons ont-ils changé pendant la pandémie ? Comment peuvent-ils changer pour minimiser la charge de temps des femmes et des filles ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Analyser et mettre en œuvre des stratégies multisectorielles pour répondre aux besoins et aux capacités différentielles. Réaliser une analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 au niveau de l'activité en s'appuyant sur les conclusions et les recommandations des analyses de genre précédentes de l'USAID au niveau du pays, de la conception du projet et de l'activité.

Concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des activités multisectorielles de l'USAID en partenariat avec de multiples parties prenantes, sur la base des résultats d'une analyse de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19, afin de répondre aux besoins et aux capacités différentielles des femmes et des filles, des hommes et des garçons d'âges, de handicaps et de groupes divers (et notamment des sous-groupes à risque).

Améliorer la collecte, l'utilisation et le suivi des données en tenant compte de la dimension de genre. Recueillir des données ventilées par genre lorsque cela est possible et sans danger au niveau de l'activité, et s'appuyer sur des données similaires recueillies auprès d'autres sources, notamment des bases de données nationales telles que le [projet GlobalHealth5050 Sex, Gender and COVID-19](#); et le [Programme des Nations Unies pour le développement COVID-19 Global Gender Response Tracker](#). Inclure les [indicateurs standard de genre F de l'USAID](#), ainsi que les indicateurs standard spécifiques au secteur, dans les plans de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) et suivre les changements dans le temps pour comprendre l'impact complet de la pandémie de COVID-19 sur l'égalité des genres.

Renforcer la participation des femmes, notamment des groupes marginalisés, à la conception et à la mise en œuvre des activités. Engager et renforcer le leadership des femmes,²⁹ en particulier les femmes issues de groupes marginalisés, par le biais de campagnes de sensibilisation ciblées et de modalités multiples et flexibles de participation à la conception et à la mise en œuvre des projets liés à la pandémie de COVID-19 et avec les groupes de travail pertinents. Soutenir la modification des pratiques informelles qui entravent la participation de certains groupes (par exemple, les horaires de travail inflexibles qui désavantagent les mères).

Remédier au manque d'accès aux informations sur les risques et les traitements du virus COVID-19. Consulter les partenaires nationaux (y compris les entreprises de médias sociaux et les réseaux de femmes)³⁰ lors de l'élaboration des plans d'action de communication des risques et d'engagement communautaire (CREC) en liaison avec la pandémie de COVID-19 pour s'assurer que les messages sur les comportements de prévention, de protection et de recherche de soins atteignent toutes les populations et sont compréhensibles par elles. Déployer des systèmes de communication à faible bande passante (appels téléphoniques, textes sur téléphone portable, emails) dans les langues locales, et cibler les femmes, les filles et les populations marginalisées.

S'attaquer à l'engagement limité des hommes. Cibler les hommes et les garçons avec des messages, un soutien et une formation spécialisés lorsqu'ils assument de nouvelles tâches et responsabilités de soins pour les membres de la famille atteints du virus COVID-19.

Atténuer le risque de désinformation au sujet du virus COVID-19. Veiller à ce que les messages concernant la pandémie de COVID-19 soient clairs et simples, qu'ils soient produits dans les langues parlées par les populations touchées, qu'ils tiennent compte des spécificités culturelles, qu'ils soient diffusés par divers médias, y compris ceux qui ne nécessitent pas de savoir lire (graphiques visuels sur les panneaux d'affichage et radio communautaire), et qu'ils n'encouragent pas la stigmatisation ou ne renforcent pas les dynamiques inéquitables de genre et de pouvoir.^{31,32,33} Collaborer avec les gouvernements et les entreprises de médias sociaux pour lutter contre la désinformation sur les plateformes de médias sociaux et provenant d'autres sources.³⁴

Faciliter l'accès à la technologie et à Internet. Investir dans la technologie, l'accès à Internet et l'alphabétisation numérique, et fournir des informations sur la façon de naviguer sur Internet en toute

sécurité, aux femmes et aux filles, aux hommes et aux garçons, en particulier ceux des groupes marginalisés, afin d'améliorer les moyens de communication à distance et l'échange de connaissances.³⁵ Comme on sait que les femmes partagent leurs téléphones portables, concevoir des produits inclusifs pour les téléphones qui peuvent être utilisés par plusieurs personnes.³⁶

Soutenir l'élaboration de politiques visant à combler le fossé numérique entre les genres.

Soutenir l'élaboration de politiques gouvernementales visant à combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes, notamment en développant la connectivité à Internet et les infrastructures électriques, les programmes d'alphabétisation et d'apprentissage du calcul, l'enseignement de la culture numérique, le renforcement de la sécurité des femmes et des filles en ligne et les mesures visant à lutter contre la cyberintimidation.^{37,38,39}

Limiter la perturbation des services qui soutiennent les femmes et les filles. Réaliser une analyse de genre approfondie sur l'impact de la pause ou de l'interruption de toute programmation actuelle afin d'identifier l'impact sur les femmes, les filles et les autres groupes confrontés à la marginalisation, à l'inégalité des genres et au manque d'inclusion sociale en général avant d'effectuer tout changement de programmation. Donner la priorité à l'utilisation des programmes existants pour répondre à la pandémie de COVID-19 plutôt que d'arrêter ou d'interrompre les programmes pour détourner les ressources vers la réponse à la pandémie de COVID-19.

3. CONSIDERATIONS CLES SUR L'ATTENUATION DES RISQUES DE VBG DANS UNE ASPC

Cette section présente des considérations, des questions d'analyse et des recommandations de programmation relatives à l'atténuation des risques de VBG, et à la prévention des VBG et à la réponse aux VBG dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Au niveau mondial, les VBG ont augmenté au cours de la pandémie de COVID-19, en suivant le même schéma que les pandémies précédentes.^{40,41} La pandémie de COVID-19 et les pandémies précédentes ont entraîné une augmentation des VBG :

- Violence entre partenaires intimes (physique, verbale, économique et psychologique) ;
- Les préjudices numériques, y compris le harcèlement sexuel en ligne et hors ligne, et les brimades et abus fondés sur le genre ; l'exploitation et les abus sexuels, en particulier chez les femmes et les filles ;^{42,43,44}
- Trafic à des fins d'exploitation commerciale, notamment de filles, par le biais de moyens en ligne ;^{45,46}
- Les mariages d'enfants, précoces et forcés (MEPF) pour atténuer la perte de revenus familiaux ;⁴⁷
- Abus et mauvais traitements à l'encontre des personnes en situation de handicap et des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer/en questionnement et intersexuées (LGBTQI+)⁴⁸
- La mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) ;⁴⁹
- Attaques contre des agents de santé féminins ;⁵⁰ et
- La traite des personnes.⁵¹

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette augmentation au cours de la pandémie actuelle : réduction des déplacements à cause de mesures de confinement et/ou d'isolement social, utilisation accrue d'Internet, accès réduit aux réseaux de soutien et stress financier.^{52,53} Certaines données relatives à l'incidence des VBG indiquent une diminution des VBG qui est probablement due à une sous-déclaration.⁵⁴

Les personnes en situation de handicap, quel que soit leur genre, peuvent être confrontées à des risques plus élevés de VBG, ainsi qu'à des obstacles pour demander de l'aide, si elles dépendent de l'auteur de la violence pour se déplacer, communiquer ou accéder aux médicaments et aux soins de santé.⁵⁵ Les personnes LGBTQI+ sont plus susceptibles de subir des abus à domicile, y compris des VBG, en raison de l'isolement social et de la stigmatisation de la part des membres de la famille et de la communauté.

L'expérience des urgences sanitaires antérieures a montré que le risque d'EAS augmente souvent.⁵⁶ La crise économique liée au COVID-19 peut accroître encore plus le risque d'EAS pour les femmes et les filles, en particulier pour les femmes et les filles en situation de handicap et pour les femmes et les filles réfugiées ou migrantes. Les restrictions de voyage peuvent restreindre la surveillance et le suivi des partenaires et des équipes de l'USAID sur le terrain, ce qui augmente les risques d'EAS par les travailleurs humanitaires tout en diminuant le signalement (surtout si les secteurs de la santé et de la justice ne peuvent pas répondre).

Avis de non-responsabilité : Si vous n'êtes pas un spécialiste des VBG, veuillez consulter des praticiens nationaux ou régionaux en matière de VBG sur les approches axées sur les survivants pour leur fournir un soutien, et familiarisez-vous avec les voies d'orientation locales en matière de VBG pour vous assurer que des orientations sûres et appropriées peuvent être faites dans votre activité.

PRINCIPES DIRECTEURS POUR S'ATTAQUER AUX VBG, Y COMPRIS EAS, DANS LES ACTIVITES DE L'USAID

Les rôles des membres du personnel de l'USAID et des partenaires d'exécution dans la lutte contre les VBG dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités sont les suivants :

- Identifier si et comment la conception et la mise en œuvre de l'activité risquent d'augmenter les VBG. Une telle approche peut impliquer de consulter les prestataires de services en matière de VBG et les organisations de femmes sur le risque de VBG que votre activité peut représenter et d'identifier des mesures qui permettraient de l'atténuer. **Il n'est pas prévu** de consulter les survivants de VBG ou de demander *directement* aux femmes ou aux jeunes filles si elles sont victimes de VBG ou quel type de VBG elles subissent. Il n'est pas non plus nécessaire d'avoir accès aux données sur l'incidence ou la prévalence des VBG ou de les recueillir.⁵⁷
- Mise en place des mesures visant à atténuer le risque de VBG dans la conception et la mise en œuvre des activités.
- Mise en place de mesures pour un nombre limité d'employés désignés afin de traiter les cas de VBG qui peuvent apparaître au cours de la mise en œuvre en utilisant les directives générales suivantes :
 - Fourniture d'une formation sur les premiers secours psychologiques et les approches des violences basées sur le genre axées sur les survivants.
 - Maintenez une confidentialité absolue—ne discutez pas des affaires avec les familles, les collègues ou les agents publics.
 - Ne signalez pas les violences au nom des survivants—cette action est uniquement la prérogative et la décision des survivantes.
 - N'ordonnez pas et ne forcez pas les survivantes à signaler les violences ou à demander des services (les survivants doivent choisir la meilleure option).
 - Tenez à jour des cartes des services de lutte contre les violences basées sur le genre qui peuvent être fournis aux survivants sur demande.⁵⁸
- Mettre en place des mesures de sauvegarde au niveau de la mission et de l'activité pour l'EAS. Ceci comprend :
 - Réitérer aux partenaires de l'USAID et aux participants aux programmes que l'agence ne tolère pas l'EAS.
 - Inclure des formations sur la prévention de l'EAS pour l'ensemble du personnel et des partenaires de l'USAID.

- Développer des mécanismes de plaintes pour le signalement direct de l'EAS par les communautés dans lesquelles l'USAID travaille.
- Élaborer des approches culturellement appropriées, sensibles au contexte et centrées sur les survivants pour prévenir et atténuer l'EAS, et y répondre.⁵⁹

ATTÉNUATION DU RISQUE DE VBG ET REPONSE A DE TELLES VIOLENCES

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Mesures d'atténuation des risques de VBG au niveau de l'activité. L'expérience des pandémies précédentes, comme le virus Ébola, ainsi que de la pandémie de COVID-19, montre que le fait de ne pas mettre en place des mesures d'atténuation des risques de VBG dans tous les secteurs et activités peut involontairement créer un risque de VBG. Le fait de ne pas intégrer de soutien—comme des mesures visant à s'attaquer aux facteurs de stress économiques et émotionnels au niveau des ménages, à garantir l'égalité de participation à l'enseignement à distance et le retour en toute sécurité à l'apprentissage pour les filles, et à fournir un accès sûr à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène—pourrait accroître ces risques.⁶⁰

Identification des facteurs de risque de VBG. L'expérience de la pandémie de COVID-19 et d'autres pandémies antérieures met en évidence le besoin crucial d'identifier les facteurs de risque de VBG pour soutenir les efforts de prévention et d'atténuation des risques de VBG. Ces facteurs comprennent ceux qui sont énumérés ci-dessus, ainsi que les inégalités pré-pandémiques en matière de cadres juridiques, de normes et de pratiques liées au genre, ainsi que d'accès et de contrôle des ressources, qui peuvent accroître le risque de violence.⁶¹

Accès limité aux services de réponse sanitaire aux VBG. Les mesures de confinement et les quarantaines ont contraint certaines survivants de VBG à rester confinées avec leurs agresseurs, limitant ainsi leur capacité à accéder aux services juridiques, sanitaires et autres services de première ligne en matière de VBG, ainsi qu'aux réseaux de soutien informels.⁶² Les services de santé pour les survivants de VBG ont également diminué dans certains contextes en raison du détournement des fournitures et des installations de soins de santé des services de VBG et de santé sexuelle et reproductive vers la réponse à la pandémie de COVID-19.⁶³ Les prestataires de services liés aux VBG sont confrontés à des problèmes de mobilité associés aux mesures de confinement, aux mesures de contrôle par les partenaires violents, au manque de services de garde d'enfants, au manque d'alphabétisation (numérique) et au manque d'accès à la technologie, ainsi qu'à des contraintes de ressources qui limitent leur capacité à répondre aux besoins croissants des survivants de VBG.⁶⁴

Accès limité des survivants de VBG à la justice. Les systèmes judiciaires formels et traditionnels et les services de police peuvent être débordés pendant une pandémie, ce qui crée un climat d'impunité dans lequel la progression des VBG n'est pas maîtrisée. Les restrictions de mouvement et les fermetures de tribunaux peuvent empêcher et retarder la protection juridique des survivants de VBG.⁶⁵

Besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) des survivants de VBG. Les VBG ont un impact considérable sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des survivants.⁶⁶ Cependant, l'accès aux ressources de SMSPS, en général, a été limité pendant la pandémie de COVID-19 en raison de l'augmentation de la demande, de la réduction des budgets avant la pandémie et de la réduction des services de SMSPS, les ressources ayant été réaffectées à la réponse à la pandémie de COVID-19.⁶⁷ Les

mesures de confinement et le fait que les femmes ne puissent pas s'occuper des enfants peuvent également limiter l'accès des survivants de VBG aux services de SMSPS.

Soutien économique pour les femmes et les survivants de VBG. Les femmes qui doivent s'absenter du travail, qui n'ont pas de congé maladie, qui sont infectées par le virus COVID-19 ou qui se retrouvent au chômage en raison de la fermeture d'un site d'emploi peuvent ne pas être en mesure de quitter un partenaire violent. Dans le même temps, les femmes, y compris les survivants de VBG, qui reçoivent un soutien économique ciblé peuvent subir une augmentation de la violence.

L'EAS peut avoir de graves répercussions, notamment si elle se produit parallèlement à d'autres événements traumatisants liés à la pandémie de COVID-19. L'EAS peut avoir de graves répercussions sur la santé émotionnelle et physique des personnes concernées, en particulier si elle survient en même temps que d'autres événements traumatisants, comme la perte d'un être cher à cause du virus ou l'insécurité alimentaire ou économique. En même temps, l'impact de l'EAS va au-delà des individus, causant des dommages et des traumatismes collectifs à des communautés entières et exigeant de grandes quantités de ressources communautaires pour prendre en charge les survivants.⁶⁸

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition.

- Qui est le principal responsable de l'achat et de la cuisson des aliments pour la famille et le ménage ? Comment la crise a-t-elle intensifié l'insécurité alimentaire ainsi que les tensions et les VBG qui en découlent dans les ménages ?⁶⁹
- L'aide, le redressement, la planification et la mise en œuvre de mesures associées à la pandémie de COVID-19 passent-ils par des associations et des coopératives d'agriculteurs ? Si oui, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, sont-elles représentées ? Leurs besoins et leurs préoccupations sont-ils exprimés et entendus ? Les réunions sont-elles sûres ?
- Les femmes, les filles et les garçons subissent-ils une violence accrue au sein du foyer qui affecte leur travail agricole ?
- Comment l'insécurité alimentaire liée au COVID-19 a-t-elle augmenté le risque d'exposition aux VBG en dehors du foyer ? Quels nouveaux risques l'activité pourrait-elle créer par inadvertance ?

Démocratie, droits et gouvernance

- Les femmes et les filles sont-elles consultées sur les plans d'intervention et les interventions en rapport avec le COVID-19, notamment sur les mesures économiques, sanitaires, d'assainissement et d'hygiène visant à atténuer le risque de VBG ?⁷⁰
- Les stratégies de communication sur les mesures de prévention et d'aide associées à la pandémie de COVID-19, y compris celles sur la disponibilité des services de lutte contre les VBG, ont-elles les femmes et les filles pour centre d'intérêt ? Utilisent-elles des mécanismes et des modalités appropriés et efficaces pour les atteindre ?⁷¹

Stabilité économique, croissance et autonomisation

- Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté les femmes, qui ont généralement un niveau d'éducation plus faible et moins de compétences commercialisables ? A-t-elle créé un risque accru de VBG, y compris des stratégies d'adaptation négatives telles que le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que l'exploitation et les abus sexuels ?⁷²
- Les mesures d'aide économique associées à la pandémie de COVID-19, y compris les transferts d'argent liquide, renforcent-elles les dynamiques de pouvoir inégales, créent-elles des risques pour la sécurité des femmes (l'argent liquide peut mettre les femmes en danger), ou ont-elles le potentiel d'exacerber les VBG (en modifiant les rapports de force au sein des ménages) ?⁷³
- Comment la conception et la mise en œuvre de mesures économiques, y compris les transferts d'argent liquide, peuvent-elles atténuer le risque de VBG (stratégies d'adaptation négatives et violence du partenaire intime) pour les femmes dont le ménage connaît une insécurité économique et alimentaire accrue ?⁷⁴ Les éléments clés de la conception comprennent les critères de sélection (ciblage du chef de famille et/ou des femmes de la famille), les transferts forfaitaires par rapport aux transferts mensuels, la distribution échelonnée).

Enseignement

- Les mesures d'enseignement à distance comprennent-elles des signaux d'alerte pour l'exploitation en ligne et des conseils généraux pour une utilisation sûre d'Internet pour les filles et les garçons ?⁷⁵
- Dans les forums de planification des écoles et des communautés locales en liaison avec la pandémie de COVID-19, les adultes et les jeunes, hommes et femmes, sont-ils représentés de manière égale, en particulier ceux qui sont des personnes LGBTQI+, des autochtones ou des personnes en situation de handicap ? Les besoins et les priorités de ces personnes sont-ils pris en compte dans ces forums de planification, y compris pour la prévention des VBG ?

Gestion et utilisation de l'environnement et des ressources naturelles

- Comment l'augmentation des besoins en eau et en carburant, y compris l'augmentation du nombre de déplacements et de la distance à parcourir pour aller chercher de l'eau et du carburant issus de la biomasse, a-t-elle un impact sur la sécurité des femmes et des adolescentes ?⁷⁶
- Existe-t-il un risque accru de mariages forcés/mariages d'enfants et de sexe transactionnel en raison de la rareté accrue des ressources naturelles et de la difficulté à maintenir les moyens de subsistance et à répondre aux besoins fondamentaux ?

Santé

- Comment les mesures de confinement causées par la pandémie de COVID-19 ont-elles affecté l'accès des survivants de VBG à la gestion des cas vitaux, aux soins médicaux, à l'hébergement et au soutien et aux soins de santé mentale ?⁷⁷ Les intervenants de santé de première ligne sont-ils formés aux premiers secours psychologiques en cas de VBG et aux approches axées sur les

survivants pour orienter les survivants vers les services disponibles ? Les intervenants connaissent-ils le fonctionnement des services de lutte contre les VBG ?

Eau, assainissement et hygiène (EAH)

- Quelles mesures protègent la sûreté et la sécurité des femmes, y compris des personnes en situation de handicap et des autochtones, dans les installations publiques d'eau, d'assainissement et d'hygiène ? Les installations sont-elles éclairées ? Les chemins qui y mènent sont-ils éclairés ? Ont-ils des serrures intérieures qui fonctionnent ? Les installations sont-elles privées pour les femmes et les jeunes filles en particulier ? Existe-t-il des structures d'accueil distinctes en fonction du genre ? Les femmes, les filles et les garçons, notamment les personnes LGBTQI+ ou les personnes handicapées, s'y sentent-ils en sécurité ?
- Y a-t-il eu des cas de VBG dans les installations d'eau et d'hygiène ? Si oui, pourquoi ? Les meilleures pratiques en matière d'installations sûres pour réduire les VBG ont-elles été appliquées ?
- Des installations nouvelles ou supplémentaires ont-elles été construites en réponse à la pandémie de COVID-19 ? Les femmes et les filles—en particulier les femmes et les filles lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LBTI), ainsi que les femmes et les filles autochtones, les femmes et les filles handicapées, et les femmes et les filles enceintes—ont-elles été consultées sur la conception ou l'emplacement des installations ? Comment cette approche a-t-elle affecté l'utilisation et la sécurité de l'installation ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Identifier les risques de VBG au niveau de l'activité. Mettre en œuvre des évaluations rapides afin d'identifier les vulnérabilités liées aux VBG au niveau de l'activité et au niveau sectoriel pendant la pandémie de COVID-19, et élaborer des stratégies pertinentes pour atténuer ces risques et y répondre.⁷⁸

Mettre en place des mesures d'atténuation des risques de VBG au niveau de l'activité et du secteur. Mettre en œuvre des mesures ciblées d'atténuation des risques de VBG au niveau de l'activité qui s'attaquent aux éléments déclencheurs contribuant à l'augmentation des VBG pendant la pandémie (par exemple, soutien économique aux familles, soins de répit pour la garde des enfants, conseils aux femmes et aux hommes).

Réduire le risque de VBG en intégrant des approches visant à promouvoir des masculinités saines et équitables en matière de genre. Offrir des espaces aux hommes et aux garçons, et les faire participer à des activités de changement social et comportemental dans l'ensemble des activités et des secteurs afin de promouvoir des masculinités saines et équitables sur le plan du genre. Ces initiatives peuvent consister à aider les hommes à prendre soin d'eux-mêmes, à transformer l'implication des hommes dans la fourniture de soins, à mettre en place des programmes pour les auteurs de violences fondés sur des données probantes et d'autres initiatives visant à modifier le comportement des hommes qui recourent à la violence, et à inciter les hommes occupant des postes de responsabilité au sein du gouvernement, des entreprises, des syndicats, des organisations non gouvernementales et au-delà, à apporter un soutien visible et proactif aux mesures en faveur de l'égalité des genres.⁷⁹

Intégrer la réponse aux VBG dans la planification et la budgétisation de la réponse à la pandémie de COVID-19. Allouer des ressources financières et humaines aux prestataires de services de lutte contre les VBG dans la planification et la budgétisation de la réponse à la pandémie de COVID-19, afin de garantir la disponibilité de services de lutte contre les VBG culturellement adaptés, qui soient opérationnels pendant la pandémie et qui restent accessibles pendant et après les mesures d'éloignement physique. Inclure des mesures économiques et autres pour atténuer le risque de VBG (voir ci-dessus sur l'atténuation du risque de VBG).

Adapter la gestion des cas de VBG et les services de santé associés pour répondre aux VBG. Soutenir les prestataires de services existants en matière de VBG pour qu'ils adaptent les protocoles de gestion des cas, intègrent des services à distance et assurent un soutien continu aux survivants, même en cas d'éloignement physique ou d'autres mesures liées à la pandémie de COVID-19.^{80,81} Intégrer la prévention des VBG et les réactions aux VBG dans la réponse des systèmes de santé à la pandémie de COVID-19⁸² (par ex, formation spécialisée du personnel de santé, notamment sur la manière de répondre avec compassion et de manière appropriée aux révélations de violence, et mise à jour des voies d'orientation en matière de VBG afin que les établissements de soins de santé primaires et secondaires puissent jouer un rôle plus important dans la prise en charge clinique et n'orienter les cas vers les hôpitaux tertiaires que lorsqu'un niveau de soins plus spécialisé est nécessaire).⁸³

Former le personnel et les partenaires de l'USAID dans tous les secteurs et activités sur la manière de répondre à la divulgation de VBG. Fournir au personnel et aux partenaires de l'USAID travaillant dans toutes les activités et tous les secteurs une formation sur la manière de répondre de manière appropriée aux révélations de VBG dans le contexte de la pandémie de COVID-19, y compris comment et à qui référer les survivants pour des soins supplémentaires, ainsi que les personnes qui peuvent les accompagner dans les centres de traitement pour fournir des soins sur place – si les survivants souhaitent suivre cette voie.

Améliorer la disponibilité des services de santé mentale et de soutien psychosocial pour les survivants de VBG. Mettre à jour les voies d'orientation en cas de VBG afin d'inclure les services de SMSPS disponibles pour les survivants de VBG et augmenter la disponibilité des services virtuels ou localisés de SMSPS, notamment par téléphone, en ligne ou à distance. Localiser les services de SMSPS existants en établissant des points focaux communautaires et en travaillant avec les réseaux existants pour fournir des services et encourager les réseaux de soutien social informel (virtuel).⁸⁴

Renforcer le soutien économique aux femmes et aux survivants de VBG. Adapter les activités de subsistance afin d'identifier et d'atténuer les difficultés (telles que l'augmentation de la violence) que les femmes participant au projet, y compris les survivants de VBG, pourraient rencontrer en raison de la réception d'aide et du soutien économiques (y compris les transferts d'argent).⁸⁵ Étendre et renforcer les filets de sécurité économique pour les femmes comme pour les hommes.⁸⁶ Développer des abris et des logements temporaires pour les survivants de VBG⁸⁷ et fournir un soutien économique ciblé (tel qu'un abri, une prime de risque et des congés maladie), ainsi que des services de gestion de cas, aux survivants de VBG, afin qu'elles puissent quitter en toute sécurité leur partenaire violent si elles le souhaitent.

Intégrer une approche de CAA pour adapter l'approche des activités de l'USAID en matière d'atténuation des risques de VBG, de prévention et de réponse aux VBG. En utilisant une approche générale de CAA dans toutes les activités de l'USAID, mener une recherche

orientée vers l'action sur ce qui fonctionne pour atténuer les VBG, ainsi que pour les prévenir et y répondre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des pandémies en général.⁸⁸ Adapter la programmation au niveau des activités en conséquence.

Mettre en place des mesures de sauvegarde et des approches centrées sur les survivants pour prévenir et atténuer l'EAS, et pour y répondre.

Veiller à ce que les pratiques de sauvegarde visant à prévenir et signaler l'EAS et y répondre soient contextualisées et adaptées à la vulnérabilité accrue dans le cadre de la pandémie de COVID-19 et de contextes spécifiques. Développer des approches culturellement appropriées, sensibles au contexte et centrées sur les survivants pour prévenir et atténuer l'EAS et répondre aux allégations d'EAS en se concentrant sur les besoins, les droits, les idées et les souhaits des survivants, des familles, des proches et des communautés.⁸⁹

Fournir des formations et des messages sur l'EAS au personnel de l'USAID, aux partenaires et aux participants aux projets.

Pendant les crises, il est impératif de réitérer au personnel de l'USAID, aux partenaires et aux participants aux projets que l'Agence ne tolère pas l'EAS.⁹⁰ Renforcer les formations sur la prévention de l'EAS pour l'ensemble du personnel, intensifier les messages à l'intention du personnel sur le terrain et des volontaires, et envisager de développer des mécanismes de plainte pour le signalement direct par la communauté. Partager avec toutes les équipes par email les systèmes actuels de signalement au sein de l'USAID. Si ce n'est pas déjà le cas, développer des approches culturellement appropriées, adaptées au contexte et centrées sur les survivants pour prévenir et atténuer l'EAS et pour répondre.⁹¹ La sensibilité communautaire et culturelle est particulièrement importante pour répondre aux rapports d'EAS.

4. CONSIDÉRATIONS CLÉS AU NIVEAU DU SECTEUR, QUESTIONS D'ANALYSE À DES FINS D'ILLUSTRATION ET RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION POUR UNE ANALYSE SEXOSPÉCIFIQUE DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Cette section offre des conseils sur les considérations clés pour une ASPC par secteur—y compris les domaines d'analyse de genre du SDA 205 de l'USAID—afin de fournir aux activités un aperçu des effets différentiels de la pandémie de COVID-19 (y compris les avancées, les contraintes et les opportunités en matière d'égalité des genres). Elle fournit également des questions d'analyse pour faciliter la collecte et l'analyse des données dans le secteur. Les considérations et les questions, ainsi que les recommandations de programmation, doivent être utilisées selon les besoins et adaptées au contexte du pays et aux activités de l'USAID dans le pays ou la région.

AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION.

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Agriculture

Transmission du virus COVID-19. Le changement climatique exacerbe les vecteurs de maladies et les taux de transmission, notamment des zoonoses comme le virus COVID-19. Comme les femmes représentent les deux-tiers des éleveurs à faible revenu, leur risque d'infection est plus élevé. D'autre part, les connaissances et l'expérience des femmes en matière de gestion des risques liés aux zoonoses peuvent contribuer à en limiter la propagation.⁹²

Accès aux intrants. La pandémie de COVID-19 a perturbé l'accès déjà limité et inégal des agricultrices et des ménages dirigés par des femmes à des ressources cruciales telles que la terre, la main-d'œuvre et les intrants, ainsi que leur contrôle. Avec la fermeture des marchés et le déclin du commerce transfrontalier, les femmes peuvent être exclues des marchés des semences, des engrais, des outils et de la main-d'œuvre avant les hommes,⁹³ et être incapables de vendre leurs produits (ou devoir les vendre à bas prix).

Production, transformation et commercialisation des produits agricoles. Les ordres de confinement liés à la pandémie de COVID-19 peuvent limiter la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, dans lesquels les femmes et les hommes jouent des rôles différents. Les femmes peuvent être particulièrement vulnérables aux mesures de confinement, car certains pays n'autorisent que le chef de famille, de sexe masculin, à quitter le foyer.⁹⁴

Marketing de produits agricoles. Les ordres de confinement liés à la pandémie de COVID-19 peuvent nécessiter de s'appuyer davantage sur des stratégies de vente en ligne des produits agricoles. Les femmes sont donc désavantagées lorsqu'il s'agit de recevoir des informations actualisées sur le marché par le biais des technologies de l'information et des communications (TIC), en raison de l'écart entre l'alphabétisation numérique des femmes et celle des hommes, ainsi que de leur accès à la technologie et à Internet, qui est le plus profond dans les pays à faible revenu.^{95,96}

L'accès au crédit. Malgré une expansion importante de l'accès au crédit ces dernières années, les marchés financiers formels sont toujours discriminatoires envers les femmes. Avant la pandémie de COVID-19, les

femmes avaient une sécurité foncière plus faible et un accès plus limité aux ressources productives que les hommes, ce qui, combiné à d'autres facteurs, entravait l'accès des femmes au crédit et aux autres services financiers.⁹⁷ La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces écarts en augmentant la charge des femmes en matière de soins, en rendant plus difficile pour elles de consacrer du temps à l'agriculture,⁹⁸ et en réduisant l'offre de crédit en raison de la récession économique due à la pandémie de COVID-19.⁹⁹ L'accès aux services de microfinance ou aux mécanismes informels d'épargne et de prêt peut également être affecté.

Services d'information et de vulgarisation agricoles. Alors que les services de vulgarisation agricole se déplacent vers des plateformes numériques pour tenir compte de la distance physique, les femmes peuvent être laissées pour compte en raison d'un accès plus limité aux téléphones portables, à l'argent pour le temps de communication, aux ordinateurs et à d'autres moyens de recevoir des informations, ainsi que de niveaux plus faibles d'alphabétisation numérique et de compétence de lecture.¹⁰⁰ Au cours de la pandémie, les campagnes d'information du public ont souvent manqué d'atteindre les femmes, en particulier celles des groupes les plus marginalisés.¹⁰¹

Capacité à travailler. Les restrictions pendant la pandémie de COVID-19 peuvent empêcher les femmes salariées, comme dans les plantations et pour les récoltes, d'aller travailler, ce qui nuit à leurs revenus, à la productivité agricole et à la disponibilité de la nourriture.

Emploi. Les femmes travaillent de manière disproportionnée dans les secteurs les plus durement touchés par les pertes d'emplois liées à la pandémie de COVID-19, ce qui inclut l'agriculture, l'horticulture, l'alimentation et les industries de transformation pour l'exportation.^{102,103}

Transferts d'argent en espèces. Le rôle et la voix limités des femmes au sein des coopératives et des associations d'agriculteurs peuvent affecter leur accès aux transferts d'argent ou aux prêts pour les secours liés à la pandémie de COVID-19.

La charge de travail des femmes. La charge de travail des agricultrices a augmenté avec l'intensification des tâches ménagères, ce qui rend plus difficile pour elles de s'occuper des champs, des cultures et de la commercialisation en temps voulu.¹⁰⁴

Risque de VBG. Les mesures de confinement peuvent accroître le risque de VBG pour les femmes et les enfants, à l'intérieur du foyer comme dans les lieux publics, en raison de la nécessité de prendre des risques accrus dans la production agricole, la transformation et les stratégies de commercialisation. Le stress lié à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et aux restrictions concernant le confinement est en corrélation avec l'augmentation de la violence domestique.¹⁰⁵ Les restrictions liées à la pandémie peuvent également exacerber des pratiques traditionnelles néfastes, comme le fait que les femmes et les filles mangent « le moins et en dernier », ou perturber l'allaitement maternel exclusif.¹⁰⁶

Sécurité alimentaire et nutrition

Production alimentaire. Les maladies peuvent limiter la capacité de travail des femmes et des hommes, réduisant ainsi leur capacité à produire et à assurer leur alimentation et celle de leur famille.

Disponibilité de la nourriture. Au cours de la pandémie de COVID-19, les prix des denrées alimentaires n'ont cessé d'augmenter dans le monde entier¹⁰⁷ et la restriction des mouvements de denrées alimentaires, le manque de travailleurs pour récolter les cultures et la fermeture des marchés et des usines de transformation

ont entraîné des pénuries alimentaires.¹⁰⁸ En tant que principale source de fourniture de nourriture, les femmes ont supporté l'essentiel du temps supplémentaire nécessaire pour obtenir de la nourriture dans ces circonstances.¹⁰⁹

Consommation alimentaire. Les femmes et les filles, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales ou qui sont enceintes ou qui allaitent, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les minorités ethniques, les personnes LGBTQI+ et les personnes souffrant de malnutrition sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et à l'adoption de stratégies d'adaptation négatives, telles que l'achat de moins de nourriture, le passage à des aliments moins nutritifs et la réduction du nombre de repas pris quotidiennement en réponse à la diminution des revenus disponibles, en période de crise comme celle de la pandémie de COVID-19.¹¹⁰ Cela est dû en grande partie aux normes de genre qui donnent la priorité aux membres masculins de la famille dans la consommation alimentaire du ménage, à la diminution des ressources financières et à d'autres obstacles^{111,112} Lorsque la nourriture se fait rare, ces groupes vulnérables—qui sont déjà plus susceptibles de souffrir de malnutrition que les hommes et les garçons de la population générale—pourraient être rapidement confrontés à une malnutrition exacerbée et à des complications sanitaires supplémentaires, notamment une susceptibilité accrue à l'infection par le virus COVID-19.

Préparation des aliments. Les femmes préparent généralement la nourriture au foyer, mais elles n'ont généralement qu'une voix et un contrôle financier limités sur les achats et les allocations de nourriture, ce qui les met davantage en danger.

Mesures de protection sociale, y compris les transferts d'argent en espèces. Lorsque les hommes sont considérés comme les chefs de famille et que les programmes de protection sociale s'adressent à eux, les femmes ne bénéficient souvent pas de leurs avantages.^{113,114} Seulement 10 % environ des mesures de protection sociale et d'emploi mises en œuvre au cours de la première année de la pandémie de COVID-19 visaient explicitement à renforcer la sécurité économique des femmes.¹¹⁵ Les femmes pourraient avoir un accès plus limité aux transferts numériques si elles sont analphabètes ou n'ont pas accès aux téléphones portables ou au crédit.

Mécanismes d'adaptation négatifs. La hausse des prix des denrées alimentaires, combinée à la perte d'emplois et de revenus, a incité à adopter des stratégies d'adaptation négatives, telles que le sexe transactionnel, les MEPF ou l'endettement pour acheter de la nourriture. Ces stratégies peuvent avoir des effets inégaux selon le genre et le statut social.¹¹⁶

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Quels sont les rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans l'agriculture ?
Réfléchir à ceci : le travail rémunéré et non rémunéré des ménages dans les activités liées à l'agriculture, ainsi que le travail rémunéré dans l'agriculture commerciale—un employeur majeur de femmes dans la production, la récolte et la transformation. La pandémie de COVID-19 et la récession qui en découle affecteront le travail rémunéré et non rémunéré.
- Quels sont les différents effets de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi et les revenus des femmes et des hommes dans l'agriculture et les zones rurales, en particulier ceux des groupes les plus marginalisés ?
Réfléchir à ceci : les pertes d'emplois et les licenciements.

- Quelles sont les interventions de secours et de redressement prévues ou mises en place pour les populations rurales (par exemple, transferts d'argent, prêts et allègement ou restructuration de la dette) ? Qu'en est-il des organisations, telles que les associations et les coopératives d'agriculteurs ?
 - Sont-elles destinées aux femmes, en particulier à celles qui sont chefs de famille ou qui appartiennent aux groupes les plus marginalisés, qui seront probablement les plus nécessiteuses ?
 - Les femmes ont-elles un accès égal aux transferts d'argent, aux bons d'achat et aux prêts, et un contrôle égal ?
 - Les femmes disposent-elles de comptes bancaires accessibles par téléphone portable et ouverts à leur nom ?
 - Les femmes, en particulier celles des groupes les plus marginalisés, ont-elles accès aux téléphones portables pour obtenir des informations (notamment sur la santé et les marchés) et à l'argent mobile ?
 - Si oui, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, sont-elles représentées ? Leurs besoins et leurs préoccupations sont-ils exprimés et entendus ? Les réunions sont-elles sûres ?
- Dans quelle mesure les programmes agricoles fournissent-ils des intrants (tels que les semences, les engrais et le crédit) et des informations actualisées sur le marché de manière équitable aux femmes et aux hommes, en particulier ceux des groupes les plus marginalisés ? Quels sont les obstacles à la fourniture équitable d'intrants et d'informations sur le marché pour les femmes ?
- Quelles considérations en matière de transport sont nécessaires pour que les femmes, en particulier les femmes autochtones et les femmes en situation de handicap, puissent se déplacer vers et depuis les lieux de travail ? Pour commercialiser leurs produits ?
- Comment les mesures de confinement affectent-elles la répartition des travaux agricoles et de soins au sein du ménage ? Si le travail de soins augmente, comment est-il réparti entre les membres du ménage ? Si le travail supplémentaire à l'intérieur du foyer limite le temps disponible des femmes, comment leurs responsabilités liées à l'agriculture sont-elles assumées ?
- L'aide, l'assistance pour la reprise économique, la planification et la mise en œuvre de mesures associées à la pandémie de COVID-19 passent-elles par des associations et des coopératives d'agriculteurs ? Si oui, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, sont-elles représentées ? Leurs besoins et leurs préoccupations sont-ils exprimés et entendus ? Les réunions sont-elles sûres ?
- Les femmes, les filles et les garçons subissent-ils une violence accrue au sein du foyer qui affecte leur travail agricole ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

- Quelle proportion de la population est susceptible de devenir victime d'insécurité alimentaire suite à la pandémie de COVID-19 ?
 - Quels sont les ménages (dans la zone de l'activité) qui risquent de souffrir d'insécurité alimentaire ? Combien ? Où sont-ils situés ?
 - Quels sont les ménages qui ont des besoins nutritionnels particuliers, par exemple ceux qui comptent des malades, des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap ?
- Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire lors de la pandémie ? Est-ce lié au manque de disponibilité des aliments (c'est-à-dire à la perturbation de la chaîne d'approvisionnement) ? Qu'en est-il de l'accessibilité des aliments (reflétant l'augmentation des prix, les pertes d'emploi et de revenus, et les restrictions de mobilité) ? Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté :
 - La disponibilité de la nourriture sur les marchés ?
 - Les revenus des ménages, plus précisément la capacité des ménages à acheter de la nourriture ? Quels sont les revenus les plus touchés (ceux des hommes ou ceux des femmes) ?
 - Le revenu et la sécurité alimentaire des ménages dirigés par des femmes ?
- Qui est le principal responsable de l'achat et de la cuisson des aliments pour la famille et le ménage ? Comment la crise a-t-elle intensifié son insécurité alimentaire ? Ou l'augmentation des tensions et des VBG dans le foyer ?¹¹⁷
- Comment l'insécurité alimentaire liée à la pandémie de COVID-19 a-t-elle augmenté le risque d'exposition aux VBG en dehors du foyer ? Quels nouveaux risques l'activité pourrait-elle créer par inadvertance ?
- Quelles sont les interventions prévues en matière de sécurité alimentaire (transferts d'argent, distribution de nourriture et banques alimentaires) ? Quelles sont les différentes implications de chaque intervention ?
 - Si des transferts d'argent en espèces ont lieu, sont-ils destinés aux femmes, aux hommes, au chef de famille ? S'agit-il de transferts numériques ? Si oui, les femmes, en particulier les femmes à risque, disposent-elles de comptes bancaires accessibles par téléphone mobile à leur nom ? Ont-elles des téléphones portables ?
 - Quels sont les mécanismes de distribution des aliments ? Si un ramassage est prévu, les activités ont-elles adopté les mesures de sécurité recommandées ? Qui dans le ménage (par genre) ira chercher les aliments distribués ? Quelles sont les précautions de sécurité liées à la pandémie de COVID-19 et au genre qui sont prises pour y aller ?
- Dans quelle mesure les forums de planification et de prise de décisions communautaires sur la distribution de nourriture liée à la pandémie de COVID-19 sont-ils inclusifs ? Comment les besoins de tous les individus sont-ils entendus de manière égale ? Les forums sont-ils sûrs ?

- Dans quelle mesure des groupes de femmes sont-ils impliqués dans les programmes de distribution alimentaire ?
- Dans quelle mesure les entreprises appartenant à des femmes (comme les productrices de légumes) sont-elles mises à contribution pour approvisionner les programmes de distribution alimentaire ?
- Dans quelle mesure les messages nutritionnels dans le cadre de la pandémie de COVID-19 intègrent-ils l'égalité des genres et les changements de normes ? Les membres du foyer les reçoivent-ils de manière égale ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Adapter la programmation pour promouvoir la sécurité et la prévention. S'adapter et répondre aux besoins de soutien et de mesures de relance des femmes et des hommes tout en respectant la diversité actuelle et changeante des rôles et des contraintes. *Le Guide sur la programmation pour l'agriculture et les moyens de subsistance pendant la pandémie de COVID-19*, élaboré par Catholic Relief Services, explique comment poursuivre la programmation agricole en respectant les mesures de sécurité et de prévention tout en répondant aux questions d'égalité des genres au moyen d'une démarche ciblée sur les groupes les plus marginalisés.¹¹⁸ D'autres adaptations prévoient l'acquisition d'équipements de protection individuelle, la définition de directives pour la distanciation sociale¹¹⁹ et la mise en place de partenariats avec les acteurs locaux de la collecte de données sur la santé pour tenir compte des questions relatives à l'insécurité alimentaire et l'agriculture.¹²⁰

Offrir une assistance financière d'urgence et d'autres aides ciblées aux femmes fournissant des intrants, aux négociantes, aux productrices et à d'autres petites entreprises agricoles. Offrir des services financiers d'urgence, tels que des subventions et des prêts, aux femmes travaillant dans le secteur agricole pour les aider à surmonter les incertitudes et à assurer la continuité de leur travail et de leur approvisionnement en nourriture. Inclure une combinaison d'intrants, d'argent et d'accès au crédit dans les programmes d'aide, à l'agriculture et donner la priorité à l'accès des femmes productrices.^{121,122,123} Soutenir le rôle que les femmes jouent dans le système de marchés agricoles pour inclure la création de régimes commerciaux simplifiés pour les femmes commerçantes transfrontalières afin de réduire les coûts des transactions.¹²⁴ Soutenir les partenaires locaux et nationaux pour faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés en s'attaquant aux contraintes de mobilité, aux restrictions en matière de transport et aux perturbations du marché : développer des marchés en ligne pour relier les petits producteurs aux consommateurs, des marchés mobiles à la ferme et/ou des systèmes de transaction électronique, et des liaisons jusqu'au dernier kilomètre entre les producteurs et les consommateurs^{125,126} pour la livraison des aliments et des intrants. Des mesures de soutien pour que les activités des petits producteurs alimentaires soient jugées « essentielles » afin qu'ils puissent continuer à travailler.¹²⁷

Promouvoir le soutien financier du secteur privé, ainsi que l'accès au crédit pour les femmes et les hommes. Faciliter les crédits pour les agriculteurs (producteurs et commerçants), les

micro-assurances, les restructurations de prêts et les abandons de dettes en ciblant les femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés. Envisager d'utiliser des paiements numériques là où la sécurité peut être un problème pour les femmes.¹²⁸

Faciliter l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que le déploiement des technologies agricoles pour les femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés. Les messages de vulgarisation vidéo et l'amélioration de l'accès aux technologies mobiles peuvent améliorer les résultats agricoles équitables pour les ménages agricoles.¹²⁹ L'utilisation de la technologie mobile pour les formations et la vulgarisation peut s'avérer efficace pour lever les obstacles auxquels sont confrontés les agriculteurs et les agricultrices.¹³⁰ Les services de mécanisation partagée, tels qu'Hello Tractor, peuvent contribuer à limiter la réduction des surfaces cultivées causée par l'insuffisance de main-d'œuvre, tout en augmentant la productivité par hectare.¹³¹ Travailler avec les partenaires locaux et nationaux pour s'assurer que les campagnes d'information du public incluent des modes de communication appropriés (par exemple, radio, affiches, médias sociaux, vidéos, WhatsApp) pour atteindre les groupes marginalisés afin de communiquer des informations importantes sur le marché et l'agriculture ; inclure des messages ciblés pour ces groupes.¹³² Soutenir les programmes qui ciblent les femmes pour les former à la culture numérique¹³³ et envisager de leur distribuer des téléphones portables avec du temps payé à l'avance pour les communications. Tirer parti des groupes de femmes ou d'autres groupes de soutien par les pairs en tant que réseaux pour une communication plus efficace et la fourniture de services essentiels là où la portée de la technologie est faible.¹³⁴

Promouvoir les messages sur les changements de comportements à l'aide de plateformes de TIC. L'envoi de message à distance tenant compte des inégalités sociales et de genre décrites à la Section I est une nécessité. Il est possible de diffuser des messages sur les changements de comportement pour lutter contre les inégalités, en promouvant l'évolution des normes sociales en matière de distribution, de préparation et de consommation des denrées alimentaires.

Réduire l'insécurité alimentaire au moyen de transferts d'argent liquide, de subventions, de dons en nature ou de coupons alimentaires distribués directement. Il est prouvé que les programmes de protection sociale liés à la pandémie de COVID-19 peuvent jouer un rôle protecteur en protégeant les ménages de l'insécurité alimentaire. Ils peuvent également contribuer à éviter les mécanismes d'adaptation négatifs,¹³⁵ à renforcer la résilience aux chocs futurs et à atténuer les impacts négatifs globaux de la pandémie de COVID-19. Ils peuvent aussi garantir que les femmes perçoivent un revenu de base—et qu'elles le contrôlent—et stimuler la reprise des marchés locaux. Les transferts d'argent liquide sont avantageux sur le plan économique et permettent aux bénéficiaires de conserver une certaine souplesse. Cependant, la preuve des avantages d'un transfert d'argent liquide spécifiquement adressé aux femmes n'est pas complètement établie. Dans certains cas, les familles en tirent plus d'avantages, mais dans d'autres cas, cela crée des tensions et contribue aux VBG. Lorsqu'il existe des éléments probants suggérant que le ciblage des femmes n'est pas bénéfique ou réalisable, il faudra envisager de désigner des bénéficiaires communs hommes/femmes et d'adapter le message pour encourager une prise de décisions et un contrôle conjoints.¹³⁶ Les transferts d'argent liquide combinés à la fourniture de téléphones portables présentent des avantages supplémentaires pour les femmes.¹³⁷ Les paiements mobiles peuvent accroître l'influence des femmes au sein du foyer et améliorer la diversité alimentaire.¹³⁸ Lorsque vous fournissez une aide alimentaire directe, faites-le sans condition tout en veillant à ce que le montant de l'aide soit adapté à la taille du ménage,¹³⁹ fournissez une protection

supplémentaire aux ménages vulnérables sur le plan nutritionnel ayant des femmes enceintes ou de jeunes enfants et, si possible, veillez à ce que l'aide alimentaire contienne des fruits et des légumes frais.¹⁴⁰

Fournir des moyens alternatifs pour accéder à la nourriture pendant la crise. Soutenir les banques alimentaires communautaires décentralisées afin que les groupes vulnérables puissent avoir accès à des repas nutritifs près de chez eux.¹⁴¹ Poursuivre les programmes d'alimentation scolaire pendant la fermeture des écoles afin de prévenir la faim et la malnutrition, de soulager le stress des femmes qui doivent se procurer de la nourriture,¹⁴² et d'éviter les mécanismes d'adaptation négatifs.

Adapter les méthodes de distribution en fonction des possibilités d'accès des différents groupes. Concernant la distribution d'aliments et de fournitures, envisager des moyens de permettre aux femmes d'accéder aux approvisionnements, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés, lorsque leur mobilité est susceptible d'être limitée en raison des normes sociales, de la distanciation sociale et des couvre-feux. Si les aliments sont distribués dans des points de collecte, envisager des moyens d'inclure les personnes les plus exposées à la famine, mais qui ne peuvent pas se rendre aux points de collecte (comme les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les femmes habitant dans des zones limitant leur mobilité). Envisager des moyens de leur distribuer des aliments en toute sécurité ; étudier toute possibilité d'impliquer des groupes de femmes dans la distribution.

Soutenir les programmes qui incitent les hommes à aider les femmes à s'occuper des soins et à assumer d'autres rôles traditionnels des femmes. Lancer des stratégies de changement de comportement pour s'attaquer aux stéréotypes communautaires et masculins concernant les responsabilités domestiques, en introduisant de nouvelles attitudes à l'égard du partage des tâches domestiques.^{143,144}

Incorporer des messages et des activités sur les VBG et l'autonomisation des femmes dans les programmes d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition (ASAN). Des messages et des activités ciblés sur les VBG et l'autonomisation des femmes peuvent contribuer à réduire l'incidence des VBG et à accroître l'autonomisation des femmes dans les programmes d'ASAN. Incorporer une formation sur la dynamique des genres et les VBG dans les programmes de vulgarisation et d'information (par exemple, vidéo, radio). Travailler avec les partenaires nationaux pour établir des modèles de rôles de genres au sein des communautés afin de plaider pour l'inclusion des femmes dans la prise de décisions et le leadership¹⁴⁵, et pour collecter des données sur la prise de décisions par les femmes.¹⁴⁶

DÉMOCRATIE, DROITS ET GOUVERNANCE, ET FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Les violations des droits humains des femmes et des hommes, des minorités sexuelles et de genre, et des personnes qui se trouvent à l'intersection des groupes marginalisés. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, certaines réponses gouvernementales ont conduit à des violations des droits humains. Ces violations des droits humains ont eu un impact disproportionné sur les femmes, les filles et les personnes issues de groupes marginalisés¹⁴⁷, notamment les groupes autochtones, les personnes en situation de

handicap, les minorités sexuelles et de genre (personnes LGBTQI+), les personnes confrontées à la discrimination et à la violence fondées sur l'OSIEGCS (orientation sexuelle, identité/expression de genre, caractéristiques sexuelles), les migrants et les demandeurs d'asile, les femmes et les hommes asiatiques stigmatisés en tant que porteurs potentiels du virus COVID-19, ainsi que les travailleurs de santé, hommes et femmes.¹⁴⁸

Accès à la justice pour les femmes et les filles, y compris les survivantes de VBG. Avant la pandémie, les femmes, en particulier celles issues des groupes les plus marginalisés, les survivants de VBG et les personnes LGBTQI+, rencontraient fréquemment des obstacles sexo-spécifiques pour accéder à la justice. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les obstacles existants et a créé de nouveaux défis, notamment un accès réduit aux services de justice, car les ordres de confinement limitent leurs déplacements. De même, l'accès aux services est réduit en raison de la diminution du fonctionnement du système judiciaire (y compris les tribunaux et la police) dans certains cas pendant la pandémie de COVID-19.¹⁴⁹

Intégrer des mesures visant à renforcer l'égalité des genres dans la planification, la budgétisation et l'allocation des ressources dans les efforts de réponse à la pandémie de COVID-19. Une planification, une budgétisation et une allocation des ressources nationales et décentralisées tenant compte de la dimension de genre garantissent l'efficacité et la durabilité des activités de réponse à la pandémie de COVID-19. Cependant, la plupart des politiques et des planifications ciblant la pandémie de COVID-19 ne tiennent pas compte de la dimension de genre.¹⁵⁰ Si elles abordent les impacts sexo-spécifiques de la pandémie de COVID-19, elles se concentrent largement sur la prévention et la réponse aux VBG, comme le souligne une étude récente portant sur 196 économies mondiales. Elles ne mettent pas l'accent, par exemple, sur la sécurité de l'emploi des femmes travaillant dans le secteur informel et sur le travail de soins non rémunéré des femmes.¹⁵¹

Détérioration de la confiance dans les gouvernements. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la méfiance envers le gouvernement a conduit à la croyance que le virus n'existe pas, à la sous-utilisation des masques et à la réticence à se faire vacciner contre le virus.¹⁵² Bien que répandue, la méfiance est particulièrement présente parmi les groupes qui ont été historiquement marginalisés ou lésés par les systèmes de soins de santé dans le monde, comme les minorités raciales et ethniques¹⁵³, et les femmes en général.¹⁵⁴

Représentation inégale des femmes dans les organes de planification et de décision concernant la pandémie de COVID-19. Comme c'était le cas avant la pandémie, les hommes sont représentés de manière disproportionnée dans les organes de direction et de décision liés à la pandémie de COVID-19.¹⁵⁵ Dans le même temps, la pandémie risque d'exacerber l'exclusion politique des femmes par le biais d'élections reportées qui leur donneraient l'occasion d'être élues ;^{156,157} le départ de la politique en raison de l'augmentation des responsabilités liées à la garde des enfants ; la dépendance accrue du système politique à l'égard des réseaux informels qui renforcent la domination politique masculine ; les inégalités entre les genres dans l'accès aux plateformes en ligne pour participer à la vie politique ; la diminution de la visibilité des femmes en public ; et l'éviction des droits des femmes de l'agenda politique.¹⁵⁸

Les modifications apportées au vote et aux séances en ligne peuvent affecter la participation des femmes à la prise de décisions. Le passage des organes de décision aux séances et au vote à distance a eu un impact variable sur la participation des femmes aux postes de décision. Lorsqu'il existe des écarts numériques entre les genres, par exemple en matière de l'alphabétisation numérique et d'accès aux technologies, la participation des femmes peut avoir diminué. Toutefois, si les femmes ont accès à la

technologie, leur participation aux votes et aux séances à distance peut avoir augmenté en raison de la réduction du temps de déplacement et d'une plus grande flexibilité pour s'occuper de leurs enfants.¹⁵⁹

Participation des femmes aux processus de sécurité et de consolidation de la paix dans les zones de conflit actif ou de crise. Il a été démontré que la pandémie de COVID-19 a restreint la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix en raison des quarantaines qui limitent leur capacité à assister aux principales activités de renforcement de la paix et de négociation.¹⁶⁰ Dans le même temps, le recours accru aux plateformes numériques pour les négociations en cas de conflit favorise la participation des hommes en raison de la fracture numérique existante entre les genres.^{161,162} La participation des femmes aux processus de consolidation et de maintien de la paix peut faire passer des priorités essentielles, telles que les disparités en matière de santé et de bien-être social, au premier plan de la planification des interventions.¹⁶³ Elle favorise également la paix et la sécurité, et elle améliore l'efficacité des missions de maintien de la paix. Cependant, les femmes sont généralement sous-représentées,¹⁶⁴ et dans le contexte de la pandémie de COVID-19, leur rôle dans les processus de sécurité et de consolidation de la paix risque fort de se réduire encore plus.¹⁶⁵

Les défis des femmes qui consolident la paix et défendent les droits humains. Les femmes chargées de la consolidation de la paix et de la défense des droits humains sont en première ligne de la réponse à la pandémie de COVID-19 dans de nombreux pays touchés par des crises ou des conflits, et elles ont été confrontées à des menaces et à une insécurité accrues au cours de la pandémie en raison des réactions hostiles au respect des droits humains.¹⁶⁶ Elles fournissent des services de SMS/SPS par le biais de méthodes traditionnelles et jouent un rôle clé dans la collecte d'informations sur les situations actuelles dans les communautés locales et leur transmission aux autorités locales et nationales dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Elles fournissent également une « sécurité douce » essentielle à un moment où la pandémie de COVID-19 menace de déstabiliser les zones de conflit et où les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont limitées.

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Les restrictions associées à la pandémie de COVID-19 sont-elles appliquées de manière équitable (et non discriminatoire) ? Les restrictions sont-elles appliquées de manière équitable ? Sinon, quelles sont les effets des discriminations ou les injustices ? Comment les corriger ?
- Comment les procédures parlementaires dues aux restrictions liées à la pandémie ont-elles eu un impact sur la capacité des femmes, y compris les membres du parlement et des groupes marginalisés, à participer aux discussions politiques ?
- Les femmes, y compris les femmes membres des groupes les plus marginalisés, participent-elles à la prise de décisions concernant la pandémie de COVID-19 à tous les niveaux (international, national, régional et local) dans les instances gouvernementales et civiques ? Sont-elles représentées ? Font-elles office de leaders dans les organes prenant les décisions ? Leurs voix sont-elles entendues ? Sinon, que peut-on faire pour accroître leur représentation et leur leadership afin de garantir que leurs besoins et leurs préoccupations soient pris en compte ?
- Les femmes occupant des postes nominatifs ou électoraux sont-elles aidées à jongler entre leur travail et leurs obligations ménagères ou familiales, sans charge indue liée aux rôles sexués, notamment en autorisant le télétravail avec des horaires flexibles pour les hommes et les femmes et

en accordant des congés payés aux membres du personnel, hommes et femmes, qui n'ont plus accès aux services de garde d'enfants ?

- Les besoins et les intérêts des femmes et des filles—en particulier des femmes LGBTI, ainsi que des femmes autochtones et des femmes en situation de handicap—sont-ils représentés et pris en compte dans la planification de la réponse et du rétablissement en cas de pandémie ?
- Les femmes et les filles sont-elles consultées sur les plans d'intervention et les interventions en rapport avec la pandémie de COVID-19, notamment sur les mesures économiques, sanitaires, d'assainissement et d'hygiène visant à atténuer le risque de VBG ? ¹⁶⁷
- Une perspective de genre est-elle appliquée aux processus budgétaires en liaison avec la pandémie de COVID-19 aux niveaux national, régional et local ? Existe-t-il un moyen de rendre les processus budgétaires plus équitables ? Les ressources essentielles parviennent-elles à leurs destinataires, tels que les femmes et les filles, y compris les femmes et les filles des groupes les plus marginalisés ?
- Les ressources essentielles pour la lutte contre la pandémie de COVID-19 sont-elles ciblées par les processus de planification et de budgétisation pour atteindre leurs destinataires, notamment les femmes et les filles des groupes les plus marginalisés ?
- Des mesures sont-elles en place pour protéger les droits politiques et civiques des femmes, en particulier des femmes autochtones et des femmes appartenant à des groupes ethniques ou à des races spécifiques ? (Par exemple, le ralentissement économique lié à la pandémie et les pertes d'emploi/les démissions ont-ils eu un impact disproportionné sur la capacité des femmes à mobiliser le temps et les ressources nécessaires pour se présenter aux élections, faire campagne et s'engager dans l'activisme civique) ?
- Des informations précises et claires sur les réglementations en matière de confinement et de santé sont-elles accessibles à tous et à toutes ? En cas de communication de ces informations par téléphone, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, y ont-elles accès ? Si ces informations sont communiquées par d'autres modalités, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, y ont-elles accès ? Quel a été le rôle des médias et des groupes de femmes impliqués dans la diffusion d'informations précises sur les risques, l'impact et le soutien de la lutte contre la pandémie de COVID-19—partout, mais surtout dans les communautés où les femmes sont isolées ?
- Les stratégies de communication sur les mesures de prévention et d'aide associées à la pandémie de COVID-19, y compris celles sur la disponibilité des services de lutte contre les VBG, ont-elles les femmes et les filles pour centre d'intérêt et utilisent-elles des mécanismes et des modalités appropriés et dont l'efficacité a été prouvée pour les atteindre ? ¹⁶⁸
- Les systèmes de justice formels et informels garantissent-ils aux femmes l'accès à la pension alimentaire, au paiement du logement, aux visites des enfants et à d'autres jugements critiques (tels que le régime foncier) ? ¹⁶⁹
- Quelles mesures protègent la sûreté et la sécurité des femmes, en particulier des femmes LGBTI et des femmes autochtones, ainsi que des femmes en situation de handicap et de celles issues de

groupes ethniques ou de races spécifiques, tant à domicile que dans les espaces publics, tout au long de la pandémie de COVID-19 ?

- Les groupes de la société civile peuvent-ils fonctionner, participer et fournir des services, y compris ceux liés à l'atténuation du risque de COVID-19 et à la réponse à ce virus ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?
- Les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, sont-elles représentées à tous les niveaux des organes de sécurité et de maintien de la paix qui traitent la pandémie de COVID-19 ?
- Les intérêts des femmes et des hommes, y compris ceux des groupes les plus marginalisés, sont-ils pris en compte dans la prise de décisions, la planification et la mise en œuvre des mesures contre la pandémie de COVID-19 ? Ces cohortes peuvent-elles participer aux activités des organes de décision, tels que ceux qui planifient et coordonnent l'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 dans les situations de conflit et les camps de personnes déplacées ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Soutenir les mesures soulignant la redevabilité du gouvernement liées à la pandémie de COVID-19. S'attaquer à l'excès de pouvoir du gouvernement en soutenant les activités axées sur la défense des droits humains, les droits numériques et la protection de la vie privée, en surveillant la mise en œuvre du décret d'urgence et en soutenant les personnes arrêtées à tort pour des motifs liés à la pandémie de COVID-19.¹⁷⁰

Engager les organisations de la société civile et les institutions gouvernementales dans des efforts visant à assurer la redevabilité du gouvernement. Veiller à ce que la réponse à la pandémie de COVID-19 comprenne des mesures solides en matière de transparence, de redevabilité et de contrôle, et soutenir le suivi de ces efforts par la société civile.¹⁷¹ Engager les organisations de la société civile nationale et les institutions gouvernementales à s'assurer que les mesures gouvernementales dans le cadre de la pandémie de COVID-19 respectent les droits humains et répondent aux besoins des femmes et des filles, des hommes et des garçons, et des individus d'autres identités de genre, de différents âges, handicaps et groupes socio-économiques et démographiques. Engager les médias à promouvoir la transparence, la redevabilité et la surveillance pour s'assurer que les histoires, les préoccupations et les priorités des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre reçoivent une couverture équilibrée et précise.

Améliorer l'accès à la justice en tenant compte de la dimension de genre. Soutenir la mise en place de systèmes judiciaires à distance grâce à des solutions numériques¹⁷² et fournir une assistance financière, technique et en ressources humaines aux organisations locales d'aide juridique afin de développer des stratégies virtuelles/à distance pour fournir des services juridiques aux femmes des groupes les plus marginalisés, y compris les survivants de VBG.¹⁷³ Contrôler et réaliser une évaluation minutieuse et des analyses d'impact afin de s'assurer que le passage à la fourniture en ligne de la justice et des services juridiques garantit le respect des procédures et est accessible aux populations

vulnérables et marginalisées.¹⁷⁴ Fournir une formation spécialisée au personnel de la police et de la branche judiciaire sur la manière de détecter, de mener une enquête et de répondre aux VBG dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en utilisant des approches axées sur les survivants.¹⁷⁵

Améliorer la communication sur les risques et les mesures concernant la pandémie de COVID-19 en tenant compte de la dimension de genre. Élaborer des stratégies de communication et de sensibilisation dans le cadre de la pandémie de COVID-19 en collaboration avec les organisations sociales formelles et informelles, en particulier les caucus de femmes, les leaders et réseaux de (jeunes) femmes influentes, les associations de sages-femmes traditionnelles, les radios communautaires, les associations de femmes journalistes, les professionnelles des médias, les coopératives agricoles, les groupes de soins et les associations d'épargne et de crédit.¹⁷⁶ Ces stratégies peuvent cibler les publications sur papier et en ligne qui sont destinées aux femmes. Coordonner et soutenir les structures de gouvernance nationales et régionales, ainsi que les dirigeants locaux, tribaux, traditionnels et religieux, et les organisations de femmes, dans la planification et la budgétisation, et pour dissiper les fausses informations sur le risque du virus COVID-19.¹⁷⁷

Assurer la représentation des femmes dans les organes prenant des décisions dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Donner la priorité à la représentation proportionnelle des femmes et des autres groupes sous-représentés dans les organes décisionnels et consultatifs dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Fournir aux femmes candidates et élues un soutien financier, technique, en matière de ressources humaines et de sécurité, afin de renforcer leur leadership, notamment en matière de gestion des finances publiques et de gestion des réponses aux crises,¹⁷⁸ pendant et après la pandémie.¹⁷⁹ Cela peut également inclure une aide à l'alphabétisation numérique pour que les femmes puissent participer aux votes ou aux séances en ligne et à des heures de vote flexibles pour tenir compte de la charge de travail accrue des femmes et des hommes.

Soutenir les plans d'activités de rétablissement faisant suite à la pandémie de COVID-19 tenant compte de la dimension de genre. S'assurer que les plans d'action et les politiques nationales de réponse et de rétablissement après la pandémie de COVID-19 tiennent compte de la dimension de genre et comprennent des actions ciblées pour accroître la participation égale des femmes, en particulier celles des groupes marginalisés, à la prise de décisions.¹⁸⁰ Ces plans peuvent se situer au niveau national, régional ou municipal. Inclure des mesures pour contrôler régulièrement ces plans afin de s'assurer qu'ils prennent en compte les effets secondaires évolutifs à long terme de la pandémie de COVID-19.

Plaider en faveur de réformes électorales et d'une gouvernance tenant compte de la dimension de genre. Plaider pour des réformes électorales tenant compte de la dimension de genre (par exemple, des services de garde d'enfants subventionnés pour les candidates et les politiciennes), ainsi que pour de nouvelles lois sanctionnant la désinformation et le harcèlement sexistes en ligne, et promouvoir des décisions transparentes et inclusives sur le report ou l'annulation des élections.¹⁸¹ Soutenir les mesures visant à créer un environnement favorable pour que les femmes puissent exercer leurs fonctions une fois élues. Il peut s'agir de soutenir la réforme des législations nationales et régionales qui permet aux femmes et aux hommes de concilier plus facilement travail et responsabilités familiales et de participer à la planification de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Renforcer la participation des femmes à la prévention et à la stabilisation des conflits et aux mesures d'atténuation des risques de COVID-19. S'attaquer aux barrières culturelles et

structurelles (par exemple, les lois discriminatoires, les obstacles institutionnels, les stéréotypes sociaux et le manque d'éducation/de formation) qui empêchent ou limitent la participation des femmes aux activités de prévention et de stabilisation des conflits (y compris les accords de cessez-le-feu, les processus de paix et les négociations).¹⁸² Accroître la participation des femmes dans le secteur de la sécurité, les forces locales et nationales et les missions de maintien de la paix grâce à des quotas et à une budgétisation sensible au genre.¹⁸³

Soutenir les femmes qui consolident la paix et les organisations de défense des droits des femmes pour qu'elles jouent un rôle dans la réponse à la pandémie de COVID-19. Fournir un soutien financier et technique à court et à long terme aux femmes consolidant la paix et aux organisations de défense des droits des femmes pour leur travail de réponse à la pandémie de COVID-19 et leur programme post-pandémique, y compris pour soutenir la prochaine génération de femmes consolidant la paix.¹⁸⁴ Plaider pour la mise en œuvre de mesures de protection spéciales pour les femmes qui consolident la paix et les femmes qui défendent les droits humains (par exemple, des sanctions contre les auteurs d'actes illégaux, des services de soutien pour les survivantes de menaces et de harcèlement).

Intégrer des mesures visant à renforcer l'égalité des genres dans la planification, la budgétisation et l'allocation des ressources dans les efforts de réponse à la pandémie de COVID-19. Réaliser des évaluations ex-ante de l'impact sur le genre afin d'analyser l'impact sur le genre des politiques et programmes proposés en lien avec la pandémie de COVID-19.¹⁸⁵ Soutenir l'allocation de ressources financières, de talents humains, de temps, de technologies et d'autres ressources pour garantir que des voix diverses contribuent à la conception des activités de l'USAID et répondent aux besoins différenciés des femmes et des filles, des hommes et des garçons. Mettre en place un système de suivi des dépenses en temps réel pour contrôler les décaissements monétaires et rendre compte de la mesure dans laquelle ils atteignent les femmes et les groupes marginalisés et soutiennent l'égalité des genres.¹⁸⁶

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Charge de temps. La pandémie de COVID-19 a augmenté globalement la charge de travail des femmes et des filles pour la collecte de l'eau et l'hygiène et a créé un risque de transmission du virus COVID-19 pour les femmes et les filles qui utilisent des points d'eau ou des latrines partagés, où la distanciation physique est difficile à respecter.

Accès inéquitable entre les genres à l'eau et aux produits d'hygiène. Les responsabilités ménagères et les besoins biologiques des femmes et des filles nécessitent un accès à l'eau et aux produits d'hygiène différent de celui des hommes et des garçons, et les femmes et les filles sont souvent les premières victimes de l'insécurité en matière d'approvisionnement en eau.¹⁸⁷ L'acte de collecte de l'eau, souvent relégué aux femmes et aux filles, peut les exposer au virus COVID-19, en raison des longues files d'attente aux pompes à eau et de l'utilisation d'installations d'eau partagées.¹⁸⁸ Lorsque les ressources en eau sont rares, les ménages peuvent être amenés à acheter de l'eau. Si les fonds sont insuffisants, les ménages peuvent ne pas être en mesure de répondre à leurs besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ce qui conduit à des mécanismes

d'adaptation négatifs ou à l'exploitation sexuelle. Les femmes et les filles, en particulier, peuvent ne pas être en mesure de répondre à leurs besoins en matière d'hygiène menstruelle et périnatale.^{189,190,191}

Des besoins divers en matière d'hygiène et d'assainissement. Les femmes et les filles sont plus exposées au risque d'infection par le virus COVID-19 lorsqu'il existe des installations sanitaires (publiques) partagées, et aussi en raison de l'utilisation plus fréquente de ces installations pendant les menstruations. Les normes de genre qui obligent les femmes et les filles à s'occuper des besoins en matière d'hygiène et d'assainissement des membres de leur famille augmentent également ce risque.^{192,193} Les installations sanitaires publiques et privées qui ne répondent pas à l'accessibilité et aux besoins des personnes handicapées, hommes et femmes, et des personnes LGBTQI+, créent des difficultés pour le respect des mesures d'hygiène.¹⁹⁴

La santé et l'hygiène menstruelle (SHM). La pandémie de COVID-19 peut affecter la disponibilité et l'accessibilité financière de l'eau et des fournitures d'hygiène menstruelle pour les femmes et les filles, y compris les femmes et les filles LBTI.^{195,196,197} Cela peut être dû à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, ou à un accès réduit aux fonds pour acheter des produits ou de l'eau. Un mauvais accès à l'eau peut également affecter la capacité des femmes et des filles à laver leurs vêtements menstruels avec de l'eau propre et du savon, et des mesures d'éloignement physique peuvent limiter l'accès à des latrines communes ou publiques.¹⁹⁸ Là où la stigmatisation liée aux menstruations est déjà répandue et où les toilettes privées et l'eau pour le nettoyage et le lavage sont rares, la pandémie de COVID-19 affectera la gestion de l'hygiène menstruelle des femmes et des filles.¹⁹⁹ En outre, les femmes et les filles LBTI peuvent être laissées pour compte en ce qui concerne la prise en charge des besoins liés à la menstruation et autres.

EAH dans la réouverture des écoles. Dans le monde, seules 66 % des écoles ont accès à des installations sanitaires de base, et environ 407 millions d'enfants n'ont accès à aucun type de toilettes scolaires. Lorsque des toilettes existent, elles ne sont pas toujours bien entretenues ou suffisamment sûres et privées, et elles présentent un risque pour les apprenants, les éducateurs et l'ensemble de la communauté scolaire.²⁰⁰ Avec le retour à l'école, le besoin d'installations EAH sûres et accessibles à tous sera plus grand.

VBG liée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les femmes et les filles sont plus exposées aux VBG lorsqu'elles participent à la collecte de l'eau, en raison de l'augmentation des distances à parcourir, des collectes d'eau plus fréquentes et de la diminution du nombre de personnes dans les lieux publics en raison des mesures de confinement.²⁰¹ Les mesures de confinement peuvent également exacerber les pratiques traditionnelles néfastes telles que l'exclusion physique pendant les menstruations ; augmenter le risque de violence à l'encontre des personnes LGBTQI+ ; et augmenter le risque d'être forcé et/ou contraint à des rapports sexuels transactionnels ou à d'autres formes d'abus et d'exploitation sexuels pour obtenir de l'eau et/ou d'autres fournitures essentielles liées au programme EAH.

Manque d'accès aux informations de santé publique. Les personnes en situation de handicap, en particulier les femmes et les filles, sont plus exposées au risque de contracter le virus COVID-19 en raison du manque d'accès aux informations de santé publique, dans des formats accessibles, du manque d'accès aux installations EAH et des difficultés à suivre les mesures de distanciation sociale et d'auto-isollement, en raison de leur dépendance vis-à-vis des aidants.²⁰²

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Les installations EAH sont-elles plus ou moins fréquentées depuis le début de la pandémie de COVID-19 ? L'accès a-t-il changé pour les femmes et les filles, ou les hommes et les garçons, y compris les personnes LGBTQI+ et les personnes handicapées ?
- Des informations précises et claires sur le programme EAH sont-elles accessibles à tous ? Si ces informations sont délivrées par téléphone, les femmes y ont-elles accès ? Qu'en est-il des locuteurs de différentes langues et des personnes ayant un faible niveau d'alphabétisation ? Si ces informations sont communiquées par d'autres modalités, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, y ont-elles accès ? Les femmes et les groupes de femmes participent-ils à la diffusion d'informations sur la santé (ce qui est particulièrement important dans les communautés où les femmes sont isolées) ?
- Des installations nouvelles ou supplémentaires ont-elles été construites en réponse à la pandémie de COVID-19 ? Les femmes et les filles—en particulier les femmes et les filles LGBTI, ainsi que les femmes et les filles autochtones, les femmes et les filles handicapées, et les femmes et les filles enceintes—ont-elles été consultées sur la conception ou l'emplacement des installations ? Comment cette approche a-t-elle affecté l'utilisation et la sécurité de l'installation ?
- Y a-t-il des groupes de personnes, ou certains genres, qui sont empêchés d'accéder aux installations EAH ? Lesquels ? Pourquoi ? Ce problème existait-il déjà avant la pandémie de COVID-19 ?
- Les mesures de confinement ont-elles affecté l'accès à l'eau ? Qui collecte l'eau maintenant ? Hommes, garçons, femmes, filles ? Se déplacent-ils en groupe ou seuls pour aller chercher de l'eau ? Y a-t-il énormément de gens sur les sites de collecte ?
- Les systèmes d'approvisionnement en eau sont-ils toujours en place pendant la pandémie de COVID-19 ? Si oui, leur fréquence a-t-elle changé ? Comment ceci a-t-il affecté les femmes et les filles ?
- Les femmes et les filles peuvent-elles avoir accès à des produits de santé et d'hygiène menstruelle et d'assainissement (y compris des savons, des shampooings et des produits de nettoyage) ?
- Y a-t-il eu des cas de VBG dans les installations d'eau et d'hygiène ? Si oui, pourquoi ? Les meilleures pratiques pour réduire les VBG autour des établissements ont-elles été appliquées ?
- Quelles mesures existent pour protéger la sûreté et la sécurité des femmes et des filles, en particulier des femmes et des filles autochtones et des femmes et des filles handicapées, dans les installations publiques EAH ? Les installations sont-elles éclairées ? Les chemins qui y mènent sont-ils éclairés ? Ont-ils des serrures intérieures qui fonctionnent ? Les installations sont-elles privées pour les femmes et les jeunes filles en particulier ? Existe-t-il des structures d'accueil distinctes en fonction du genre ? Les femmes, les filles et les garçons s'y sentent-ils en sécurité, en particulier les femmes, les filles et les garçons LGBTQI+, ainsi que les femmes, les filles et les garçons handicapés ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Remédier aux inégalités de pouvoir structurelles dans la planification, la budgétisation et la réponse en matière de EAH. Financer et soutenir les femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés, pour qu'elles participent à la planification et la budgétisation EAH, ainsi qu'à l'entretien des installations EAH, y compris les lave-mains sans contact (exemple de lave-mains).

Réduire la charge de travail des femmes liée à EAH. Éviter d'alourdir la charge de travail des femmes liée à EAH, étant donné que les femmes et les filles ont déjà tendance à supporter une grande partie des tâches et du travail dans le foyer. Mettre en place des programmes visant à modifier l'attitude des hommes et des garçons face au risque de virus COVID-19 et à encourager un partage plus équitable des tâches ménagères et des soins.

Renforcer l'esprit d'entreprise lié aux services et produits EAH. Permettre aux femmes entrepreneurs du secteur de l'eau et de l'assainissement d'obtenir le financement dont elles ont besoin pour fournir des services d'eau. Soutenir les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises (PME) spécialisés dans l'hygiène menstruelle afin d'améliorer la gestion financière et opérationnelle, d'accéder aux matériaux et de comprendre les préférences et la demande du marché local préférences et la demande du marché local.

Soutenir un accès sûr et équitable à l'eau. Encourager les mesures visant à favoriser la distanciation physique près des points d'eau sans entraver la capacité de sécuriser l'eau pour tous les usages. Contribuer également aux efforts visant à rendre les points d'eau sûrs et accessibles, notamment en réparant les points d'eau dysfonctionnels, en encourageant la collecte des eaux de pluie et en encourageant les gens à stocker de l'eau de qualité différente à la maison. Soutenir les mesures de changement social et comportemental pour encourager une redistribution plus équitable des responsabilités de collecte de l'eau entre les membres masculins et féminins de la famille pour compléter ces efforts.²⁰³

Soutenir un accès sûr aux services d'hygiène. Soutenir les mesures visant à garantir un nombre suffisant de postes de lavage des mains, ainsi que des toilettes/latrines pour hommes et femmes qui soient propres, qui ferment à clé, qui sont accessibles aux personnes handicapées, et qui prévoient des moyens d'éliminer les produits hygiéniques.^{204,205,206} Considérer les produits d'hygiène menstruelle comme des fournitures d'hygiène essentielles pour les filles, les femmes et les autres travailleurs dans les établissements d'enseignement. Cibler les femmes, les filles, les hommes et les garçons en tenant compte des différences en matière d'alphabétisation, de langue, et d'accès aux téléphones portables, aux ordinateurs et aux radios.

Assurer la disponibilité de produits de gestion de SHM adaptés à la culture. Si les réserves de produits sanitaires sont limitées, procédez à des distributions ciblées de formes culturellement appropriées de produits de SHM. Des mesures supplémentaires peuvent inclure la mise en place de boîtes de produits d'hygiène menstruelle d'urgence dans des endroits tels que les centres de santé, les écoles, les lieux de travail et les marchés,²⁰⁷ l'ajout de produits d'hygiène menstruelle aux listes nationales d'articles essentiels et la réduction ou l'élimination des taxes et des tarifs douaniers sur ces produits.²⁰⁸ Fournir des sacs/étuis protecteurs et étanches aux femmes et aux filles pour qu'elles puissent ranger leur matériel menstruel en toute sécurité et en toute discrétion.²⁰⁹ En complément, identifier et traiter les problèmes de chaîne d'approvisionnement dans la production et la distribution de

fournitures de SHM et d'autres produits liés à l'eau et à l'assainissement, y compris, mais sans s'y limiter, les entreprises sociales et les PME dirigées par des femmes.²¹⁰

Répondre aux besoins des hommes, des femmes et des personnes non binaires et non conformes au genre en matière de services d'hygiène et d'assainissement.

Pour l'assainissement en dehors du foyer, faire participer les parties prenantes de la communauté à des évaluations et à une planification à l'échelle de la zone sur l'emplacement, la disponibilité et le type de toilettes publiques, communales et institutionnelles, afin de s'assurer qu'elles répondent aux besoins des femmes et des filles, ainsi que des personnes non binaires et non conformes au genre.

Mise en place de mesures visant à atténuer le risque de VBG dans la conception et la mise en œuvre des activités. Réaliser une analyse pour identifier les obstacles auxquels se heurtent les femmes et les filles, les hommes et les garçons dans l'accès aux services EAH (restrictions de la sécurité des mouvements, adéquation, coût, emplacement/placement),^{211,212} et financer et soutenir des installations EAH supplémentaires qui mettent en œuvre des mesures d'atténuation des risques de VBG, notamment l'emplacement des installations, des serrures efficaces et la ségrégation des genres. Inclure les femmes et les filles dans la planification et la gestion du programme EAH²¹³ conformément aux *Directives du Comité permanent inter-organisations sur les VBG* pour le programme EAH et former les agents d'hygiène et les prestataires de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à l'identification des cas de VBG, à la fourniture de premiers secours psychologiques et à l'orientation vers des prestataires de services qualifiés en matière de VBG.²¹⁴

ENSEIGNEMENT

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Adolescentes jamais scolarisées. À l'échelle mondiale, avant la pandémie de COVID-19, un tiers des adolescentes des ménages les plus pauvres n'étaient jamais scolarisées.²¹⁵ Selon une estimation, 10 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école secondaire pourraient ne pas être scolarisées après la première vague de COVID-19.²¹⁶

Retour à l'apprentissage. Lorsqu'ils sont confrontés à des ressources limitées, les ménages peuvent donner la priorité à la scolarisation des garçons plutôt que des filles, ce qui soulève la question de savoir si les filles retourneront à l'école.²¹⁷ Le risque de ne pas reprendre l'apprentissage est particulièrement élevé pour les personnes qui connaissent de multiples vulnérabilités liées à l'âge, aux origines, au handicap, à l'identité, etc.²¹⁸

Perte d'apprentissage. Après des fermetures prolongées d'écoles, les enfants risquent de subir des pertes d'apprentissage importantes.²¹⁹ Cela est particulièrement vrai pour ceux qui risquent le plus de ne pas reprendre l'apprentissage (voir ci-dessus).

Accès à l'enseignement à distance. Les fermetures d'écoles ont entraîné des changements dans le monde entier en faveur de l'enseignement à distance à domicile et de l'apprentissage numérique. Avant la pandémie, cependant, seuls 25 % des pays à faible revenu utilisaient l'enseignement à distance, la plupart des cours étant dispensés par la télévision et la radio.²²⁰ Un accès limité à l'électricité, aux connexions Internet et aux appareils numériques peut aussi nuire à l'enseignement à distance. Étant donné que les ménages ont un accès inégal à la technologie (matériel), à Internet et aux portails d'apprentissage numériques, les fermetures prolongées d'écoles vont creuser le fossé entre ceux qui peuvent passer à l'apprentissage à distance et ceux qui ne le peuvent pas.²²¹

Même lorsque l'enseignement à distance et numérique est accessible, les filles sont particulièrement désavantagées au sein du foyer en ce qui concerne l'accès aux technologies et aux appareils.²²² Les filles et les garçons handicapés risquent également d'être exclus de l'éducation si les programmes d'enseignement à distance ou à distance liés à la pandémie de COVID-19 ne sont pas accessibles ou s'ils ne disposent pas d'appareils d'assistance pour répondre aux besoins d'apprentissage.²²³

La dynamique de genre dans l'enseignement à distance. À la suite des fermetures massives d'écoles et de leurs réouvertures progressives, de nombreux ministères de l'éducation se tournent vers les options d'apprentissage à distance, telles que les émissions de radio, les leçons audio mp3, les visionnages télévisés et/ou les webinaires. Dans des contextes appropriés, l'enseignement à distance peut offrir des voies innovantes pour la formation continue. Lorsqu'il est bien mené, il peut également faire progresser l'égalité des genres dans l'éducation. Les femmes et les jeunes filles peuvent acquérir de l'assurance en matière d'alphabétisation numérique grâce à la création et à l'utilisation de contenus de haute qualité ; des femmes et des hommes peuvent être présentés comme instructeurs dans des émissions de radio et des cours de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques (STIM) en ligne ; et les préjugés sexistes dans l'enseignement/la pédagogie peuvent être considérablement réduits et conduire à une participation plus égale des apprenants à distance. Inversement, le fait de ne pas reconnaître la dynamique de l'apprentissage à distance en fonction du genre exacerbera les inégalités existantes dans l'éducation. Les apprenants qui font face à des barrières combinées avec des identités multiples telles que le genre, l'orientation sexuelle, le handicap, l'ethnicité, la race, le statut de réfugié et la langue sont souvent encore plus marginalisés par les programmes d'apprentissage à distance qui ne conçoivent pas d'opportunités pour des environnements d'apprentissage équitables et inclusifs qui répondent également à leurs besoins. De même, les garçons risquent davantage de se désengager de l'apprentissage lorsque les stratégies d'apprentissage à distance ne tiennent pas compte spécifiquement de leur participation, de leur motivation et de leur apprentissage.²²⁴

Augmentation des tâches ménagères pour les femmes et les filles. Lorsque les familles sont confinées à la maison, le travail ménager des femmes et des filles augmente en raison des normes sociales préexistantes qui leur attribuent la plupart ou la totalité des tâches de soins. Par conséquent, la part de travail des filles dans les soins peut limiter leur temps d'étude. De même, les enseignantes sont plus susceptibles d'avoir des responsabilités supplémentaires à la maison qui pourraient réduire le temps consacré aux activités d'apprentissage à distance.²²⁵

Les violences basées sur le genre en milieu scolaire (VBGMS) pendant la pandémie. Avant la pandémie de COVID-19, les VBGMS touchaient des millions d'enfants et d'adolescents de sexe féminin et masculin dans le monde, les adolescentes des écoles secondaires étant les plus exposées.²²⁶ Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, des fermetures d'écoles et de l'enseignement à distance, les VBGMS en ligne ont augmenté. Le harcèlement sexuel via les médias sociaux (récompenses en échange de faveurs sexuelles, commentaires sexuels importuns adressés aux filles et aux garçons ou les concernant, partage de photos sexuellement explicites et/ou obligation de faire quelque chose de sexuel sur Internet), le cyber-harcèlement fondé sur le sexe),²²⁷ l'exploitation et les abus sexuels sont tous en augmentation.²²⁸ Les filles, les enfants handicapés, ceux qui sont perçus comme différents ou plus à risque d'attraper ou de propager le virus COVID-19, et ceux qui ne se conforment pas aux normes de genre, comme les étudiants LGBTQI+, sont les plus exposés aux VBGMS en ligne.^{229,230} Les filles qui ne sont pas bien préparées à passer à la scolarisation en ligne peuvent également être plus exposées aux VBGMS en ligne. L'impact des VBGMS peut inclure la détérioration

de la santé mentale et du bien-être psychosocial, et elles peuvent avoir un impact négatif sur l'apprentissage et les performances scolaires.²³¹ (Voir également la section sur la Protection de l'enfance.

Mécanismes d'adaptation nuisibles. Les aidants qui tombent malades risquent de ne pas pouvoir s'occuper des enfants qui dépendent d'eux. Les jeunes non scolarisés courent un risque accru d'adopter des mécanismes d'adaptation nuisibles (tels que la drogue et l'alcool), et ils sont vulnérables aux abus physiques ou émotionnels. Les garçons et les jeunes hommes peuvent être exposés au travail forcé et au recrutement par des groupes armés, tandis que les filles et les jeunes femmes peuvent être confrontées à un risque accru de MEPF, d'exploitation sexuelle, de sexe transactionnel et de traite. Les grossesses chez les adolescentes ont augmenté de 65 % en Sierra Leone pendant l'épidémie de fièvre à virus Ébola de 2014 à 2016, et les politiques les empêchaient de revenir à l'ouverture des écoles.²³² Les filles contraintes de se marier peuvent être retirées de l'école et/ou incapables d'y retourner. Ils peuvent également consacrer leur temps à des activités purement génératrices de revenus pour subvenir aux besoins de leur foyer et renoncer à leur éducation, comme on l'a vu en Sierra Leone lors de l'épidémie de fièvre à virus Ébola.²³³ Voir également Protection de l'enfance.

Santé mentale et bien-être psychosocial des enfants, des jeunes et des enseignants de sexes féminin et masculin. Les fermetures d'écoles ont affecté la santé mentale et le bien-être psychosocial des filles et des garçons ainsi que des éducateurs et des éducatrices.^{234,235} Les restrictions de mobilité causées par les ordres de confinement ont radicalement modifié les routines des apprenants et des éducateurs, l'accès à l'éducation et les réseaux sociaux.²³⁶ En raison de ces changements, les enfants, notamment les jeunes non scolarisés et les garçons, risquent davantage de s'engager dans des mécanismes d'adaptation nuisibles (tels que la drogue et l'alcool).^{237,238} Ces changements rendent également les jeunes hommes et les jeunes femmes plus vulnérables aux abus physiques ou émotionnels,²³⁹ aux VBGMS en ligne et à d'autres risques nécessitant une protection spécifique en liaison avec le genre pendant la pandémie (voir également la section Protection de l'enfance) qui sont préjudiciables au bien-être psychosocial des enfants.²⁴⁰ Ces perturbations et l'exposition aux risques nécessitant une protection peuvent considérablement exacerber l'impact des situations de crise sur l'apprentissage et le bien-être des élèves, entraînant des sentiments accrus de tristesse et d'anxiété, en particulier chez les jeunes.²⁴¹

Programmes alimentaires à l'école. Les fermetures peuvent restreindre l'accès à la nourriture normalement fournie par les programmes d'alimentation scolaire, ce qui constitue un problème important pour les ménages pauvres où les pertes d'emploi des adultes peuvent également menacer la sécurité alimentaire.

Budgets de l'éducation. Le recul économique a des effets négatifs sur les budgets de l'éducation, comme le montrent les données relatives à l'épidémie d'Ébola (2014 à 2016), lorsque les gouvernements ont réorienté les fonds pour faire face à la crise. La baisse des budgets de l'éducation a des conséquences plus graves sur l'éducation des filles, aggravant peut-être les effets de l'interruption de l'apprentissage et de l'abandon précoce qui prévalaient avant la pandémie de COVID-19.

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Quels sont les garçons et les filles qui risquent le plus d'abandonner l'enseignement à distance et/ou de ne pas reprendre l'apprentissage lors de la réouverture des écoles ? Comment l'âge, le handicap, l'origine ethnique, le statut socioéconomique, l'identité de genre et l'orientation sexuelle

influencent-ils la vulnérabilité à l'abandon de l'apprentissage à distance et/ou au non-retour à l'apprentissage ?

- Quelles sont les raisons sexo-spécifiques de l'abandon de l'apprentissage à distance et/ou du non-retour à l'apprentissage ? Des signes d'alerte précoce ont-ils été observés ? Si oui, quels sont-ils pour les filles et les garçons dans toute leur diversité ?
- Quelles mesures les acteurs communautaires, gouvernementaux et/ou internationaux ont-ils prises pour faire face aux risques d'abandon ou de non-retour à l'apprentissage lors de la réouverture des écoles ?
- Des alternatives à l'apprentissage en classe sont-elles proposées ? Si oui, quelles sont-elles (par exemple, des livres et du matériel d'écriture emballés, des instructions en ligne, la télévision ou la radio) ?
 - Si oui, les filles et les garçons ont-ils le même accès aux technologies et aux appareils ?
 - Si ce n'est pas le cas, comment l'égalité d'accès peut-elle être réalisée (par exemple, des leçons asynchrones auxquelles on peut accéder au moment qui convient aux intéressés) ?
 - Quelles sont les dispositions relatives aux élèves en situation de handicap ?
 - Quels autres groupes de filles et de garçons sont confrontés à des difficultés d'accès ?
- Comment l'augmentation des responsabilités en matière de soins dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a-t-elle eu un impact différent sur la participation des enfants et des jeunes, garçons et filles, à l'apprentissage ? Comment cette augmentation de la responsabilité des soins a-t-elle eu un impact différent sur l'engagement des éducateurs masculins et féminins dans l'enseignement et l'éducation ?
- Quelles sont les croyances, perceptions et pratiques basées sur le genre qui sont liées à l'éducation et à l'apprentissage des filles et des garçons ? Dans quelle mesure la pandémie de COVID-19 a-t-elle modifié ou amplifié ces normes de genre ? Comment ces croyances, perceptions et pratiques sexuées concernant l'éducation et l'apprentissage des filles et des garçons influencent-elles leur apprentissage et leur réussite scolaire respectifs ?
- Dans quelle mesure les risques liés à la sécurité numérique ont-ils émergé dans le contexte de l'enseignement à distance en ligne pendant la pandémie de COVID-19 ?
 - Les mesures d'enseignement à distance comprennent-elles des signaux d'alerte pour l'exploitation en ligne et des conseils généraux pour une utilisation sûre d'Internet pour les filles et les garçons ?²⁴²
 - Si oui, quelles sont-elles et dans quelle mesure sont-elles efficaces pour atténuer les risques liés à la sécurité en ligne ?
- A quoi ressemble la VBGMS dans le contexte de l'apprentissage à distance en ligne pendant la pandémie de COVID-19 ?

- En quoi a-t-elle changé ou est-elle restée similaire à l'époque pré-COVID ?
- Quels types et dans quelle mesure de nouvelles formes de VBGMS ont-elles émergé ?
- Qui est particulièrement exposé aux risques, et quelles différences apparaissent entre les filles et les garçons dans toute leur diversité ?
- Quelles mesures sont actuellement prises pour aborder la question de la VBGMS pendant la pandémie de COVID-19 ?
- Dans quelle mesure les familles ont-elles eu recours à des mécanismes d'adaptation négatifs (par exemple, MEPF, travail des enfants et travail forcé) pour contrer les difficultés financières et autres rencontrées dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ?
 - Quels types de mécanismes d'adaptation négatifs sont employés, et comment diffèrent-ils en termes d'impact sur l'éducation des filles et des garçons ?
 - Quelles mesures sont prises pour atténuer l'utilisation de mécanismes d'adaptation négatifs ?
- Quel a été l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des filles et des garçons, ainsi que des éducateurs et des éducatrices ? Comment le croisement de l'âge, du genre, du handicap, de l'origine ethnique, du statut socioéconomique, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle influe-t-il sur leur vulnérabilité aux problèmes de santé mentale et aux impacts psychosociaux de la pandémie de COVID-19 ?
- Existe-t-il des espaces sûrs, tels que des clubs de filles et de garçons, pour que les adolescents non scolarisés puissent bénéficier d'un soutien psychosocial, d'informations sur la santé et d'une formation à l'emploi et à la vie quotidienne ? Dans quelle mesure ces espaces sécurisés sont-ils accessibles à la diversité des enfants et des jeunes, garçons et filles ? Ont-ils adopté des mesures de sécurité contre le virus COVID-19—comme tenir des réunions à l'extérieur, utiliser la distanciation sociale ou mettre certaines activités en ligne ?
- Un programme d'alimentation scolaire était-il en place avant la pandémie ?
 - Si oui, se poursuit-il, et comment ?
 - Si ce n'est pas le cas, existe-t-il des programmes alternatifs, tels que les transferts d'argent, les banques alimentaires et la distribution de nourriture ? Comment se substitueront-ils aux autres ?
 - Des mesures sont-elles en place pour assurer un accès équitable au type de programme sélectionné (voir la section sur la Sécurité alimentaire) ? Si oui, quelles sont ces mesures ?
 - Dans quelle mesure existe-t-il des moyens de garantir que les garçons et les filles sont nourris de manière équitable ?
 - Existe-t-il des messages pour renforcer l'alimentation équitable entre les genres, dans les zones et régions connues pour avoir une préférence culturelle pour les fils ?

- Dans les forums de planification des écoles et des communautés locales liés à la pandémie de COVID-19, y a-t-il une représentation égale des adultes et des jeunes hommes et des jeunes femmes, en particulier des adultes et des jeunes LGBTQI+ et autochtones, ainsi que des adultes et des jeunes en situation de handicap ? Dans quelle mesure les besoins et les priorités de ces personnes sont-ils pris en compte dans ces forums de planification, notamment en ce qui concerne la prévention des VBG ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?
- Quels ont été les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les budgets de l'éducation et sur l'éducation des filles et des garçons, respectivement, en particulier ceux qui sont issus de groupes marginalisés ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Programme de réouverture des écoles en utilisant les conseils de la Boîte à outils de l'USAID pour le retour à l'apprentissage pendant les crises. L'USAID a développé la Boîte à outils pour le retour à l'apprentissage pendant les crises pour aider les planificateurs de l'éducation, y compris le personnel de la mission de l'USAID, les ministères de l'Éducation/de l'Enseignement supérieur et les partenaires de mise en œuvre, à planifier et à prendre des décisions clés sur le retour à l'apprentissage pendant et après les perturbations de l'éducation causées par une crise, d'une manière équitable et inclusive, et également conforme aux principes de la conception universelle de l'apprentissage. La Boîte à outils propose plusieurs recommandations clés. La première consiste à élaborer de manière participative des plans de réouverture de l'éducation tenant compte de la dimension de genre et à les mettre régulièrement à jour. Deuxièmement, il s'agit de collaborer avec les communautés pour réengager tous les apprenants, notamment en créant une participation équitable des femmes et des hommes, des filles et des garçons, et des personnes handicapées et non handicapées dans la prise de décisions concernant le retour à l'apprentissage. Troisièmement, il faut travailler avec les organisations locales de la société civile dirigées par des populations marginalisées pour s'assurer que les politiques et les financements liés aux calendriers scolaires, aux programmes, à l'enseignement, aux infrastructures, aux examens, etc. sont inclusifs et équitables.²⁴³

Soutenir les mesures incitatives pour aider les filles à retourner à l'école. Lorsque la pandémie de COVID-19 n'imposera plus la fermeture des écoles, soutenir les stratégies visant à réduire les tensions économiques et à valoriser le capital humain des jeunes filles en supprimant les frais d'examen traditionnels, en subventionnant les frais d'inscription dans le secondaire, et en prévoyant des transferts d'argent durables pour les filles, sous réserve de leur réinsertion dans le système scolaire.²⁴⁴

Adopter une approche flexible de l'enseignement. Soutenir les approches éducatives flexibles pour que les jeunes filles, en particulier celles qui sont enceintes, puissent retourner à l'école. Il pourra notamment s'agir d'organiser des cours de rattrapage et un apprentissage accéléré, et de revoir les lois de réinsertion qui les empêchent de suivre un enseignement.²⁴⁵

Développer l'enseignement à distance et numérique. Étudier les possibilités de développer l'enseignement à distance de manière plus équitable, en répondant à divers problèmes tels que la fracture numérique et l'égalité des contenus entre les genres, ainsi que la sécurité en ligne.

Prévoir des modalités alternatives pour l'apprentissage à distance à l'aide d'outils de basse technologie. Envisager des modalités d'apprentissage à distance de faible technicité, comme la radio et la télévision, avec des horaires flexibles, pour atteindre les filles et les garçons. Mettre en œuvre des modalités de prestation hybrides et en personne lorsque le contexte de la santé publique le permet.

Promouvoir un accès équitable et inclusif aux programmes d'éducation. Tenir compte du contexte culturel et programmer stratégiquement les opportunités d'apprentissage et les adaptations aux calendriers scolaires afin de ne pas marginaliser davantage les apprenants et les éducateurs en fonction de leur genre. Dans la mesure du possible, proposer des horaires flexibles et/ou des programmes d'enseignement à rythme libre. Dans le cadre des programmes d'enseignement à distance et de rattrapage, sélectionner des plateformes et promouvoir des contenus qui intègrent les principes de la conception universelle de l'apprentissage et qui sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques du contexte des différents apprenants. Rechercher activement les occasions de réformer les politiques ou pratiques d'exclusion qui empêchent les filles ou les garçons de se (ré)inscrire dans l'enseignement, comme les politiques qui limitent l'inscription des filles enceintes ou des jeunes mères.^{246,247} Concevoir des stratégies d'apprentissage à distance qui s'adressent spécifiquement à la motivation des garçons pour la participation et l'apprentissage.²⁴⁸

Atténuer la perte d'apprentissage due à la fermeture des écoles et à la transition vers l'enseignement à distance grâce à des approches culturellement contextualisées, sensibles au genre et inclusives. Adapter le temps d'enseignement, les programmes et les aides à l'apprentissage en tenant compte des besoins identifiés par une évaluation des besoins, et inclure des options d'aide à l'apprentissage « de rattrapage ». ²⁴⁹ Modifier les examens et les pratiques de promotion des apprenants pour répondre aux besoins spécifiques des filles et des garçons marginalisés. Proposer une formation aux enseignants qui donne des conseils pratiques, applicables et simples sur la manière de soutenir le rattrapage de l'apprentissage pour tous les apprenants.²⁵⁰ Suivre et évaluer de près l'apprentissage de rattrapage, les programmes d'études et les stratégies pédagogiques pour s'assurer qu'ils sont inclusifs et efficaces et pour documenter les preuves des meilleures stratégies curriculaires et pédagogiques pour accélérer l'apprentissage des filles et des garçons de différents âges, handicaps et groupes socioéconomiques et démographiques.²⁵¹

Promouvoir l'égalité des genres dans et par l'éducation. Envisager la création et la diffusion de contenus et de messages éducatifs pour promouvoir : les normes en matière d'égalité des genres (telles qu'une implication égale des garçons et des filles dans les tâches domestiques, notamment les soins à domicile, le cas échéant), la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques ; la prévention de la violence ; et les avantages de la scolarisation des filles. Engager les mères et les pères à distance et leur fournir des conseils sur la manière dont ils peuvent apporter un soutien scolaire équitable et inclusif à leurs enfants, par exemple en lisant avec leurs fils et leurs filles.²⁵² Il convient également de souligner l'importance de l'égalité d'éducation entre les garçons et les filles, et de s'attaquer aux stéréotypes des parents sur leurs croyances concernant les capacités des enfants de sexe féminin et masculin, y compris leurs aptitudes pour différents domaines d'apprentissage.

Introduire des programmes éducatifs pour les garçons afin qu'ils assument de nouvelles responsabilités. Promouvoir des programmes éducatifs dans le système d'enseignement public pour développer les compétences et les connaissances dont les garçons et les hommes ont besoin pour assumer de nouvelles responsabilités dans le foyer, y compris des cours d'acquisition des compétences essentielles pour la vie quotidienne dans les écoles.²⁵³

Impliquer davantage les hommes dans la scolarisation des enfants. Soutenir les directeurs d'école, les professeurs et les autres décideurs pour inciter les hommes à s'impliquer davantage dans la scolarisation de leurs enfants.²⁵⁴

Soutenir la santé mentale et le bien-être psychosocial des enfants, des jeunes et des éducateurs, hommes et femmes. Surveiller la santé mentale et le bien-être des filles et des garçons, des éducateurs masculins et féminins, tout au long des interventions contre la pandémie de COVID-19 et concevoir une réponse appropriée tenant compte du genre.²⁵⁵ Engager les organisations de femmes et de filles, et d'autres organisations spécialisées dans les services de SMSPS sensibles au genre à travailler au niveau communautaire pour identifier et traiter les enfants et les familles en détresse, réagir en cas de problèmes et faciliter l'orientation vers les services appropriés.²⁵⁶ Mettre à la disposition des parents, des enseignants et des enfants/étudiants des ressources de SMSPS tenant compte de la dimension de genre, sous forme numérique et traditionnelle, et leur fournir des conseils sur la manière d'utiliser ces ressources.²⁵⁷ Utiliser des lignes d'assistance accessibles par différents moyens, tels que le téléphone, WhatsApp, SMS, Messenger et les chats directs sur la page Web, pour aider les adolescents et les personnes qui s'occupent d'eux à accéder à un soutien de SMSPS sensible au genre.²⁵⁸ Mettre à la disposition des filles et des garçons des espaces sûrs qui proposent un apprentissage social et émotionnel en ligne, un soutien psychosocial, des informations sur la santé, une formation aux compétences de la vie courante, etc. et respecter les mesures de sécurité en liaison avec la pandémie de COVID-19, comme organiser des réunions à l'extérieur, pratiquer la distanciation physique ou mettre certaines activités en ligne.^{259,260}

Aborder la question des VBGMS et de la sécurité numérique dans le cadre de l'enseignement à distance et lors de la réouverture des écoles. Concevoir et mettre en œuvre des plans de prévention et d'atténuation des VBGMS applicables à l'enseignement à distance et avant la réouverture, qui impliquent une représentation diversifiée des élèves, des parents, des enseignants, des administrateurs scolaires et des membres de la communauté. Les plans doivent inclure la formation, la sensibilisation, la mise en œuvre d'une infrastructure de sécurité numérique et la fourniture de conseils aux survivants des VBGMS. Fournir des mécanismes de signalement adaptés aux enfants pour les VBGMS en ligne et assurer un suivi et une sensibilisation continus pour s'assurer que les enfants et les jeunes se sentent à l'aise pour utiliser ces mécanismes.^{261,262} Intégrer l'apprentissage social et émotionnel dans les programmes d'enseignement à distance, et fournir des conseillers formés pour renforcer la résilience des enfants et leur capacité à faire face aux VBGMS. (Voir également la section sur la Protection de l'enfance.

Soutenir les programmes alimentaires à l'école. Poursuivre les programmes alimentaires à l'école pour des raisons nutritionnelles d'une part, et pour éviter que les garçons et les filles aient à travailler pour gagner de l'argent d'autre part. Les programmes alimentaires doivent communiquer des messages complémentaires et surveiller que la nourriture soit équitablement distribuée entre les genres

dans les foyers. Examiner la nécessité et les possibilités de poursuivre ces mesures d'équité entre les genres après la pandémie.

Mettre en place des transferts d'argent liquide. Soixante pays mettent en place ou renforcent les transferts d'argent liquide pour compenser l'arrêt provisoire des programmes alimentaires scolaires.²⁶³ Les transferts d'argent peuvent également être envisagés dans les communautés confrontées à une insécurité alimentaire accrue. Ils ont un impact positif sur l'éducation et le bien-être des jeunes filles, qu'ils soient versés aux femmes ou aux hommes.²⁶⁴ (Voir également la section sur la Sécurité alimentaire).

Maintenir les budgets consacrés à l'éducation. Soutenir la poursuite du financement de l'éducation après la crise et plaider en sa faveur. Les messages de retour à l'école adressés aux familles et aux communautés doivent insister sur l'importance de retourner à l'école pour les filles ; ce retour à l'école doit faire l'objet d'un suivi.

GESTION ET UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES

CONSIDÉRATIONS CLÉS

L'insécurité des droits fonciers des femmes. Moins de 20 % des propriétaires fonciers dans le monde sont des femmes,²⁶⁵ et la pandémie de COVID-19 rend les femmes plus susceptibles de perdre leurs droits et leur accès à la terre par plusieurs mécanismes. Par exemple, dans les pays où les femmes ont un régime foncier précaire, les veuves à cause de la pandémie de COVID-19 risquent d'être déshéritées si elles perdent leur mari à la suite de complications liées (ou non) au virus COVID-19, car les droits de propriété des femmes sont souvent conditionnés par le mariage.^{266,267} Les femmes risquent également de perdre l'accès à la terre en raison de l'évolution de la dynamique des ménages avec le retour des hommes migrants.^{268,269} Les femmes peuvent aussi perdre l'accès à la terre lorsque la pandémie exerce une pression sur les ressources limitées des ménages.²⁷⁰ De même, les gains réalisés par les femmes avant la pandémie de COVID-19 en matière de gestion des ressources naturelles peuvent régresser en raison du retour des travailleurs migrants masculins en conséquence de la pandémie de COVID-19.²⁷¹

La santé et les combustibles de cuisson. Les femmes qui cuisinent à l'intérieur avec du bois de chauffage et d'autres combustibles issus de la biomasse (tels que le fumier et les résidus de récolte) sont déjà plus exposées aux maladies respiratoires. Chaque année, en moyenne, plus de 4 millions de personnes (principalement des femmes et des enfants) meurent de maladies liées à la pollution intérieure.²⁷² La pandémie de COVID-19 est susceptible d'exacerber ces risques sanitaires pour les femmes, en particulier celles des groupes les plus marginalisés, en raison de la distanciation sociale et des déplacements limités en dehors du domicile.

Impact disproportionné de l'augmentation du temps passé à se procurer de l'eau et des combustibles. Les femmes et les filles sont souvent responsables de la collecte de l'eau et du bois de chauffage. En raison des limitations imposées aux déplacements sur de longues distances par les mesures de confinement et de distanciation physique, l'accès à ces ressources peut s'avérer difficile et entraîner l'épuisement des ressources forestières et hydriques locales, ainsi qu'avoir des répercussions négatives pour les femmes qui sont souvent chargées de répondre aux besoins du foyer.²⁷³ Ces impacts peuvent se traduire par une réduction du temps disponible et par une augmentation de la charge des soins non rémunérés et de la pénibilité du travail en raison d'un accès moins sûr à des sources d'eau et à des zones de collecte de combustible proches et fiables.

Impact disproportionné sur les femmes et les filles de l’allongement du temps dû au manque d’accès à des services énergétiques propres et modernes.

Les rôles non rémunérés des femmes en tant que préparatrices de nourriture et collectrices de ressources signifient qu’elles peuvent être confrontées à des charges disproportionnées lorsqu’il y a un manque d’énergie sur le réseau ou hors réseau et si des perturbations sont prévues.²⁷⁴ Par exemple, les politiques gouvernementales visant à empêcher les coupures d’eau et à protéger les travailleurs essentiels ont contribué à réduire les revenus des fournisseurs de services d’eau à un moment où la demande a augmenté ; cela a perturbé les services d’approvisionnement en eau et conduit les gens à se rabattre sur les eaux de surface, augmentant ainsi la charge des corvées non payées et exposant les familles aux contaminants.²⁷⁵

Impact de la pandémie de COVID-19 sur les personnes exposées à la pollution atmosphérique.

Les personnes exposées à la pollution atmosphérique sont plus susceptibles de mourir du virus COVID-19 que les personnes vivant dans des zones où l’air est plus pur, ce qui rend les communautés (et surtout les femmes) qui cuisinent avec une biomasse inefficace, comme le bois de chauffage, beaucoup plus vulnérables aux impacts sanitaires de la pandémie de COVID-19.²⁷⁶

Gouvernance environnementale. Les femmes participent depuis longtemps à la conservation, à titre individuel ou en groupe. La recherche montre que l’engagement accru des femmes dans la gestion des ressources entraîne des améliorations en matière de gouvernance et de conservation. Le détournement de l’attention vers la pandémie de COVID-19 peut réduire les capacités des femmes à contribuer aux structures de gouvernance, en raison de leur charge de travail accrue et de leur manque d’accès à la technologie.²⁷⁷

Les VBG et la rareté des ressources environnementales et naturelles et des droits fonciers. En général, l’accès aux ressources environnementales et naturelles ainsi que leur contrôle peuvent être une source de VBG, y compris le harcèlement, l’exploitation et les abus sexuels. Par exemple, lorsque les femmes tentent de faire valoir leurs droits fonciers ou que leur régime foncier est précaire, les autorités peuvent suggérer ou exiger des faveurs sexuelles en échange de droits fonciers. En outre, en l’absence de protection gouvernementale, les femmes et les jeunes peuvent être poussés à renoncer à leurs droits fonciers.²⁷⁸ De même, lorsque les hommes contrôlent et dominent la gestion des ressources naturelles essentielles à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des femmes, comme dans le domaine de la pêche, ils peuvent exiger des rapports sexuels en échange de l’accès à ces ressources, ce qui laisse peu de choix aux femmes. La raréfaction des ressources naturelles due à la pandémie de COVID-19 peut exacerber ce danger.²⁷⁹

EXEMPLES DE QUESTIONS D’ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Les femmes, les hommes et les enfants des ménages qui ont contracté le virus COVID-19 ont-ils des difficultés à respirer, en raison de leur utilisation de sources d’énergie à base de biomasse ?
- Quels sont les effets des tâches ménagères supplémentaires sur la santé physique et mentale des femmes et des filles ? Quels sont les impacts sur leur participation à un travail rémunéré dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (comme les PME vendant des lanternes solaires) ?
- Comment l’augmentation des besoins de collecte d’eau et de combustible, y compris l’augmentation du nombre de déplacements et de la distance à parcourir pour aller chercher de l’eau et du combustible issus de la biomasse, a-t-elle un impact sur la sécurité des femmes et des adolescentes ?

280

- Existe-t-il un risque accru de mariages forcés/mariages d'enfants et de sexe transactionnel en raison de la rareté accrue des ressources naturelles et de la difficulté à maintenir les moyens de subsistance et à répondre aux besoins fondamentaux ?
- Quelles sont les mesures de compensation et de secours (par exemple, les transferts en espèces) pour les personnes les plus exposées aux maladies, aux pertes de revenus et à l'insécurité alimentaire (c'est-à-dire les personnes n'ayant pas de biens fonciers, les ménages dirigés par des femmes, les autochtones et les personnes appartenant aux groupes les plus marginalisés) ?
 - Les compensations et les secours ciblent-ils ceux qui en ont le plus besoin ?
 - Les mécanismes de distribution sont-ils sûrs ?
 - Les mécanismes de distribution sont-ils accessibles (par exemple, si des transferts monétaires mobiles sont utilisés, les populations cibles disposent-elles de téléphones) ?
- Les besoins et les préoccupations des femmes, notamment celles des groupes les plus marginalisés, sont-ils entendus et pris en compte dans la planification et la mise en œuvre de la réponse à la pandémie ?
- Les organisations environnementales de femmes et de populations autochtones sont-elles incluses dans la planification et la mise en œuvre de la réponse ?
- Quels rôles les femmes et les hommes, en particulier les femmes et les hommes autochtones, jouent-ils dans la gestion des ressources naturelles et dans les programmes relatifs au changement climatique, aux énergies alternatives et à la durabilité ?
 - Comment la pandémie de COVID-19 affectera-t-elle leur participation ? Quelles mesures existent pour poursuivre leur inclusion en toute sécurité lorsque le travail reprend ?
 - Quelles sont les contraintes en matière d'équité qui entravent leur participation actuelle ? Comment ces contraintes sont-elles susceptibles de changer grâce à la pandémie de COVID-19 ?
- Quelles sont les dispositions visant à soutenir les petites et moyennes entreprises d'énergie alternative appartenant à des femmes ?
- Quelles sont les dispositions relatives aux transferts de fonds, à l'annulation de prêts, à la restructuration de prêts et aux nouveaux prêts ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Renforcer les droits fonciers précaires des femmes. Renforcer les droits fonciers, notamment par l'attribution de parcelles aux femmes sous l'impulsion du gouvernement ou par la révision des lois

sur l'héritage et la validation de ces lois, en collaboration avec les communautés rurales, pour en assurer le respect.²⁸¹ Soutenir les organisations qui travaillent à la protection des droits fonciers des petits producteurs et des groupes vulnérables, y compris les veuves, en fournissant des services d'aide juridique^{282,283} et en renforçant l'accès des femmes aux systèmes formels et traditionnels de règlement des litiges fonciers.

Soutenir les mesures d'aide aux femmes qui ont perdu des membres de leur foyer possédant des terres. Dans les ménages dont des membres sont décédés ou devenus invalides à cause de la maladie, les femmes peuvent avoir besoin d'une aide d'urgence et d'autres formes de soutien—en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés (notamment dans les populations tribales et autochtones) qui peuvent avoir des difficultés à faire valoir les droits du ménage sur les biens fonciers ou d'autres ressources. Les mesures d'aide peuvent comprendre des transferts d'argent liquide, des dons alimentaires et des abandons de dettes ciblés.

Améliorer l'accès des femmes aux informations sur les droits fonciers. Collaborer avec les organisations locales de défense des droits fonciers pour fournir des informations aux femmes et aux autres groupes vulnérables (par exemple, les populations tribales et autochtones) par le biais de la radio et d'autres médias, afin qu'ils puissent comprendre et défendre leurs droits fonciers et les ressources disponibles.²⁸⁴ Dans le même temps, soutenir les mesures visant à combler le fossé numérique entre les genres afin de permettre aux femmes d'utiliser les plateformes foncières en ligne qui les aident à acquérir et à protéger leurs droits fonciers.²⁸⁵

Soutenir l'utilisation des sources de combustibles alternatives et leur accès. Encourager l'utilisation de sources de combustibles alternatives et de systèmes de soutien—y compris avec des subventions si nécessaire—et faire participer les femmes et les hommes à la gestion et à la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et infranational afin d'atténuer les risques de pénurie d'eau et de bois de chauffage, de réduire la probabilité d'une augmentation de la charge de temps liée à la recherche d'eau et de combustible, et de réduire la charge économique et les coûts d'opportunité.

Soutenir une planification de réponse à la pandémie de COVID-19 sensible au genre dans la planification à court et à long terme de la gestion et de l'utilisation de l'environnement et des ressources naturelles. En utilisant une approche basée sur des systèmes locaux, collaborer avec les institutions gouvernementales, les services publics et privés, et les organisations nationales de femmes et de propriétaires fonciers pour créer des plans de gestion des catastrophes tenant compte de la dimension de genre afin de s'assurer que les femmes et les filles, celles des groupes les plus marginalisés, sont prises en compte et satisfaites. Dans le cadre de la planification du redressement, renforcer l'implication des femmes dans la promotion des réseaux électriques écologiques et l'électricité hors réseau, ainsi que dans l'utilisation de sources d'énergie alternatives (comme l'énergie éolienne et solaire). Ces activités pourraient constituer une réponse au problème du changement climatique, améliorer l'accès des femmes aux produits énergétiques écologiques et à leur utilisation, alléger les contraintes de temps, et contribuer aux moyens de subsistance et à l'emploi des femmes en les incluant dans la chaîne de valeur des énergies alternatives²⁸⁶ (dans laquelle les femmes sont actuellement absentes).

Engager les femmes dans les emplois verts et les pratiques intelligentes sur le plan climatique. Compte tenu de l'implication centrale des femmes dans la collecte et l'utilisation des combustibles, donner la priorité à l'engagement des femmes pour les emplois verts et l'adoption de

pratiques intelligentes sur le plan climatique,²⁸⁷ en particulier lorsqu'elles permettent aux femmes et aux filles de gagner du temps et favorisent l'autonomisation économique.

Atténuer le risque de VBG en raison de la rareté des ressources naturelles et des droits fonciers.

Utiliser les analyses de genre préexistantes et réaliser de nouvelles analyses de genre au niveau des activités avec les prestataires de services nationaux en matière de VBG afin d'identifier les mesures permettant d'atténuer la pénurie de ressources naturelles pour les femmes et les filles.²⁸⁸ Intégrer des mesures visant à protéger les droits des femmes et des jeunes à la terre et aux ressources naturelles dans les activités agricoles et environnementales en tant que mesures de prévention des VBG.²⁸⁹ Collaborer avec les organisations nationales et les partenaires gouvernementaux dans ces efforts. Prendre des mesures pour assurer la sûreté et la sécurité des agents de collecte des ressources naturelles et des liaisons communautaires, qui sont souvent des femmes.

PROTECTION DE L'ENFANCE

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Les risques pour la sécurité des filles et des garçons. Les fermetures d'écoles liées à la pandémie de COVID-19, combinées aux réductions de salaires, à la perte de revenus, à l'augmentation de l'endettement et à la diminution générale des moyens de subsistance, sont autant de déclencheurs de risques de sûreté et de sécurité spécifiques au genre pour les filles et les garçons.²⁹⁰ Les filles sont plus exposées aux MEPF, au travail des enfants, à l'exploitation sexuelle et à d'autres formes de VBG²⁹¹ comme les mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E),^{292,293,294} et aux rapports sexuels transactionnels pour obtenir des produits de première nécessité comme des sacs de transport de marchandises, de la nourriture et des produits sanitaires pendant la pandémie de COVID-19.²⁹⁵ Les garçons peuvent être davantage exposés à des formes de punition sévères et au travail des enfants et au travail forcé, y compris le recrutement dans des groupes armés, et dans certains pays, ils peuvent être victimes de la traite.²⁹⁶

Les filles et les garçons séparés et/ou abandonnés et les vulnérabilités spécifiques au genre de ces enfants. La pandémie de COVID-19 a créé un risque accru de séparation ou d'abandon d'enfants, en raison des difficultés accrues au sein des familles, ou si les personnes qui s'occupent d'eux meurent, sont mises en quarantaine ou ne sont plus disponibles pour d'autres raisons.²⁹⁷ Le risque de séparation est amplifié si des parents plus âgés s'occupent des enfants, car les personnes âgées sont les plus susceptibles de souffrir de complications graves dues au virus COVID-19. L'érosion des soins, des modèles sociaux et des filets de sécurité, ainsi que l'augmentation de la violence au sein des ménages, exposent les enfants au risque d'exploitation, de maltraitance et de traumatisme psychosocial.^{298,299,300,301,302} En l'absence de soins alternatifs adéquats au sein de la famille, les filles et les garçons sont plus susceptibles d'être placés dans des environnements institutionnels inappropriés et éventuellement dangereux^{303,304} et exposés à des risques de sûreté et de sécurité spécifiques au genre (voir ci-dessus).³⁰⁵

Les risques liés à la sécurité numérique pour les enfants, en particulier les filles. L'utilisation accrue d'Internet pour l'apprentissage à distance augmente l'exposition des enfants aux risques en ligne, notamment l'exploitation sexuelle en ligne, les contenus préjudiciables (violents, misogynes, xénophobes, véhiculant des stéréotypes de genre), le partage inapproprié de données, la cyberintimidation et les comportements à risque en ligne (par exemple, l'envoi d'images sexualisées sur Internet), en particulier chez les filles, l'envoi d'images sexualisées sur Internet), en particulier chez les filles.^{306,307,308} Les filles, les enfants handicapés, les jeunes LGBTQI+, les personnes autochtones et les personnes perçues comme différentes ou plus susceptibles

d'attraper ou de propager le virus COVID-19 sont particulièrement vulnérables à ces risques de sécurité numérique.³⁰⁹

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Quels sont les risques de sûreté et de sécurité spécifiques au contexte pour les filles et les garçons, respectivement, liés aux fermetures prolongées des écoles et aux difficultés familiales rencontrées pendant la pandémie de COVID-19 ?
- Comment les risques de sûreté et de sécurité spécifiques au contexte pour les filles et les garçons, respectivement, diffèrent-ils en fonction de l'âge, du handicap, de l'origine ethnique, du statut socioéconomique, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle ?
- Quelles sont les stratégies d'adaptation négatives liées aux filles et aux garçons, respectivement, que les familles emploient actuellement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (par exemple, MEPF, travail des enfants et travail forcé) ?
- Quels facteurs de protection existent dans les familles et les communautés pour atténuer les risques existants en matière de sûreté et de sécurité pour les filles et les garçons dans le contexte de la pandémie de COVID-19, y compris les stratégies d'adaptation négatives ?
- Que font les partenaires locaux, nationaux et internationaux pour atténuer les risques existants en matière de sûreté et de sécurité pour les filles et les garçons dans le contexte de la pandémie de COVID-19, y compris les stratégies d'adaptation négatives ?
- Dans quelle mesure les filles et les garçons ont-ils été séparés et/ou abandonnés pendant la pandémie de COVID-19, et dans quels types de situations de prise en charge se trouvent les enfants ?
- Quels sont les besoins, les vulnérabilités et les forces spécifiques au genre des filles et des garçons séparés et/ou abandonnés dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ? En quoi diffèrent-ils selon l'âge, le handicap, l'origine ethnique, la race, le statut socioéconomique, l'identité de genre et l'orientation sexuelle ?
- Comment ces besoins, vulnérabilités et forces spécifiques au genre des filles et garçons séparés et/ou abandonnés dans le cadre de la pandémie de COVID-19 sont-ils actuellement pris en compte ?
- Quels systèmes de protection de l'enfance, y compris la prise en charge alternative par la famille, existent actuellement ? Quels sont les défis auxquels ils sont confrontés ?
- Quelles sont les ressources actuellement disponibles pour les filles et les garçons séparés et/ou abandonnés dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ?
- Quels risques et/ou préoccupations en matière de sécurité numérique, spécifiques au contexte et au genre, ont émergé au cours de la pandémie de COVID-19 ? Comment diffèrent-ils selon l'âge, le handicap, l'origine ethnique, le statut socioéconomique, l'identité de genre et l'orientation sexuelle ?

- Comment les risques et/ou les préoccupations en matière de sécurité numérique liés à la pandémie de COVID-19, spécifiques au contexte et au genre, sont-ils traités actuellement ?
- Dans quelle mesure une approche basée sur les droits de l'enfant est-elle utilisée dans la programmation de la réponse à la pandémie de COVID-19 ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Fournir des filets de sécurité sociale pendant la pandémie. Fournir des filets de sécurité sociale en tant que mesure de protection importante pour contrer les difficultés financières auxquelles les familles sont confrontées et qui, à leur tour, conduisent souvent à des risques de sûreté, de sécurité et/ou de protection des enfants spécifiques au genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19.³¹⁰

Soutenir la poursuite et l'expansion de formes adaptées des services et systèmes de protection de l'enfance existants. Soutenir le maintien ou la création de lignes d'assistance téléphonique, de systèmes de prise en charge familiale des enfants séparés ou abandonnés et de services offerts par les travailleurs sociaux pendant la pandémie. Dans la mesure du possible, développer les services en ligne/à distance pour garantir l'accessibilité dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Faciliter l'accès des enfants vulnérables et séparés aux informations pertinentes et opportunes et aux ressources nécessaires, telles que la nourriture, un abri sûr et des services de soutien médical et psychosocial.^{311,312,313}

Renforcer les systèmes d'identification et de soutien des enfants séparés et/ou abandonnés. Mettre en place des réseaux d'orientation collaboratifs entre les prestataires de soins de santé et le personnel des services sociaux et de la protection de l'enfance afin d'identifier les enfants dont la personne qui s'occupe d'eux est malade, qui ont perdu cette personne ou qui sont particulièrement vulnérables ou risquent de ne plus être pris en charge, afin d'assurer une orientation et une réponse rapides.^{314,315} Accroître la disponibilité de services de soins alternatifs de haute qualité basés sur la famille³¹⁶ et fournir un soutien aux prestataires de protection de l'enfance et de soins alternatifs pour faire face aux privations extrêmes et à la violence au sein des ménages ainsi qu'aux cas de séparation et/ou d'abandon d'enfants liés à la pandémie de COVID-19.³¹⁷ Suivre la situation des filles et des garçons séparés et/ou des autres enfants vulnérables touchés par la pandémie de COVID-19 grâce à un système de collecte de données et créer des plans pour garantir une prise en charge familiale en cas de séparation. Soutenir les politiques, les réglementations et les programmes qui mettent fin au placement des enfants en institution et donnent la priorité aux systèmes de soins alternatifs basés sur la famille.

Accroître la formation, l'information et la sensibilisation aux risques et à la protection de la sécurité numérique pour les parents, les soignants, les enseignants et les jeunes. Fournir un soutien, notamment des informations et des formations, aux parents, aux prestataires de soins et aux enseignants sur la manière d'aider les filles et les garçons à rester en sécurité en ligne.³¹⁸ Responsabiliser les enfants en ligne grâce à des messages, des informations et des conseils adaptés à leur âge pour naviguer en toute sécurité sur Internet.³¹⁹

Faciliter l'amélioration de l'infrastructure et du cadre politique de la sécurité numérique des enfants. Encourager la création de plateformes en ligne sûres et accessibles aux enfants en utilisant des technologies de sauvegarde. Renforcer les politiques et services nationaux de prévention, de réponse et de soutien qui s'attaquent aux problèmes de protection des enfants en ligne.³²⁰

Fournir une assistance directe et des services de santé reproductive complets aux filles et garçons d'âge scolaire. Sensibiliser les filles et les garçons par le biais de textes, de courriels, d'arbres téléphoniques et/ou d'autres moyens de communication sur les ressources et la façon de demander de l'aide. Donner aux filles et aux garçons l'accès à des informations complètes, compréhensibles et adaptées à leur âge sur la santé génésique, dans des formats traditionnels et virtuels, lorsqu'ils ne sont pas scolarisés. Préparer un plan pour que ces programmes se poursuivent après la réouverture des écoles.^{321,322,323}

Intégrer la protection et les droits de l'enfant dans les programmes de tous les secteurs. Bien que les interventions autonomes qui s'attaquent aux risques pour la protection de l'enfance spécifiques au contexte et au genre soient nécessaires, la protection de l'enfance doit être intégrée aux réponses à la pandémie de COVID-19 dans tous les secteurs en tant que thème transversal étant donné le chevauchement avec les secteurs qui incluent les VBG et l'EAS ; l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition (par exemple, les stratégies d'adaptation négatives liées à l'insécurité alimentaire) ; la démocratie, les droits et la gouvernance (par exemple, la protection des droits de l'enfant) ; l'éducation (par exemple, les risques liés à la sécurité numérique dans le contexte de l'apprentissage en ligne) ; la stabilité économique, la croissance et l'autonomisation (par exemple, les stratégies d'adaptation négatives comme le travail forcé lié à la perte d'emploi liée à la pandémie de COVID-19) ; la santé (par exemple, l'augmentation des grossesses précoces liée à l'augmentation des MEPE et de l'exploitation et des abus sexuels) ; et EAH (par exemple, les stratégies d'adaptation négatives comme le sexe transactionnel chez les filles pour obtenir des fournitures d'hygiène menstruelle).

SANTÉ

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Représentation des femmes dans la gouvernance du secteur de la santé. Les femmes sont souvent non représentées en tant que décideurs dans la gouvernance du secteur de la santé.^{324,325} Cette tendance s'est également poursuivie au cours de la réponse à la pandémie de COVID-19.³²⁶ Il est nécessaire que les femmes occupent des postes de décision afin de fournir des informations sur des mécanismes de surveillance, de détection, de prévention et d'atténuation nuancés et culturellement appropriés en matière de sécurité sanitaire.³²⁷

Représentation des femmes dans les services de santé de première ligne. Dans le monde, les femmes représentent la majorité des travailleurs dans les secteurs formels et informels de la santé et des services sociaux, en tant que médecins, infirmières, sages-femmes, accoucheuses traditionnelles et agents de santé communautaires.³²⁸ Cependant, elles sont concentrées dans des postes de statut inférieur, ce qui a des implications sur leur participation à la prise de décisions et leur risque d'exposition au virus COVID-19. Les femmes travaillant dans le secteur de la santé ont généralement moins accès aux équipements de protection en temps de crise que leurs homologues masculins.³²⁹ Dans certains contextes, les travailleuses de santé font plus d'heures supplémentaires que leurs homologues masculins, même si la rémunération des heures supplémentaires n'est pas considérablement supérieure à la rémunération normale.³³⁰ Ce dernier point est probablement lié à

leur salaire inférieur à celui de leurs homologues masculins occupant des postes similaires³³¹ et à l'occupation de postes moins bien rémunérés.³³²

Perturbation des services de soins de santé courants. La pandémie actuelle de COVID-19 montre que les efforts déployés pour contenir les épidémies détournent souvent le personnel, les installations et les produits de santé des services de santé courants, y compris les soins préventifs et les services auxquels les femmes et les jeunes filles ont généralement accès, comme les soins de santé pré et postnataux, la prévention et le traitement du VIH, la planification familiale et la santé génésique.³³³ Ces détournements de ressources peuvent avoir des conséquences à long terme, telles qu'une augmentation des grossesses non désirées (y compris chez les adolescentes), des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH, des avortements non sécurisés, de la morbidité et de la mortalité maternelles, des résultats moins bons à la naissance,³³⁴ des taux de vaccination plus faibles, une mortalité maternelle plus élevée et une malnutrition plus importante.³³⁵

Facteurs de risque qui exposent les hommes et les populations clés à un risque accru de décès liés au virus COVID-19. Dans le monde entier, les hommes ont des taux de morbidité plus élevés pour le virus COVID-19, ce qui est probablement dû à une variété de conditions de santé sous-jacentes³³⁶ et aux normes masculines d'être « fort » et « stoïque ». Ces facteurs entraînent des comportements négatifs pour la santé, tels que le tabagisme, le lavage moins fréquent des mains, des comportements limités de recherche de soins lorsqu'on est malade et une moindre adhésion à la distanciation physique pendant la pandémie.³³⁷ Les hommes qui sont plus âgés, qui souffrent d'un handicap et/ou d'une maladie chronique, qui vivent avec de faibles revenus ou qui sont victimes de discrimination ethnique ou raciale sont les plus exposés au risque de maladie grave et/ou de décès causé par le virus COVID-19.³³⁸

Un accès plus faible au dépistage, aux vaccinations et aux soins du virus COVID-19 parmi les femmes, les populations socialement marginalisées ou stigmatisées. Les personnes dont les identités se croisent sur la base du sexe, du genre, de la race, de l'origine ethnique, du handicap et de la religion peuvent être confrontées à une discrimination aggravée, qui les expose à un risque accru de contracter le virus et d'en mourir, ainsi qu'à plus de difficulté à accéder à un traitement et à recevoir l'un des vaccins contre le virus COVID-19.³³⁹

La fracture numérique entre les genres et l'alphabétisation et les soins médicaux. L'évolution vers la télémédecine risque de marginaliser les personnes qui n'ont pas accès au téléphone ou à Internet, ainsi que les personnes analphabètes.³⁴⁰ Cette limitation peut avoir un impact particulier sur les visites prénatales chez le médecin pour les femmes enceintes, ce qui fait que les futurs parents ne reçoivent pas suffisamment de soins et de soutien.³⁴¹

Risques pour les femmes enceintes associés au virus COVID-19. La grossesse nécessite des interactions mensuelles régulières avec le système de santé pour les examens prénataux et l'accouchement, ce qui peut représenter une exposition importante au virus COVID-19.³⁴² Les femmes enceintes qui contractent le virus COVID-19 ont un risque plus élevé de complications avant, pendant et après la naissance, alors que la transmission de la mère au nourrisson semble être rare.³⁴³ Les pratiques consistant à séparer la mère du bébé au moment de l'accouchement et à forcer les femmes à accoucher seules sont fréquentes, ce qui a des conséquences néfastes sur la mère et le bébé.^{344,345}

Effets sexospécifiques du virus COVID-19 sur la santé mentale et le bien-être des femmes et des filles, des hommes et des garçons. Les ressources limitées des services de SMSPS, combinées à la perturbation des ressources actuelles due à la pandémie, arrivent à un moment où la charge de travail des

services de SMSPS a augmenté alors que la population générale du monde entier a connu un déclin de sa santé mentale et de son bien-être depuis le début de la pandémie.^{346,347} La pandémie a eu un impact important sur la santé mentale et le bien-être des femmes et des filles avec une augmentation du stress, de l'anxiété, de la peur et de la dépression causée par l'augmentation de la violence du partenaire intime, l'insécurité économique, la grossesse des adolescentes et les responsabilités de soins.³⁴⁸ Les hommes et les garçons peuvent être confrontés à un stress et une anxiété accrues parce que l'obligation de rester au foyer les empêche de remplir le rôle socialement attribué de principal soutien de famille dans de nombreux contextes, ce qui peut exacerber les difficultés économiques existantes du ménage. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de rester silencieux face au stress et à l'anxiété par peur d'être considérés comme « non virils », de participer à des comportements à risque comme l'abus d'alcool et de substances pour répondre aux besoins de santé mentale, et de recourir au suicide.³⁴⁹

L'accès inégal aux vaccins contre le virus COVID-19. Malgré la disponibilité des vaccins dans les pays à haut revenu, des disparités d'accès sont apparues, les noirs, autochtones et personnes de couleur ainsi que les personnes en situation de handicap étant nettement désavantagés aux États-Unis, par exemple.^{350,351} Les recherches suggèrent également que les membres de la famille sont moins susceptibles d'être vaccinés lorsque les femmes ont un accès limité à l'éducation ou un statut politique et social peu élevé. D'autres facteurs, comme la pauvreté et la marginalisation sociale liée à l'appartenance religieuse, à la race ou à l'identité ethnique, constituent également des obstacles pour les femmes et les hommes qui souhaitent obtenir des vaccins pour les membres de leur foyer.³⁵²

Augmentation de l'incidence des VBG et réduction de l'accès aux services de réponse. Les VBG, y compris la violence entre partenaires intimes et la violence sexuelle, augmentent pendant les pandémies. La violence à l'égard du partenaire intime, par exemple, peut prendre la forme d'une rétention d'articles tels que du savon, du désinfectant pour les mains ou des équipements de protection individuelle, d'une suppression de l'accès à la nourriture, d'une désinformation sur le virus COVID-19 et d'un refus d'autoriser les femmes à consulter un médecin en cas de violence. Les services en personne risquent d'être compromis en raison du détournement des fournitures et des établissements de soins de santé des VBG et de la santé génésique vers la réponse à la pandémie de COVID-19.

Mutilation génitale féminine/excision et MEPF. Une augmentation des pratiques traditionnelles néfastes, telles que la MGF/E, a été signalée dans les quarantaines résultant de la pandémie de COVID-19.³⁵³ Les mesures de confinement peuvent accroître cette pratique car les filles ont plus de temps pour se rétablir. La nécessité pour les coupeurs de gagner un revenu, dans le contexte de la crise économique mondiale, peut également accroître sa prévalence.³⁵⁴ Les MEPF peuvent augmenter lorsque les moyens de subsistance des ménages sont affectés, et ils peuvent également entraîner une augmentation du nombre de jeunes filles enceintes.³⁵⁵

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Les patients ayant contracté le virus COVID-19 sont-ils traités de manière égale, indépendamment de leur genre, de leur classe socio-économique, de leur race, de leur origine ethnique, de leur statut VIH, de leur grossesse ou de leur statut juridique ? Dans le cas contraire, quelle discrimination subissent-ils ? Comment y remédier ?

- Les ressources sanitaires essentielles sont-elles réaffectées au détriment des besoins en matière de soins de santé génésique ? Si oui, comment cela affecte-t-il l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et de santé maternelle et infantile ? Comment soutenir et rendre accessibles les soins de santé génésique pendant la pandémie ?
- Des informations précises et claires sur les réglementations en matière de confinement et de santé sont-elles accessibles à tous ? En cas de communication de ces informations par téléphone, les femmes, y compris les femmes des groupes les plus marginalisés, y ont-elles accès ? Si elle est fournie par d'autres modalités, y ont-elles accès ? Les femmes et les groupes de femmes participent-ils à la diffusion d'informations sur la santé (ce qui est particulièrement important dans les communautés où les femmes sont isolées) ?
- Quelles mesures les établissements de santé ont-ils mises en place pour atténuer l'exposition des femmes et des filles au virus COVID-19, en particulier les femmes et les filles enceintes, ainsi que les femmes et les filles LGBTI, les femmes et les filles autochtones, et les femmes et les filles handicapées ?
- Quelles mesures répondent aux besoins en soins de santé des travailleurs de la santé formels et informels (y compris la santé mentale) et à leurs besoins en ressources (y compris les équipements de protection individuelle) ?
- Une perspective de genre est-elle appliquée aux processus budgétaires en liaison avec la pandémie de COVID-19 aux niveaux national, régional et local ? Les plans de santé reflètent-ils les intérêts de tous les groupes ? Existe-t-il des moyens d'accroître le financement et la budgétisation des besoins de santé de tous les groupes, en particulier des femmes et des filles ?
- Les femmes, en particulier celles des groupes les plus marginalisés, participent-elles à la prise de décisions concernant les plans d'intervention dans le cadre de la pandémie de COVID-19 en matière de soins de santé, notamment en ce qui concerne les agents de santé féminins ? Si ce n'est pas le cas, quelles mesures peuvent accroître leur représentation et leur leadership au sein du système de soins de santé et des plans nationaux de soins de santé ?
- Comment les mesures de confinement causées par la pandémie de COVID-19 ont-elles affecté l'accès des survivantes de VBG à la gestion des cas vitaux, aux soins médicaux, à l'hébergement et au soutien et aux soins de santé mentale ?³⁵⁶ Les intervenants de santé de première ligne sont-ils formés aux premiers secours psychologiques en cas de VBG et aux approches axées sur les survivantes pour orienter les victimes vers les services disponibles ? Les intervenants connaissent-ils le fonctionnement des services de lutte contre les VBG ?
- Comment les interventions liées au COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

S'assurer que les messages de santé liés à la pandémie de COVID-19 tiennent compte des niveaux d'alphabétisation et des possibilités d'accès à la technologie. Concevoir des messages

sur les comportements à adopter en matière de prévention, de protection et de recours aux soins qui pourront atteindre toute les populations grâce à une formulation simple, claire et concise (en incluant des éléments visuels). Les messages doivent être accessibles et à la portée de tous grâce à des outils de communication adaptés, tels que les téléphones mobiles, les applications, la radio et les panneaux d'affichage. Ils doivent également faire appel à des modalités auxquelles les femmes et les filles, les hommes et les garçons font confiance, notamment les chefs religieux, les dirigeants de coopératives agricoles, de groupes de crédit et d'épargne, les organisations de femmes, les groupes de jeunes et les stations de radio communautaires.

Inclure la collecte de données, les analyses de données et la réduction des inégalités constatées dans les mesures d'urgence liées à la pandémie de COVID-19. Collecter des données (réparties par genre, âge, origine ethnique, revenu et situation géographique) afin de comprendre comment chaque segment de la population accède aux services ; analyser les résultats (morbidité et mortalité) pour identifier les vulnérabilités. Analyser les données pour identifier les endroits où il existe des inégalités, et comment celles-ci se manifestent, sont créées ou exacerbées, ainsi que les conséquences possibles des mesures d'urgence sur l'égalité dans le domaine de la santé. Créer des systèmes flexibles pour adapter les interventions en matière de santé en fonction des analyses de données.

Améliorer la représentation des femmes dans la gouvernance du secteur de la santé. Engager les travailleuses de santé, de manière formelle et informelle, dans la conception et la mise en œuvre de réseaux et de stratégies de prévention et de réponse à la pandémie de COVID-19 aux niveaux national et local (notamment par le biais d'appels radio, de discussions sur les applications de téléphonie mobile, de sessions de groupes de discussion à distance et d'ateliers). Exiger une représentation au moins proportionnelle des femmes, notamment celles issues des groupes les plus marginalisés, dans les comités, groupes consultatifs et autres organes de décision liés à la réponse à la pandémie de COVID-19. Faciliter cet engagement par des mesures incitatives telles que des subventions pour la garde d'enfants, un salaire supplémentaire et des horaires flexibles.

Atténuer le risque d'exposition et d'épuisement des femmes dans les services de santé de première ligne. Fournir aux femmes travaillant dans les services de santé formels et informels une formation, des informations accessibles et actualisées, des fournitures médicales hygiéniques et des équipements de protection individuelle correctement adaptés. Garantir la sécurité et l'utilisation optimale des agents de santé disponibles, et renforcer la capacité des agents de santé à réagir efficacement et à poursuivre la fourniture de services essentiels lorsque les systèmes de santé sont débordés. Soutenir le développement de structures et de systèmes de retour d'information rapide pour les agents de santé afin de communiquer efficacement les besoins, les lacunes et les rapports des établissements jusqu'à la direction et les responsables concernés.

Améliorer l'équité salariale et mettre en place des mesures de protection sociale pour les femmes travaillant dans le secteur de la santé. Renforcer les mesures permettant aux femmes travaillant dans le secteur des soins de santé, qui sont souvent des travailleuses faiblement rémunérées, de recevoir une rémunération financière (telle que la rémunération des dangers et des heures supplémentaires) pour leur permettre de répondre à leurs besoins fondamentaux et de gérer les tâches ménagères et familiales traditionnelles, qu'elles sont probablement encore censées accomplir. Soutenir les augmentations de salaire à court terme pour les travailleuses de santé afin d'atteindre l'équité avec

leurs homologues masculins pendant la pandémie et les réformes à long terme des structures salariales qui garantissent un salaire égal pour un travail égal à plus long terme.

Atténuer les perturbations des services de soins de santé courants. Collecter des données et mettre en œuvre les recommandations issues des évaluations de la santé afin d'atténuer les effets négatifs potentiels de la reprogrammation du financement des soins de santé dans le secteur, en particulier sur les femmes, les filles et les personnes issues de groupes marginalisés. Intégrer l'accès aux services de soins de santé de routine, y compris la prévention et le traitement du VIH, la planification familiale et les autres services de santé sexuelle et reproductive, dans les plans et programmes de réponse à la pandémie. Soutenir les processus afin d'allouer un financement suffisant pour garantir leur maintien pendant la pandémie.

Assurer la disponibilité des produits de base essentiels. Soutenir les systèmes nationaux d'approvisionnement et de livraison des fournitures essentielles, et minimiser les lacunes du marché afin de garantir que des médicaments sûrs et de qualité soient disponibles et accessibles à tous, et renforcer les processus pour les événements futurs. Ces fournitures comprennent celles destinées à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que les services de réponse aux VBG.

Améliorer l'accès aux services de santé. Soutenir la création de la télémédecine, de plateformes numériques et d'autres mécanismes permettant aux femmes et aux filles, aux hommes et aux garçons d'accéder aux services de soins de santé essentiels et aux produits de base tout en garantissant la sécurité des patients et des travailleurs de la santé pendant la pandémie.

Atténuer les facteurs de risque qui exposent les hommes et les populations clés à un risque accru de décès liés au virus COVID-19. Dans le cadre de la CREC et d'autres stratégies de changement social et comportemental qui ciblent les hommes, aborder les comportements à risque en matière de santé associés à des masculinités néfastes et encourager la communication au sein du couple et la prise de décisions partagée. Encourager l'adoption de mesures de santé préventives par les hommes politiques et les membres de la communauté.³⁵⁷ Cofinancer des efforts avec les collectivités locales pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes de soutien adaptés à la culture et au genre des hommes et des femmes, y compris des approches créatives pour encourager la distanciation physique et le lavage des mains.

Augmenter l'accès au dépistage, aux vaccinations et aux soins du virus COVID-19 parmi les populations socialement marginalisées ou stigmatisées. Lors de la conception de la CREC, intégrer des messages culturellement sensibles pour les populations socialement marginalisées ou stigmatisées afin de soutenir les comportements de prévention, le dépistage et l'obtention de soins de santé.³⁵⁸ Sensibiliser les prestataires de soins de santé à la nécessité de fournir des services COVID-19 non discriminatoires et les soutenir dans cette démarche.

Atténuer les risques pour les femmes enceintes associés au virus COVID-19. Soutenir les mesures visant à séparer les soins prénataux et d'accouchement des services de santé liés à la pandémie de COVID-19, à donner accès à la télémédecine (vidéoconférences ou consultations téléphoniques) pendant la grossesse, ce qui permettrait à certaines femmes enceintes de rester à la maison, et/ou à renforcer les soins à domicile lorsqu'un examen physique est nécessaire. Mettre les vaccins à la disposition des femmes enceintes et allaitantes qui en réclament, en particulier celles qui travaillent dans le secteur de la santé.³⁵⁹

Fournir des soins axés sur la mère et le bébé après l'accouchement. Veiller à ce que toutes les décisions concernant la séparation temporaire entre la mère et le bébé soient prises en consultation avec la mère.³⁶⁰ Fournir des soins axés sur la mère et le bébé pendant la pandémie de COVID-19 qui respectent le droit des femmes à accoucher en présence d'une personne de soutien, en supposant que cette dernière respecte les mesures de contrôle mises en place pendant la pandémie de COVID-19.³⁶¹ Consulter les recommandations mondiales les plus récentes et les données spécifiques au contexte sur les risques liés au virus COVID-19 avant de prendre des décisions sur les protocoles et les données liés à la pandémie de COVID-19 (y compris sur les vaccins) pour les soins aux femmes avant, pendant et après la naissance.

Aborder les effets de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale et le bien-être.

Soutenir les mesures visant à garantir que les services de SMSPS sont pleinement intégrés dans les plans de réponse à la pandémie et allouer un financement continu pour soutenir la continuité des services de SMSPS existants. Élargir la disponibilité des services de SMSPS sexospécifiques et culturellement pertinents dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà, y compris les services de SMSPS virtuels. Encourager la prise en charge psychosociale des femmes et des hommes en fonction de leur genre, afin de répondre à leurs besoins spécifiques, par des actions telles que la création de réseaux de soutien mutuel.

Intégrer l'accent sur les masculinités saines et équitables en matière de genre dans les services de santé. Mettre en œuvre des campagnes de changement social et comportemental qui encouragent des masculinités saines et équitables en matière de genre pour les hommes et une communication de couple liée aux comportements de recherche de santé des hommes et promouvoir la sensibilisation aux services de santé mentale dans toutes les activités de santé.

Atténuer l'inégalité d'accès aux vaccins COVID-19. Soutenir le développement précoce de plans de distribution de vaccins tenant compte de la dimension de genre, socialement inclusifs et culturellement adaptés dans les pays à revenus moyen et faible, afin d'éviter les inégalités potentielles dans la distribution des vaccins, et assurer un suivi continu pour garantir le respect du plan. Mener des actions de sensibilisation spécifiques auprès des femmes et des filles, des hommes et des garçons, notamment des groupes les plus marginalisés, qui soient culturellement appropriées et qui s'attaquent aux obstacles spécifiques que chaque groupe rencontre dans l'accès aux vaccins.

Faire en sorte que la réforme à long terme du secteur de la santé publique tienne compte de la dimension de genre. Soutenir la réforme à long terme de la santé publique dans une perspective de genre afin de s'assurer que le genre et l'intersectionnalité sont pris en compte dans toutes les décisions de politique et de programme pendant et après la pandémie de COVID-19.

Améliorer les services existants de prévention et de réponse aux VBG axés sur les survivants. Incorporer la prévention et la réponse centrées sur les survivants des VBG dans toutes les réponses de santé publique à la pandémie de COVID-19. Soutenir la formation du personnel des partenaires de santé internationaux et nationaux sur la manière de traiter les révélations de VBG,³⁶² en utilisant des approches axées sur les survivants. Mettre à jour et diffuser des informations sur les procédures opérationnelles standard en matière de VBG, y compris les voies d'orientation, auprès des prestataires de services sociaux et de santé, et accroître la disponibilité des services de réponse aux VBG à distance.

STABILITE ÉCONOMIQUE, CROISSANCE ET AUTONOMISATION

CONSIDÉRATIONS CLÉS

Impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les revenus des femmes. Bien que les femmes représentent 39 % de la main-d'œuvre mondiale, elles sont atteintes par 54 % des pertes d'emploi dues à la pandémie, et les taux de perte d'emploi des femmes sont environ 1,8 fois plus élevés que ceux des hommes dans le monde³⁶³. Les femmes travaillent de manière disproportionnée dans les contextes les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19 (secteur des services, agriculture et horticulture, économie informelle, travail à temps partiel et temporaire).^{364,365}

Les femmes qui passent du secteur formel au secteur informel. Les données indiquent que de nombreuses femmes qui occupaient auparavant des emplois formels ont été poussées à trouver du travail dans le secteur informel.³⁶⁶ De plus, les femmes du secteur informel ont subi d'importantes pertes de revenus,³⁶⁷ et certaines qui travaillent dans l'agriculture commerciale se sont tournées vers l'agriculture de subsistance.³⁶⁸

Passage à des mécanismes d'adaptation économique négatifs. En l'absence d'autres moyens de subsistance, les femmes ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives, telles que la vente forcée de biens, les prêts abusifs, le travail des enfants,³⁶⁹ et/ou les relations sexuelles transactionnelles pendant la pandémie de COVID-19.³⁷⁰ La perte de revenus des femmes victimes d'abus rend leur fuite encore plus difficile.³⁷¹

Exposition au virus COVID-19 selon le sexe chez les travailleurs de première ligne. Des femmes et des hommes travaillent en première ligne pendant la pandémie de COVID-19. Cependant, la ségrégation sexuelle dans de nombreux secteurs signifie que les femmes et les hommes, notamment ceux de races et d'ethnies spécifiques, sont confrontés à des risques différents.³⁷² Les femmes constituent la majorité des travailleurs domestiques, des enseignants³⁷³, des travailleurs de la santé³⁷⁴ et des travailleurs de l'économie informelle.³⁷⁵ Elles occupent aussi principalement des postes qui impliquent une exposition importante au public dans les magasins de vente au détail et les pharmacies. Les hommes occupent principalement des emplois de première ligne à haut risque dans des secteurs comme la sécurité, la fabrication et le transport des malades, où ils sont fortement exposés au virus COVID-19.³⁷⁶

Exposition au virus COVID-19 selon le genre en raison du rôle d'aidant. Dans le monde entier, les femmes sont également les principales personnes qui soignent les malades, notamment dans le cas du virus COVID-19 et des pandémies précédentes, ce qui les expose à un risque plus élevé d'exposition et augmente le temps qu'elles consacrent aux tâches ménagères au détriment de la participation à des activités génératrices de revenus.

Souvent, les programmes de protection sociale ne répondent pas aux besoins, capacités et vulnérabilités distincts des femmes et des filles, des hommes et des garçons. Les femmes, les personnes LGBTQI+ et les membres de ménages multigénérationnels peuvent ne pas bénéficier des mesures de protection sociale liées à la pandémie de COVID-19 qui ne s'adressent qu'au chef de famille (de sexe masculin).^{377,378,379} Seulement 10 % environ des mesures de protection sociale et d'emploi mises en œuvre au cours de la première année de COVID-19 visaient explicitement à renforcer la sécurité économique des femmes.³⁸⁰ Les femmes qui travaillent dans le secteur informel et qui s'occupent d'enfants, ainsi que les migrants et les personnes LGBTQI+, sont souvent exclus des mesures de protection sociale.^{381,382}

L'aggravation du problème de manque de temps et des obligations de soins non rémunérés des femmes et des filles pendant la pandémie de COVID-19 et leur impact sur l'emploi et/ou les moyens de subsistance. Bien que les soins non rémunérés et le travail domestique aient augmenté chez les femmes et les hommes au cours de la pandémie de COVID-19, les femmes sont responsables de plus de tâches qui prennent du temps, notamment le nettoyage, la cuisine et les soins physiques aux enfants.³⁸³ En conséquence, certaines femmes ont dû réduire leurs heures de travail dans le cadre d'un emploi rémunéré, les femmes entrepreneurs ont eu moins de temps pour se concentrer sur leurs entreprises,³⁸⁴ les entreprises appartenant à des femmes ont été plus susceptibles de fermer que les entreprises appartenant à des hommes,³⁸⁵ et les hommes au chômage ont été embauchés au détriment des femmes lorsque les emplois étaient rares.³⁸⁶ Les femmes étant en moyenne moins bien payées que les hommes, elles sont plus susceptibles de quitter leur emploi pour rester à la maison lorsque les possibilités de garde d'enfants se font rares.³⁸⁷ Les femmes qui perdent leur emploi ont moins de chances que les hommes de trouver un nouveau travail, en partie parce que les employeurs pensent que les femmes ont une flexibilité plus limitée que les hommes en raison de leurs plus grandes responsabilités familiales et de soins.³⁸⁸

L'accès inégal des femmes aux services financiers. Les femmes sont confrontées à de multiples obstacles financiers et non financiers pour accéder au financement,^{389,390} ce qui limite leur capacité à reconstruire après un choc tel que la pandémie de COVID-19. Les entreprises appartenant à des femmes ont tendance à dépendre davantage de l'autofinancement (par exemple, en contractant un prêt auprès d'amis ou de membres de la famille), ce qui augmente le risque de fermeture pendant les périodes où les revenus sont faibles ou inexistantes.³⁹¹ Le resserrement des marchés de capitaux pendant la période de la pandémie de COVID-19 a encore réduit le montant des capitaux disponibles pour les PME.³⁹²

Le fossé numérique entre les genres. Les femmes qui sont pauvres, qui vivent dans des zones rurales, qui n'ont pas les compétences numériques ou les cartes d'identité requises pour ouvrir un compte bancaire mobile, et qui n'ont pas les moyens d'acheter un appareil ou des données, risquent de rester exclues de l'aide disponible en ligne.³⁹³ Le fait que les femmes aient moins de compétences et d'accès à la culture numérique les rend moins susceptibles de travailler dans des fonctions qui utilisent Internet et réduit leur capacité à se recycler ou à accroître leurs compétences grâce à la formation en ligne.³⁹⁴ Les PME appartenant à des femmes étaient moins susceptibles d'utiliser les canaux commerciaux numériques mais étaient plus susceptibles de voir leurs ventes augmenter lorsqu'elles le faisaient.³⁹⁵

Déplacement de la demande de travailleurs vers différents secteurs et ensembles de compétences. La pandémie de COVID-19 a modifié la combinaison d'emplois, de compétences, d'accès au crédit et d'accès au numérique, ainsi que d'alphabétisation numérique nécessaires. Les travailleurs, en particulier les jeunes femmes et les femmes âgées, qui disposent d'une infrastructure limitée (comme les téléphones intelligents et les ordinateurs), d'un accès moindre à Internet, d'un accès moindre au crédit et de moins de compétences numériques ont été ou seront laissés pour compte si ces lacunes ne sont pas comblées.^{396,397}

Les VBG et la croissance économique. La réduction des revenus et l'augmentation des tensions au sein des ménages en raison de la pandémie de COVID-19 peuvent contribuer à l'augmentation de l'incidence des VBG. Les impacts économiques de la pandémie de COVID-19 sont particulièrement préjudiciables aux femmes et aux filles, notamment aux survivantes de VBG, qui peuvent déjà être désavantagées sur le plan économique ou dépendre économiquement de leurs agresseurs.³⁹⁸ Les VBG ont un impact négatif sur les individus et les économies nationales en raison du manque à gagner, des promotions manquées, de l'absence du travail et des effets négatifs sur la santé, le bien-être et la productivité dus à la détresse émotionnelle et physique.³⁹⁹ Les VBG

ont des répercussions négatives sur les employeurs : baisse de la productivité, augmentation de l'absentéisme et de la rotation du personnel, et diminution de l'engagement des employés.⁴⁰⁰

EXEMPLES DE QUESTIONS D'ANALYSE DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 :

- Combien de femmes et d'hommes, notamment issus des groupes les plus marginalisés, ont perdu leur emploi ou ont été mis au chômage technique à cause de la pandémie de COVID-19 ? Dans quels secteurs les femmes et les hommes ont-ils été autant touchés ?
- Quelle proportion des travailleurs essentiels sont des femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés ? Ont-elles accès à des services de garde d'enfants pour soutenir leur capacité à travailler ? Disposent-elles d'équipements de protection adéquats pour rester en sécurité ?
- Comment le travail de soins ménagers est-il réparti entre les femmes et les hommes pour soutenir le travail rémunéré des femmes ?
- Comment la pandémie a-t-elle affecté l'emploi et les revenus dans le secteur informel, où la plupart des femmes sont employées (par exemple, en tant que travailleurs de santé informels, travailleurs domestiques, micro-entrepreneurs et commerçants) ?
- Pour les travailleurs à faible revenu déplacés économiquement, existe-t-il des filets de sécurité, tels que des transferts d'argent, des banques alimentaires et des soins de santé ? Les mesures de protection contre la pandémie ciblent-elles les femmes, en particulier celles des groupes les plus marginalisés (comme les ménages dirigés par des femmes) ?
- Comment les fermetures et la récession affectent-elles les micro et petites entreprises (MPE) et les commerçants ? Les MPE appartenant à des femmes sont-elles affectées de manière différentielle (en particulier celles des groupes les plus marginalisés), et de quelles manières ?
- Quelles mesures existent (ou sont envisagées) pour soutenir les MPE et les commerçants, et pour indemniser les travailleurs déplacés dans ces entreprises ? Dans chaque cas, considérer les différents effets sur les femmes et les hommes, en particulier ceux des groupes les plus marginalisés.
- Existe-t-il des transferts monétaires compensatoires ? Si oui, comment sont-ils livrés ? Les mécanismes de transfert sont-ils équitables ? Si ce n'est pas le cas, existe-t-il des dispositions pour élargir l'accès aux femmes, en particulier celles des groupes marginalisés, par le biais de services de banque mobile—en fournissant des téléphones portables si nécessaire ?
- Quelles sont les réponses de la politique financière à la récession économique (telles que l'annulation de dettes, la restructuration de prêts existants et l'émission de nouveaux prêts pour le fonds de roulement ou le lancement de nouvelles entreprises après l'épidémie) ? Comment ces réponses abordent-elles la question de l'égalité des genres ?

- Les réponses des entreprises à la pandémie de COVID-19 (par exemple, les informations sur le marché et le commerce) sont-elles canalisées par les associations d'entreprises et les chambres de commerce ? Comment abordent-elles l'égalité des genres ?
- Les associations de femmes d'affaires sont-elles sollicitées pour répondre aux pandémies ? Comment abordent-elles l'équité ?
- Comment les programmes de formation professionnelle destinés aux jeunes hommes et femmes s'adaptent-ils ? Prennent-ils en compte l'évolution de la demande, afin de cibler les secteurs de croissance pour les programmes de formation et de placement ?
- Comment les interventions liées à la pandémie de COVID-19 seront-elles contrôlées ? Quels sont les indicateurs de genre ? Comment les données seront-elles collectées, utilisées et communiquées ? Qui va collecter les données ?
- Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté les femmes, qui ont généralement un niveau d'éducation plus faible et moins de compétences commercialisables ? A-t-elle créé un risque accru de VBG, y compris des stratégies d'adaptation négatives telles que le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que l'exploitation et les abus sexuels ?⁴⁰¹
- Les mesures d'aide économique associées à la pandémie de COVID-19, y compris les transferts d'argent liquide, renforcent-elles les dynamiques de pouvoir inégales, créent-elles des risques pour la sécurité des femmes (l'argent liquide peut mettre les femmes en danger), ou ont-elles le potentiel d'exacerber les VBG (en modifiant les rapports de force au sein des ménages) ?⁴⁰²
- Comment la conception et la mise en œuvre de mesures économiques, y compris les transferts d'argent liquide, peuvent-elles atténuer le risque de VBG (stratégies d'adaptation négatives et violence du partenaire intime) pour les femmes dont le ménage connaît une insécurité économique et alimentaire accrue ?⁴⁰³ Les éléments clés de la conception comprennent les critères de sélection (ciblage du chef de famille et/ou des femmes de la famille), les transferts forfaitaires par rapport aux transferts mensuels, la distribution échelonnée.

RECOMMANDATIONS DE PROGRAMMATION

Impliquer les femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés, dans des rôles de direction et de décision liés à la réponse à la pandémie de COVID-19 et au redressement économique, aussi bien dans le secteur public que le secteur privé, et aux niveaux local, régional et national. Leur participation pourra contribuer à :

- Limiter le risque d'augmentation du travail informel chez les femmes
- Garantir que les besoins et les priorités des femmes soient pris en considération, en particulier ceux des femmes faisant partie des groupes les plus marginalisés
- Élargir les possibilités offertes aux femmes en matière de leadership et de prise de décisions.

Identifier l'évolution des besoins en matière d'emploi et les changements intervenant dans les modèles d'affaires, et y répondre. Les activités de l'USAID portant sur la planification à court

terme et le redressement économique devraient tenir compte du nouveau paysage : le déplacement de la demande de main-d'œuvre entre les différents domaines d'activités et secteurs ; les changements des compétences nécessaires, des horaires de travail et des lieux de travail ; les implications différenciées en fonction des genres pour les personnes recherchant un emploi ; et l'adaptation des programmes de formation et de placement pour répondre à l'évolution des besoins et soutenir l'égalité des chances à l'emploi. Les femmes qui dirigent des micro-entreprises et des petites entreprises, et les commerçantes, peuvent avoir besoin d'un soutien pour évaluer les évolutions du marché, identifier de nouvelles opportunités et réorganiser leurs modèles d'affaires (y compris en ayant recours au commerce électronique). Réaliser des enquêtes sur l'éducation et le travail afin de déterminer comment les besoins du marché du travail ont évolué (heures de travail, compétences, lieu de travail). Aussi :

- S'adresser au secteur privé pour fournir un revenu de base d'urgence ou organiser des formations pour les femmes sans emploi.⁴⁰⁴ Les secteurs dans lesquels les femmes sont sur-représentées et sous-payées doivent faire l'objet d'une attention particulière.
- Travailler avec les institutions financières, les prestataires de services de développement des affaires et les entrepreneurs pour faciliter l'accès aux mesures d'aide liées à la pandémie de COVID-19, y compris les remboursements différés, les lignes spéciales de crédit et les assouplissements temporaires des réglementations. Sensibiliser les institutions financières, les entreprises et les autres acteurs du marché aux conséquences de la pandémie sur les femmes entrepreneurs (par exemple, l'augmentation de la charge de travail dans le foyer). Identifier les femmes entrepreneurs susceptibles de bénéficier de subventions ou de prêts concessionnels. Aider les femmes entrepreneurs à envisager des changements de modèles d'affaires, de scénarios et de plans de trésorerie.⁴⁰⁵
- Pour les micro-entreprises et les petites entreprises, les subventions et les prêts doivent tenir compte des activités dans lesquelles les femmes sont particulièrement présentes. Cibler les secteurs, tels que l'industrie, le tourisme, l'hôtellerie, ainsi que les entreprises où les femmes, en particulier celles faisant partie des groupes les plus marginalisés, sont majoritairement employées (souvent sur la base de contrats précaires).

Offrir des incitations aux secteurs et entreprises dominés par les femmes pour la production d'équipements de protection individuelle (EPI) contre le virus COVID-19.

Soutenir les secteurs et les entreprises qui emploient un grand nombre de femmes (par exemple, le textile), pour qu'ils puissent pivoter et s'adapter à la fabrication d'objets qui soutiennent la réponse à la pandémie de COVID-19, tels que des blouses ou des masques médicaux, afin de réduire ou d'éviter la perte d'emplois.

Renforcer les quotas fondés sur le genre et les liens avec l'emploi. Soutenir les associations de travailleurs, les syndicats et les associations d'entreprises dirigées par des femmes et/ou soutenir les industries et les secteurs dominés par les femmes pour qu'ils plaident en faveur de mesures d'égalité entre les genres, comme l'établissement de quotas d'embauche de femmes⁴⁰⁶ ou la subordination du soutien fiscal aux industries dominées par les hommes à l'augmentation de la représentation des femmes.⁴⁰⁷ Collaborer avec les mêmes organisations pour aider les femmes qui veulent travailler dans les secteurs de la santé et des travaux domestiques et de soins rémunérés à trouver un emploi, car la demande de main-d'œuvre est élevée dans ces secteurs pendant la période de pandémie de COVID-19.⁴⁰⁸

Encourager la flexibilité des horaires de travail et l'accès aux soins de santé. Encourager les entreprises à autoriser, dans la mesure du possible, des horaires de travail flexibles à distance pour permettre aux aidants de s'acquitter de leurs tâches.⁴⁰⁹ Associer cela à un soutien aux entreprises pour renforcer les liens avec les systèmes de santé afin de garantir que les femmes et les jeunes filles aient accès aux services de santé génésique et puissent gérer leur fertilité tout en gagnant un revenu.

Réduire le risque d'exposition au virus COVID-19 chez les travailleurs de première ligne. Faciliter les mesures de réduction des risques contre le virus COVID-19 pour tous les travailleurs essentiels et de première ligne, en veillant à ce que les secteurs à prédominance masculine et féminine disposent de mesures de prévention et de contrôle des infections, telles que de l'eau et du savon pour le lavage des mains. Fournir des transferts en espèces aux travailleurs à faible revenu et aux travailleurs du secteur informel, en particulier aux ménages dirigés par des femmes, afin qu'ils puissent se permettre de s'absenter de leur travail pour prendre soin de leur famille lorsqu'ils sont malades. Encourager les programmes de changement de comportement (y compris les messages clés) pour inciter les hommes de la famille à assumer des rôles plus importants dans les tâches domestiques et les soins.

Renforcer la réactivité des programmes de protection sociale pour tenir compte des différences de besoins, de capacités et de vulnérabilités des femmes et des filles, des hommes et des garçons. Soutenir la fourniture d'une aide financière d'urgence spécifiquement destinée aux femmes, lorsque cela est possible et sûr.⁴¹⁰ Veiller à ce que les travailleuses informelles (domestiques, à domicile, commerçantes, agricultrices), les soignantes, les ménages dirigés par des femmes et les travailleurs non enregistrés et déplacés qui reviennent des villes ne soient pas oubliés comme bénéficiaires admissibles des programmes de protection sociale.⁴¹¹ Dans ce contexte, il convient de soutenir l'extension de l'enregistrement des naissances et des cartes d'identité nationales, ainsi que la création d'un accès financier pour les femmes, en particulier celles issues de groupes marginalisés.

Améliorer la disponibilité des services de garde d'enfants et des autres services d'aide. Pour remédier à la proportion excessive de filles et de femmes qui s'occupent d'enfants sans être rémunérées, identifier et développer des modèles de services accessibles, abordables et de qualité répondant aux besoins des familles et des ménages lorsque les femmes et les hommes doivent retourner au travail.⁴¹²

- Soutenir les politiques régionales et nationales visant à garantir un travail digne et une rémunération appropriée afin de favoriser un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, ainsi qu'une stabilité financière pour tous les aidants et leurs enfants.⁴¹³
- Sensibiliser les hommes et les femmes au rôle des hommes en tant qu'aidants à l'aide de différentes méthodes telles que les modules de formation MenCare.⁴¹⁴
- Offrir de nouvelles possibilités de garde d'enfants pour les travailleurs de santé et autres travailleurs essentiels.
- Saisir l'opportunité de mettre en place des programmes visant à inciter les hommes à s'occuper des enfants et à faire évoluer les normes sociales. Le secteur privé peut encourager tous les employés, les hommes en particulier, à partager les tâches d'aide domestique grâce à un engagement ciblé et des initiatives créatives, par exemple, en incitant les cadres masculins à donner l'exemple.⁴¹⁵ Les activités de l'USAID peuvent sensibiliser les hommes sur le partage des responsabilités dans le foyer.

Atténuer le risque de VBG lié au ciblage des femmes dans les programmes de protection sociale. Prévoyez des séances de sensibilisation et d'information de la communauté—avec les femmes et les hommes, séparément puis ensemble si nécessaire—pour faciliter la compréhension des raisons pour lesquelles un programme de protection sociale cible certains membres du ménage ou de la communauté, afin de s'assurer que les participants ne sont pas mis en danger ou harcelés.⁴¹⁶

Soutenir des aménagements de travail tenant compte de la dimension de genre pour les femmes ayant des responsabilités familiales. Soutenir des modalités de travail flexibles et des congés payés pour les aidants principaux afin qu'ils puissent assumer leurs responsabilités de soins non rémunérés. Soutenir les services de garde d'enfants fournis par l'employeur sur les lieux de travail et les services publics de garde d'enfants dans le cadre d'un plan de relance économique,⁴¹⁷ et soutenir les investissements dans les infrastructures de soins, notamment les services de garde d'enfants de qualité et les services de soins de longue durée pour les malades et les personnes âgées.⁴¹⁸ Explorer des approches pour soutenir les entreprises à domicile qui peuvent être gérées parallèlement à un travail domestique accru.

Améliorer l'accès des femmes aux ressources, notamment aux services financiers. Développer des pools de subventions pour soutenir les PME qui emploient un grand nombre de femmes et/ou qui sont dirigées par des femmes afin de garantir qu'elles restent à flot. Soutenir les associations d'épargne et de crédit et les coopératives qui servent les femmes pour les éduquer et leur fournir des services financiers.⁴¹⁹ Plaider pour que les organisations et les partenaires utilisent des systèmes de crédit numériques pour mieux prédire le risque de défaillance,⁴²⁰ redéfinir/étendre les garanties (par exemple, les bijoux, les cultures, les stocks et le bétail), restructurer ou suspendre les paiements des prêts, et réduire les taux d'intérêt.^{421,422} Plaider pour que les organisations et les partenaires proposent une offre à distance permettant aux femmes d'ouvrir un compte bancaire mobile sans devoir se déplacer dans une agence.⁴²³

Renforcer l'engagement des femmes dans les secteurs non traditionnels. Soutenir le changement de comportement des responsables de l'embauche, juniors et seniors, afin d'éviter l'embauche préférentielle des hommes ou la ségrégation sexuelle dans certains secteurs ou certaines fonctions. Il faut également soutenir l'alternance dans le développement de compétences de type apprentissage pour faciliter l'apprentissage sur le tas.^{424,425}

Favoriser l'apprentissage et la culture numérique. Améliorer l'infrastructure d'apprentissage en ligne pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie avec la possibilité de cumuler les titres de compétences. Cela permettrait de maintenir l'apprentissage en jeu pour tous pendant les périodes de fermeture à cause de la pandémie de COVID-19.⁴²⁶ Soutenir l'alphabétisation numérique et l'accès au numérique (crédit téléphonique ou Wi-Fi) et améliorer l'accès aux technologies numériques (téléphones et ordinateurs) pour les femmes et les hommes, en particulier ceux des groupes les plus marginalisés.⁴²⁷

Réduire au minimum les frais à la charge des survivants de VBG pour les services d'intervention. Soutenir l'élaboration de politiques et de programmes nationaux qui collectent des données sur les coûts directs et indirects des VBG pour les économies nationales. Ces coûts peuvent inclure ceux qui sont associés à la mise en place de systèmes de suivi nationaux qui respectent des directives strictes en matière de confidentialité et de sécurité pour la sauvegarde des données, et à la fourniture de congés de maladie, de soins de santé (à distance) et d'autres services aux survivants de VBG et à leurs enfants. Soutenir également la collecte de données sur les coûts pour les prestataires de

services non gouvernementaux en matière de VBG et pour les survivants de VBG. Inclure des mesures dans la planification et la budgétisation nationales afin de transférer la charge des coûts à des personnes autres que les prestataires de services non gouvernementaux en matière de VBG et les survivants de VBG.

Encourager la création de codes de conduite spécifiques à l'industrie sur les VBG, y compris le harcèlement sexuel. Promouvoir la création de codes de pratique, de directives et/ou de principes spécifiques à l'industrie qui régissent la manière dont les entreprises de cette industrie traitent les VBG⁴²⁸ (par exemple, la disponibilité d'un médiateur féminin pour les employées qui peut garantir la protection de leur vie privée et leur anonymat si elles signalent un harcèlement au travail).⁴²⁹ Dans ce contexte, fournir des informations et des formations sur les ressources disponibles en matière de prévention et de réponse aux VBG, sur le signalement des VBG et les voies d'orientation au personnel des PME et autres entreprises soutenues par l'USAID.

ANNEXE A : RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LA RÉALISATION D'UNE ASPC, PAR SECTEUR ET THÈME TRANSVERSAL

TOUS LES SECTEURS

Azcona, Ginette, Antra Bhatt, Jessamyn Encarnacion, Juncal Plazaola-Castaño, Papa Seck, Silke Staab et Laura Turquet. 2020. *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*. ONU Femmes. ([Lien](#))

CARE International. 2020. *Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings*. ([Lien](#))

CARE International et International Rescue Committee. 2020. *Global Rapid Gender Analysis for COVID-19*. ([Lien](#))

Global Health 5050. s.d. *COVID-19 Sex-Disaggregated Data Tracker*. ([Lien](#))

Inter-Agency Standing Committee. 2017. *Gender Handbook for Humanitarian Action*. ([Lien](#))

Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Interim Guidance: Gender Alert for COVID-19 Outbreak*. ([Lien](#))

Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))

Ruxton, Sandy, et Stephen R. Burrell. 2020. *Masculinities and COVID-19: Making the Connections*. Washington, D.C.: Promundo-US. ([Lien](#))

ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))

Groupe de la Banque mondiale. 2020. *Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic*. Note de politique générale de la Banque mondiale, 26 avril 2020. ([Lien](#))

VBG, Y COMPRIS L'EAS

Inter-Agency Standing Committee. 2015. *How to Support a GBV Survivor When a GBV Actor is Not Available in Your Area: A Step-by-Step Pocket Guide for Humanitarian Practitioners Version 2.0*. ([Lien](#))

Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))

Global Working Group to End School-Related Gender-Based Violence. 2020. *COVID-19: Policy Brief and Recommendations. Strengthening Efforts to Prevent and Respond to School-Related Gender-Based Violence as Schools Reopen*. ([Lien](#))

Peterman, Amber, et Megan O'Donnell. 2020. COVID-19 and Violence Against Women and Children: A Second Research Roundup. Center for Global Development. ([Lien](#))

AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION.

ACDI VOCA. 2020. *Gender and Social Inclusion and COVID-19: Impacts and Recommendations for Agriculture and Market Systems Project Implementation*. ([Lien](#))

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. « Gendered Impacts of COVID-19 and Equitable Policy Responses in Agriculture, Food Security and Nutrition. » ([Lien](#))

Forsythe, Lora, June Po, et Fiorella Picchioni. 2020. « Impacts of COVID-19 on Food Systems: The Gender and Inequalities Perspective » *Natural Resource Institute, Université de Greenwich*. ([Lien](#))

Patterson, Andrew. 2020. « COVID19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#))

DÉMOCRATIE, DROITS ET GOUVERNANCE, ET FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

Brechenmacher, Saskia, et Caroline Hubbard. 2020. *How the Coronavirus Risks Exacerbating Women's Political Exclusion*. Carnegie Endowment for International Peace et National Democratic Institute. ([Lien](#))

Inter-Parliamentary Union. 2020. *Women in Parliament in 2020—The Year in Review*. ([Lien](#))

International Development Law Organization. 2020. *Rule of Law and COVID-19 Policy Brief*. ([Lien](#))

ONU Femmes. 2020. *Gender-Responsive Budgeting in the Context of COVID-19*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *Democratic Backsliding Amid COVID-19 – Five Trends to Watch*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *DRG and COVID-19 Trends Paper Series: Democratic Backsliding*. ([Lien](#))

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Adams, Ellis Adjei, Yenupini Joyce Adams, et Christa Koki. 2021. « Water, Sanitation, and Hygiene Insecurity will Exacerbate the Toll of COVID-19 on Women and Girls in Low-Income Countries. » *Sustainability: Science, Practice and Policy*. 17(1): 86-90. ([Lien](#))

Benini, Desideria. 2021. « The Gendered Impacts of the COVID-19 Pandemic on Women and Girls. » *WaterAid*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *Assessing the Effects of COVID-19 on Access to Water, Sanitation, and Hygiene in USAID High Priority and Strategy-Aligned Countries—Synthesis Report*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *Technical Brief 4: Gender Equality and Female Empowerment in WASH*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *USAID Water, Sanitation and Hygiene (WASH): Strategic Approach to COVID-19 Response*. ([Lien](#))

White, Sian. 2021. *Summary Report on Considering Gender in COVID-19 Hygiene Promotion Programmes*. ([Lien](#))

ENSEIGNEMENT

Boisvert, Kayla, Nina Weisenhorn, et Jamie Bowen. 2020. *Returning to Learning during Crises: Decision-making and Planning Tools for Education Leaders*. USAID. ([Lien](#))

Diamond, Gloria, et Natasha Harris-Harb. 2020. *In Solidarity with Girls: Gender and Education in Crisis*. United Nations Girls' Education Initiative. ([Lien](#))

Dressen, Thomas, Spogamai Akseer, Matt Brossard, Pragua Dewan, Juan-Pablo Giraldo, Akito Kamei, Suguro Mizunoya et Javier Santiago Ortiz. 2020. *Promising Practices for Equitable Remote Learning: Emerging Lessons from COVID-19 Education Responses in 127 Countries*. Innocenti Research Brief, October 2020. UNICEF. ([Lien](#))

Global Education Cluster. 2020. *Safe Back to School: A Practitioner's Guide*. ([Lien](#))

The Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI et UNICEF. 2020. *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *Best Practices on Effective SEL/Soft Skills Interventions in Distance Learning*. ([Lien](#))

USAID. 2020. *Reigniting Learning: Strategies for Accelerating Learning Post-Crisis: A Review of Evidence*. ([Lien](#))

UNESCO. 2020. *Addressing the Gender Dimensions of COVID-related School Closures*. UNESCO COVID-19 Education Response. Education Issue Notes. Issue Note No. 3. ([Lien](#))

GESTION ET UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES

Boudreaux, Karol. 2020. « Women's Land Rights and COVID-19. » *New America*. ([Lien](#))

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting Land and Natural Resources Tenure Rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))

Habib, Margaret. 2020. « COVID-19 Exacerbates the Effects of Water Shortages on Women in Yemen. » *Wilson Center*. ([Lien](#))

Programme des Nations Unies pour l'environnement et ONU Femmes. 2020. *Gender and Climate Change in the Context of COVID-19*. ([Lien](#))

PROTECTION DE L'ENFANCE

The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action. 2020. *Social Protection and Child Protection: Working Together to Protect Children from the Impact of COVID-19 and Beyond*. ([Lien](#))

Huebner, Gillian. 2020. *It's Time for Care, Prioritizing Quality Care for Children during the COVID-19 Pandemic: Challenges, Opportunities, and an Agenda for Action*. Better Care Network et UNICEF. ([Lien](#))

UNICEF. 2020. *Responding to the Mental Health and Psychosocial Impact of COVID-19 on Children and Families*. Child Protection Learning Brief #2, 10 octobre 2020. ([Lien](#))

World Childhood Foundation, End Violence Against Children, UNESCO, UNICEF, UNODC, WeProtect Global Alliance, ITU et Organisation mondiale de la santé. 2020. *COVID-19 and Its Implications for Protecting Children Online*. ([Lien](#))

SANTÉ

East, Sol, Tim Laurence, et Elva Lopez Mourelo. 2020. *COVID-19 and the Situation of Female Health Workers in Argentina*. OIT, FNUAP et ONU Femmes. ([Lien](#))

Gordon, Mara. 2020. « Female Doctors Spend More Time with Patients, But Earn Less Money Than Men. » NPR. ([Lien](#))

Organisation panaméricaine de la santé. 2020. *Promoting Health Equity, Gender and Ethnic Equality and Human Rights in COVID-19 Responses: Key Considerations*. ([Lien](#))

Promundo. 2020. *COVID-19 Demands that We Pay Attention to Who Does the Care Work—and How We Support Them*. ([Lien](#))

STABILITÉ ÉCONOMIQUE, CROISSANCE ET AUTONOMISATION

IFC. 2020. *Bridging the Gap: Emerging Private Sector Response and Recovery Measures for Gender Equality amid COVID-19*. ([Lien](#))

ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for a Gender-responsive Recovery*. ([Lien](#))

ONU Femmes. 2020. *COVID-19 and Conflict: Advancing Women's Meaningful Participation in Ceasefires and Peace Processes*. Policy Brief No. 19. ([Lien](#))

PNUD. 2021. *Gender, Disaster Management and the Private Sector: Mapping and Analysis of Existing Resources and Previous Experiences*. ([Lien](#))

PERSONNES À CONTACTER

Pour plus d'informations, veuillez contacter gendevcomms@usaid.gov.

NOTES DE FIN DE TEXTE

¹ Kaaria, Susan, Erdgin Mane, Tacko Ndiaye, Martha Osorio, Alejandra Safa, Ilaria Sisto et Libor Stloukal. 2020. *Gendered Impacts of COVID-19 and Equitable Policy Responses in Agriculture, Food Security and Nutrition*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. ([Lien](#))

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting Land and Natural Resources Tenure Rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))

³ USAID. 2020. *DRG and COVID-19 Trends Paper Series: Democratic Backsliding*. ([Lien](#))

⁴ Banque mondiale 2021. « Urgent, Effective Action Required to Quell the Impact of COVID-19 on Education Worldwide. » *Banque mondiale*. ([Lien](#))

⁵ USAID. 2020. *Preventing a Water and Sanitation Crisis: COVID-19 Stories from the Field*. ([Lien](#))

⁶ Global Network of Women Peacebuilders. s.d. « Impact on Women and Gender Equality. » Consulté le 11 février 2021. ([Lien](#))

⁷ Azcona, Ginette, Antra Bhatt, Jessamyn Encarnacion, Juncal Plazaola-Castaño, Papa Seck, Silke Staab et Laura Turquet. 2020. *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*. ONU Femmes. ([Lien](#))

⁸ L'expression « dans toute leur diversité » est utilisée pour indiquer que, lorsque les femmes ou les hommes sont mentionnés, il s'agit de catégories hétérogènes, notamment en ce qui concerne leur sexe, leur identité de genre, leur expression de genre ou leurs caractéristiques sexuelles. Elle affirme l'engagement de l'USAID à ne laisser personne de côté et à atteindre l'égalité des genres pour tous, indépendamment du sexe, de l'origine raciale ou ethnique, de la religion ou des croyances, de l'invalidité, de l'âge, de l'orientation sexuelle ou de l'identité ou de l'expression de genre.

⁹ La méthodologie d'évaluation rapide (MER) a été élaborée dans les années 1970, afin de « souligner l'importance et la pertinence des connaissances locales situationnelles, et d'obtenir les grandes choses de manière générale plutôt que d'obtenir une précision statistique ». La MER « s'appuie sur l'évaluation rurale participative—une gamme d'approches, de méthodes et d'outils utilisés par les chercheurs de terrain pour encourager les communautés locales à analyser et à évaluer les diverses conditions locales ». Ses limites sont qu'elle ne peut pas fournir d'informations généralisables pour de larges populations et qu'elle peut être potentiellement peu fiable.

¹⁰ Il est recommandé que l'examen des données secondaires comprenne environ 20 à 30 documents.

¹¹ Lahiri-Dutt, Kuntala, Arnab Chakraborty et Sourav Bag. 2020. *Conducting Feminist Research During Lockdown: How the Pandemic Is Affecting Women?* ([Lien](#))

¹² Kumar, Krishna. 1993. *Rapid Appraisal Methods*. Banque mondiale.

¹³ Banyan Global. 2020. *USAID/Dominican Republic Preventing and Responding to COVID-19 in the Dominican Republic Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

¹⁴ Banyan Global. 2020. *USAID/Dominican Republic Preventing and Responding to COVID-19 in the Dominican Republic Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

¹⁵ Gender in Humanitarian Aid (GiHA), et GBV AoR. 2020. *The COVID-19 Outbreak and Gender: Key Advocacy Points from Asia and the Pacific*. ([Lien](#))

¹⁶ Rubenstein, Kim, Trish Bergin, et Pia Rowe. 2020. « Gender, Leadership, and Representative Democracy: The Differential Impacts of the Global Pandemic ». *Democratic Theory*. 7(2) Été 2020. 94-103. ([Lien](#))

¹⁷ Bali, Sulzhan, Roopa Dhatt, Arush Lal, Amina Jama, Kim Van Daalen et Devi Sridhar, Groupe de travail Genre et COVID-19. 2020. « Off the Back Burner : Diverse and Gender-inclusive Decision-making for COVID-19 Response and Recovery » *BMJ Global Health* 2017. ([Lien](#))

¹⁸ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))

¹⁹ Betron, Myra, Ann Gottert, Julie Pulerwitz, Dominick Shattuck, et Natacha Stevanovic-Feen. 2020. « Men and COVID-19: Adding a Gender Lens. » *Global Public Health*. Vol. 15, n° 7 : 1090-1092. ([Lien](#))

²⁰ El Feki, S., B. Heilman, et G. Barker. 2017. *Understanding Masculinities: Results from the International Men and*

Gender Equality Survey (IMAGES)—Middle East and North Africa. Le Caire et Washington, D.C. : PROMUNDO. ([Lien](#))

²¹ Bagherpour, Amir, et Ali Nouri. 2020. « COVID Misinformation Is Killing People: This 'Infodemic' Has to Stop. » *Scientific American Policy & Ethics Opinion*. ([Lien](#))

²² ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))

²³ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

²⁴ Banyan Global. 2020. *USAID/Niger Participatory Responsive Governance-Principal Activity COVID-Specific Gender Analysis*; et Banyan Global. 2020. *USAID/Peru Alliance for Social and Economic Recovery in the Peruvian Amazon Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

²⁵ Aggarwal, Ankita. 2020. « How COVID-19 Fuels the Digital Gender Divide. » *FES Gender and Social Justice News*. ([Lien](#))

²⁶ Passerelle FinDev. 2020. « Will the Pandemic Exacerbate or Mitigate the Digital Gender Gap? » *Blog FINDEV*. ([Lien](#))

²⁷ Aggarwal, Ankita. 2020. « How COVID-19 Fuels the Digital Gender Divide. » *FES Gender and Social Justice News*. ([Lien](#))

²⁸ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))

²⁹ Gender in Humanitarian Aid (GiHA), et GBV AoR. 2020. *The COVID-19 Outbreak and Gender: Key Advocacy Points from Asia and the Pacific*. ([Lien](#))

³⁰ USAID. 2020. *COVID-19: Democracy, Human Rights, and Governance Issues and Potential USAID Response*. ([Lien](#))

³¹ Venkatesh Reddy, B., et Arti Gupta. 2020. « Importance of Effective Communication During COVID-19 Infodemic. » *Journal of Family Medicines and Primary Care*. 9(8)3793-3796. ([Lien](#))

³² Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Interim Guidance: Gender Alert for COVID-19 Outbreak*. ([Lien](#))

³³ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

³⁴ Bagherpour, Amir, et Ali Nouri. 2020. « COVID Misinformation is Killing People: This 'Infodemic' Has to Stop. » *Scientific American Policy & Ethics Opinion*. ([Lien](#))

³⁵ USAID. 2020. *Digital Strategy 2020–2024*.

³⁶ IFC. 2020. *COVID-19 and Gender Equality: Six Actions for the Private Sector*. ([Lien](#))

³⁷ Aggarwal, Ankita. 2020. « How COVID-19 Fuels the Digital Gender Divide. » *FES Gender and Social Justice News*. ([Lien](#))

³⁸ Highet, Catherine, Arisha Salman, et Nisha Singh. 2020. « The Digital Gender Divide Won't Close by Itself—Here's Why. » *CGAP Blog*. ([Lien](#))

³⁹ Nefesh-Clarke, Lindsey, Barbara Orser, et Margo Thomas. 2020. « COVID-19 Response Strategies, Addressing Digital Gender Divides. » *Aperçus du G20*. ([Lien](#))

⁴⁰ O'Donnell, Megan. 2020. « Preventing a 'Return to Normal': Addressing Violence against Women during COVID-19. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))

⁴¹ Les analyses de genre dans le contexte de la pandémie de COVID 2020/2021 que Banyan Global a réalisées pour les activités de l'USAID au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Gambie, en Inde, au Niger et au Pérou ont identifié que les incidences des VBG avaient augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19.

⁴² UNICEF. 2020. *Issue Brief: COVID-19 and Girls' Education in East Asia and Pacific*. ([Lien](#))

⁴³ Fraser, Erica. 2020. *Impact of COVID-19 Pandemic on Violence against Women and Girls*. ([Lien](#))

⁴⁴ Mendez Acosta, Amina, et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))

⁴⁵ Blogueuse invitée de Women Around the World. 2020. « The Evolution of Human Trafficking During the COVID-19 Pandemic. » *Blog du Council on Foreign Relations*. ([Lien](#))

⁴⁶ Fraser, Erica. 2020. *Impact of COVID-19 Pandemic on Violence against Women and Girls*. ([Lien](#))

⁴⁷ Mendez Acosta, Amina et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))

-
- ⁴⁸ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ⁴⁹ Habib, Jacky. 2020. « Activists in Kenya Say Coronavirus Lockdowns Could Be Increasing Girls' Likelihood of Facing Genital Cutting. » CARE. ([Lien](#))
- ⁵⁰ Yaker, Robyn, et Dorcas Erskine. 2020. *GBV Case Management and the COVID-19 Pandemic*. GBV AoR Helpdesk. ([Lien](#))
- ⁵¹ Banyan Global. 2020. *USAID/Central Asia Safe Migration in Central Asia Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ⁵² Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ⁵³ Campanella, Sabrina. 2020. « The Relentless Destruction of COVID-19 and the Need for an Intersectional Gender Equality Pandemic Recovery Plan. » *Webinaire sur le genre et COVID-19*. ([Lien](#))
- ⁵⁴ Peterman, Amber, et Megan O'Donnell. 2020. *COVID-19 and Violence against Women and Children: A Second Research Roundup*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ⁵⁵ Pearce, Emma. 2020. *Disability Considerations in GBV Programming During the COVID-19 Pandemic*. ([Lien](#))
- ⁵⁶ Lebanon In-Country PSEA Network. 2020. *COVID-19 and Prevention of Sexual Exploitation and Abuse*. PSEA Guidance Note No. 1, 2020. ([Lien](#))
- ⁵⁷ Inter-Agency Standing Committee. 2018. *How to Support a Survivor of Gender-based Violence When There is no GBV Actor in your Area*. ([Lien](#))
- ⁵⁸ Ibid.
- ⁵⁹ CARE & IRC. 2020. *Global Rapid Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ⁶⁰ DownToEarth. 2020. *Sexual and Gender-based Violence during COVID-19: Lessons from Ebola*. ([Lien](#))
- ⁶¹ Sharma, Vandana, Emily Ausubel, Christine Heckman, Erin Patrick, Dimple Save et Jocelyn T.D. Kelly. 2021. « Mitigating Gender-Based Violence Risk in the Context of COVID-19: Lessons from Humanitarian Crises » *BMJ Global Health* 2021;6:e005448. ([Lien](#))
- ⁶² O'Donnell, Megan. 2020. « Preventing a 'Return to Normal': Addressing Violence against Women during COVID-19. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ⁶³ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ⁶⁴ Peterman, Amber, et Megan O'Donnell. 2020. *COVID-19 and Violence against Women and Children: A Second Research Roundup*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ⁶⁵ Kluger, Hon. Judy H. 2020. *An Update From Sanctuary for Families Regarding COVID-19*. Sanctuary for Families. ([Lien](#))
- ⁶⁶ Campanella, Sabrina. 2020. « The Relentless Destruction of COVID-19 and the Need for an Intersectional Gender Equality Pandemic Recovery Plan. » *Gender and COVID-19 Webinar*. ([Lien](#))
- ⁶⁷ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ⁶⁸ Ibid.
- ⁶⁹ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ⁷⁰ Ibid.
- ⁷¹ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))

-
- ⁷² UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ⁷³ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))
- ⁷⁴ FNUAP. 2020. *Why Consider Using Cash and Voucher Assistance in the COVID-19 Context*. ([Lien](#))
- ⁷⁵ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))
- ⁷⁶ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ⁷⁷ Ibid.
- ⁷⁸ Sharma, Vandana, Emily Ausubel, Christine Heckman, Erin Patrick, Dimple Save et Jocelyn T.D. Kelly. 2021. « Mitigating Gender-Based Violence Risk in the Context of COVID-19: Lessons from Humanitarian Crises » *BMJ Global Health* 2021;6:e005448. ([Lien](#))
- ⁷⁹ Promundo. 2020. *Masculinities and COVID-19: Making the Connections*. ([Lien](#))
- ⁸⁰ GBV AoR. 2020. *GBV Case Management and the COVID Pandemic*. ([Lien](#))
- ⁸¹ GBV AoR. 2021. *COVID-19 Guidance on Remote GBV Services Focusing on Phone-based Case Management and Hotlines*. ([Lien](#))
- ⁸² O'Donnell, Megan. 2020. « Preventing a 'Return to Normal': Addressing Violence against Women during COVID-19. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ⁸³ Gender in Humanitarian Aid (GiHA), et GBV AoR. 2020. *The COVID-19 Outbreak and Gender: Key Advocacy Points from Asia and the Pacific*. ([Lien](#))
- ⁸⁴ O'Donnell, Megan. 2020. « Preventing a 'Return to Normal': Addressing Violence against Women during COVID-19. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ⁸⁵ Fraser, Erica. 2020. *Impact of COVID-19 Pandemic on Violence against Women and Girls*. ([Lien](#))
- ⁸⁶ O'Donnell, Megan. 2020. « Preventing a 'Return to Normal': Addressing Violence against Women during COVID-19. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ⁸⁷ Ibid.
- ⁸⁸ Peterman, Amber, et Megan O'Donnell. 2020. *COVID-19 and Violence against Women and Children: A Second Research Roundup*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ⁸⁹ Ibid.
- ⁹⁰ USAID. 2020. *USAID Protection from Sexual Exploitation and Abuse (PSEA) Policy*. ([Lien](#))
- ⁹¹ CARE & IRC. 2020. *Global Rapid Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ⁹² Huyer, Sophia, Mulema, Annet Abenakyo, et K. Freeman. 2020. *Equality in a Post-Pandemic Era: Gender, COVID-19, Agriculture and Climate Change*. Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR). ([Lien](#))
- ⁹³ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#))
- ⁹⁴ Ibid.
- ⁹⁵ Plan International. s.d. *Bridging the Gender Digital Divide*. Consulté le 21 février 2021. ([Lien](#))
- ⁹⁶ Union internationale des télécommunications. 2019. *Les nouvelles données de l'UIT révèlent une utilisation croissante d'Internet, mais un fossé numérique qui se creuse entre les hommes et les femmes*. ([Lien](#))
- ⁹⁷ Salcedo-La Vina, Singh, Ruchika, et Elwell, Natalie. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute*, September 21, 2020. ([Lien](#))
- ⁹⁸ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#))
- ⁹⁹ ACDI-VOCA. 2020. *Gender and Social Inclusion and COVID-19: Impacts and Recommendations for Agriculture and Market Systems Project Implementation*. ([Lien](#))
- ¹⁰⁰ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#))
- ¹⁰¹ Ibid.
- ¹⁰² ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery*. ([Lien](#))
- ¹⁰³ Banyan Global. 2020. *USAID/India REVIVE Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹⁰⁴ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#))

-
- ¹⁰⁵ ACDI-VOCA. 2020. *Gender and Social Inclusion and COVID-19: Impacts and Recommendations for Agriculture and Market Systems Project Implementation*. ([Lien](#))
- ¹⁰⁶ Schmidt, Laura. 2020. « Addressing Gender-Based Violence from an Agriculture Perspective Amid COVID-19 and Beyond. » Agrilinks. ([Lien](#))
- ¹⁰⁷ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting Land and Natural Resources Tenure Rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))
- ¹⁰⁸ Waskow, David, et Mathilde Bouye. 2020. « 4 Priorities for Climate Action and Social Equality in the COVID-19 Recovery. » World Resources Institute. ([Lien](#)) ; et Forsythe, Lora, June Po et Fiorella Picchioni. 2020. « Impacts of COVID-19 on Food Systems: the Gender and Inequalities Perspective. » *Natural Resource Institute, Université de Greenwich*. ([Lien](#))
- ¹⁰⁹ Forsythe, Lora, June Po, et Fiorella Picchioni. 2020. « Impacts of COVID-19 on Food Systems: the Gender and Inequalities Perspective. » *Natural Resource Institute, Université de Greenwich*. ([Lien](#))
- ¹¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. « Gendered impacts of COVID-19 and Equitable Policy Responses in Agriculture, Food Security and Nutrition. » ([Lien](#))
- ¹¹¹ Banyan Global. 2020. *USAID/Niger Participatory Responsive Governance—Principal Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹¹² Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute*. ([Lien](#))
- ¹¹³ Ragasa, C. et Lambrecht, I. 2020. « COVID-19 and the food system: setback or opportunity for gender equality? » *Food Security* 12: 877-880. ([Lien](#))
- ¹¹⁴ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Interim Guidance: Gender Alert for COVID-19 Outbreak*. ([Lien](#))
- ¹¹⁵ Tabbush, Constanza. 2021. « Expert's Take: Five steps to make the COVID-19 social protection and jobs responses work better for women. » ONU Femmes. ([Lien](#))
- ¹¹⁶ CARE. 2020. *Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings*. ([Lien](#))
- ¹¹⁷ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ¹¹⁸ Catholic Relief Services. 2020. *Guidance on Agriculture and Livelihoods Programming During the COVID-19 Pandemic*. ([Lien](#))
- Dayton, Kristen et Jenn Williamson. 2020. *Women's Empowerment in Agriculture Is Essential to COVID-19 Survival and Recovery*. Agrilinks. ([Lien](#))
- ¹²⁰ Ibid.
- ¹²¹ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » Agrilinks. ([Lien](#))
- ¹²² Decker, Alison, Patricia Van De Velde, et Joao Montalvao. 2020. « COVID-19: A Pivotal Moment to Support Women Farmers. » *World Bank Blogs*. ([Lien](#))
- ¹²³ Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute*. ([Lien](#))
- ¹²⁴ Banyan Global. 2020. *USAID/Peru Alliance for Social and Economic Recovery in the Peruvian Amazon Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹²⁵ Mujawamariya, Gaudiose. 2020. « The Critical Role of Women in Avoiding a Covid-19 “Food Pandemic” in sub-Saharan Africa. » *Inter Press Service*. ([Lien](#))
- ¹²⁶ Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute*. ([Lien](#))
- ¹²⁷ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting Land and Natural Resources Tenure Rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))
- ¹²⁸ Banyan Global. 2020. *USAID/Peru Alliance for Social and Economic Recovery in the Peruvian Amazon Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹²⁹ Banque mondiale. 2020. « Supporting Women Throughout the Coronavirus Emergency Response and Economic Recovery. » ([Lien](#))

-
- ¹³⁰ Banque mondiale. 2020. « Supporting Women Throughout the Coronavirus Emergency Response and Economic Recovery. » ([Lien](#))
- ¹³¹ Choularton, Richard et Meredith Mallory. 2020. *How to Address the Impact of COVID-19 on Global Food Systems*. Devex. ([Lien](#))
- ¹³² Mujawamariya, Gaudiose. 2020. « The Critical Role of Women in Avoiding a Covid-19 “Food Pandemic” in sub-Saharan Africa. » *Inter Press Service*. ([Lien](#))
- ¹³³ Ragasa, Catherine, et Isabel Lambrecht. 2020. « COVID-19 and the food system: setback or opportunity for gender equality? » *Food Security* 12: 877-880. ([Lien](#))
- ¹³⁴ Hidrobo, Melissa, Neha Kumar, Tia Palermo, Amber Peterman et Shalini Roy. 2020. « Why Gender-Sensitive Social Protection is Critical to the COVID-19 Response in Low- and Middle-Income Countries. » *Center for Global Development*. ([Lien](#))
- ¹³⁵ Abay, Kibrom A., Berhane, Guush, Hoddinott, John F., et Tafere, Kibrom. 2020. « COVID-19 and Food Security in Ethiopia: Do Social Protection Programs Protect? » International Food Policy Research Institute Discussion Paper 1972. ([Lien](#))
- ¹³⁶ Hidrobo, Melissa, Neha Kumar, Tia Palermo, Amber Peterman et Shalini Roy. 2020. *Gender-Sensitive Social Protection: A Critical Component of COVID-19 Response in Low- and Middle-Income Countries*. International Food Policy Research Institute (IFPRI) Issue Brief Avril 2020. Washington, DC : IFPRI. ([Lien](#))
- ¹³⁷ Banque mondiale. 2020. « Supporting Women Throughout the Coronavirus Emergency Response and Economic Recovery. » ([Lien](#))
- ¹³⁸ Decker, Alison, Patricia Van De Velde, et Joao Montalvao. 2020. « COVID-19: A pivotal moment to support women farmers. » World Bank Blogs. ([Lien](#))
- ¹³⁹ Dasgupta, Jashodhara, et Sona Mitra. 2020. « A Gender-responsive Policy and Fiscal Response to the Pandemic. » *Economic Political Weekly* 55(22). ([Lien](#))
- ¹⁴⁰ Harris, Jody. 2020. « Diets in a time of coronavirus: Ne laissez pas les légumes tomber de l’assiette. » IFPRI Blog. ([Lien](#))
- ¹⁴¹ Dasgupta, Jashodhara, et Sona Mitra. 2020. « A Gender-responsive Policy and Fiscal Response to the Pandemic. » *Economic Political Weekly* 55(22). ([Lien](#))
- ¹⁴² Diallo, Bobo, Seemin Qayum, et Silke Staab. 2020. *COVID-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation for a Gender-Responsive Recovery*. Policy Brief # 16. ONU Femmes. ([Lien](#))
- ¹⁴³ Diallo, Bobo, Seemin Qayum, et Silke Staab. 2020. *COVID-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation for a Gender-Responsive Recovery*. Policy Brief # 16. ONU Femmes. ([Lien](#))
- ¹⁴⁴ Ibid.
- ¹⁴⁵ Schmidt, Laura. 2020. « Addressing Gender-Based Violence from an Agriculture Perspective Amid COVID-19 and Beyond. » Agrilinks. ([Lien](#))
- ¹⁴⁶ Ibid.
- ¹⁴⁷ USAID. 2020. « Democratic Backsliding Amid COVID-19. » ([Lien](#))
- ¹⁴⁸ World Justice Project. 2020. *Fundamental Rights and the COVID-19 Pandemic*. ([Lien](#))
- ¹⁴⁹ International Development Law Organization. 2020. *Rule of Law and COVID-19 Policy Brief*. ([Lien](#))
- ¹⁵⁰ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹⁵¹ ONU Femmes. 2020. *Gender Responsive Budgeting in the Context of COVID-19*. ([Lien](#))
- ¹⁵² Edelman, Richard. 2021. « Pandemic Fuels Culture of Institutional Mistrust. » *Forum économique mondial*. ([Lien](#))
- ¹⁵³ Ibid.
- ¹⁵⁴ Mahdawi, Arwa. 2020. « If Women are Hesitant about the Vaccine, It’s because the Health Industry Hasn’t Earned Their Trust. » *The Guardian*. ([Lien](#))
- ¹⁵⁵ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹⁵⁶ USAID. 2020. *COVID-19: Democracy, Human Rights, and Governance Issues and Potential USAID Response*. ([Lien](#))
- ¹⁵⁷ Brechenmacher, Saskia et Caroline Hubbard. 2020. *How the Coronavirus Risks Exacerbating Women’s Political Exclusion*. Carnegie Endowment for International Peace et National Democratic Institute. ([Lien](#))
- ¹⁵⁸ Ibid.
- ¹⁵⁹ Inter-Parliamentary Union. 2020. *Women in Parliament in 2020: The Year in Review*.

-
- ¹⁶⁰ Recherche d'un terrain d'entente. 2020. *Gender & the COVID-19 Crisis in Conflict-Affected Contexts*. ([Lien](#))
- ¹⁶¹ ONU Femmes. 2020. *COVID-19 and Conflict: Advancing Women's Meaningful Participation in Ceasefires and Peace Processes*. Policy Brief No. 19. ([Lien](#))
- ¹⁶² Recherche d'un terrain d'entente. 2020. *Gender & the COVID-19 Crisis in Conflict-Affected Contexts*. ([Lien](#))
- ¹⁶³ Brechenmacher, Saskia, et Caroline Hubbard. 2020. *How the Coronavirus Risks Exacerbating Women's Political Exclusion*. Carnegie Endowment for International Peace et National Democratic Institute. ([Lien](#))
- ¹⁶⁴ Yayboke, Erol, et Hareem F. Abdullah. 2020. *Elevating Women Peacebuilders Amidst COVID-19*. CSIS Brief, août 2020. ([Lien](#))
- ¹⁶⁵ Brechenmacher, Saskia, et Caroline Hubbard. 2020. *How the Coronavirus Risks Exacerbating Women's Political Exclusion*. Carnegie Endowment for International Peace et National Democratic Institute. ([Lien](#))
- ¹⁶⁶ Global Network of Women Peacebuilders. 2020. « Impact on Women's Rights Organizations and Peacebuilding Organizations: Increase Risk for Women Peacebuilders, Women Human Rights Defenders (WHRDs), and Social Leaders. » ([Lien](#))
- ¹⁶⁷ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ¹⁶⁸ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))
- ¹⁶⁹ Arab Renaissance and Recovery for Development. 2020. *The Impact of COVID on Women's Access to Justice in Jordan*. ([Lien](#))
- ¹⁷⁰ USAID. 2020. *DRG and COVID-19 Trends Paper Series: Democratic Backsliding*. ([Lien](#))
- ¹⁷¹ USAID. 2020. *DRG and COVID-19 Trends Paper Series: Democratic Backsliding*. ([Lien](#))
- ¹⁷² USAID. 2020. *COVID-19: Democracy, Human Rights, and Governance Issues and Potential USAID Response*. ([Lien](#))
- ¹⁷³ International Development Law Organization. 2020. *Rule of Law and COVID-19 Policy Brief*. ([Lien](#))
- ¹⁷⁴ USAID. 2020. *DRG and COVID-19 Trends Paper Series: Democratic Backsliding*. ([Lien](#))
- ¹⁷⁵ Ibid.
- ¹⁷⁶ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ¹⁷⁷ Ibid.
- ¹⁷⁸ Ibid.
- ¹⁷⁹ Brechenmacher, Saskia et Caroline Hubbard. 2020. *How the Coronavirus Risks Exacerbating Women's Political Exclusion*. Carnegie Endowment for International Peace et National Democratic Institute. ([Lien](#))
- ¹⁸⁰ USAID. 2020. *COVID-19: Democracy, Human Rights, and Governance Issues and Potential USAID Response*. ([Lien](#))
- ¹⁸¹ USAID. 2020. *COVID-19: Democracy, Human Rights, and Governance Issues and Potential USAID Response*. ([Lien](#))
- ¹⁸² Yayboke, Erol, et Hareem F. Abdullah. 2020. *Elevating Women Peacebuilders Amidst COVID-19*. CSIS Brief, août 2020. ([Lien](#))
- ¹⁸³ ONU Femmes. « 20 Year On, COVID-19, Conflict, and Backlash Test the Women, Peace, and Security Agenda. » *ONU Femmes Europe et Asie centrale*. ([Lien](#))
- ¹⁸⁴ Yayboke, Erol, et Hareem F. Abdullah. 2020. *Elevating Women Peacebuilders Amidst COVID-19*. CSIS Brief, août 2020. ([Lien](#))
- ¹⁸⁵ Ibid.
- ¹⁸⁶ Ibid.
- ¹⁸⁷ Ellis Adjei Adams, Yenupini Joyce Adams, et Christa Koki. 2021. « Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) Insecurity will Exacerbate the Toll of COVID-19 on Women and Girls in Low-Income Countries. » *Sustainability: Science, Practice and Policy*. 17(1): 86-90. ([Lien](#))
- ¹⁸⁸ Ibid.
- ¹⁸⁹ Ibid.
- ¹⁹⁰ CARE International. 2020. *Analyse Rapide Genre—COVID-19 Haiti*. ([Lien](#))
- ¹⁹¹ CARE International. 2020. *Regional Mekong Rapid Gender Analysis COVID-19*. ([Lien](#))
- ¹⁹² Ellis Adjei Adams, Yenupini Joyce Adams, et Christa Koki. 2021. « Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) Insecurity will Exacerbate the Toll of COVID-19 on Women and Girls in Low-Income Countries. » *Sustainability: Science, Practice and Policy*. 17(1): 86-90. ([Lien](#))
- ¹⁹³ CARE International. 2020. *Regional Mekong Rapid Gender Analysis COVID-19*. ([Lien](#))

-
- ¹⁹⁴ Ibid.
- ¹⁹⁵ Benini, Desideria. 2021. « The Gendered Impacts of the COVID-19 Pandemic on Women and Girls. » *WaterAid*. ([Lien](#))
- ¹⁹⁶ CARE International. 2020. *Regional Mekong Rapid Gender Analysis COVID-19*. ([Lien](#))
- ¹⁹⁷ India New England News. 2021. *How COVID-19 Impacted Menstrual Hygiene in India's Rural and Semi-Urban Regions*. ([Lien](#))
- ¹⁹⁸ Ellis Adjei Adams, Yenupini Joyce Adams, et Christa Koki. 2021. « Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) Insecurity will Exacerbate the Toll of COVID-19 on Women and Girls in Low-Income Countries. » *Sustainability: Science, Practice and Policy*. 17(1): 86-90. ([Lien](#))
- ¹⁹⁹ Ibid.
- ²⁰⁰ Banque mondiale. 2020. *In Times of COVID-19, the Future of Education Depends on the Provision of Water, Sanitation, and Hygiene Services*. ([Lien](#))
- ²⁰¹ Ellis Adjei Adams, Yenupini Joyce Adams, et Christa Koki. 2021. « Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) Insecurity will Exacerbate the Toll of COVID-19 on Women and Girls in Low-Income Countries. » *Sustainability: Science, Practice and Policy*. 17(1): 86-90. ([Lien](#))
- ²⁰² Meaney-Davis, Jessie. 2020. *Why People with Disabilities Are Disproportionately Impacted by COVID-19*. ([Lien](#))
- ²⁰³ White, Sian. 2021. *Summary Report on Considering Gender in COVID-19 Hygiene Promotion Programmes*. ([Lien](#))
- ²⁰⁴ Duarte Muximpua, Odete, et Lucia Nhampossa. 2020. « In Times of COVID-19, the Future of Education Depends on the Provision of Water, Sanitation, and Hygiene Services. » *World Bank Blogs*. ([Lien](#))
- ²⁰⁵ UNICEF. 2020. *Guidance Notes on Reopening Schools in the Context of COVID-19 for School Administrators and Principals in Latin America and the Caribbean*. ([Lien](#))
- ²⁰⁶ Global Education Cluster. 2020. *Safe Back to School: A Practitioner's Guide*. ([Lien](#))
- ²⁰⁷ White, Sian. 2021. *Summary Report on Considering Gender in COVID-19 Hygiene Promotion Programmes*. ([Lien](#))
- ²⁰⁸ India New England News. 2021. *How COVID-19 Impacted Menstrual Hygiene in India's Rural and Semi-Urban Regions*. ([Lien](#))
- ²⁰⁹ USAID. 2020. *Menstrual Disposal, Waste Management & Laundering in Emergencies: A Compendium*.
- ²¹⁰ USAID. 2020. *Technical Brief 4: Gender Equality and Female Empowerment in WASH*. ([Lien](#))
- ²¹¹ UNICEF. 2020. *GBV Risk Mitigation in WASH for COVID-19 Pandemic* (podcast). ([Lien](#))
- ²¹² Ibid.
- ²¹³ Banyan Global. 2020. *USAID/Sahel Regional Office TerresEauVie Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ²¹⁴ UNICEF. 2020. *GBV Risk Mitigation in WASH for COVID-19 Pandemic* (podcast). ([Lien](#))
- ²¹⁵ Jenkins, Robert, et Rebecca Winthrop. 2020. *5 Actions to Bring the Most Marginalized Girls Back to School after COVID 19*. Brookings Institute. ([Lien](#))
- ²¹⁶ Malala Fund. 2020. *Girls' Education and COVID: What Past Shocks Can Teach Us About Mitigating the Impact of Pandemics*. ([Lien](#))
- ²¹⁷ O'Donnell, Megan, Maryam Akmal et Susannah Hares. 2020. *A New Survey on the Risks of School Closures for Girls*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- Malala Fund. 2020. *Girls' Education and COVID: What Past Shocks Can Teach Us About Mitigating the Impact of Pandemics*. ([Lien](#))
- ²¹⁸ INEE. 2020. *An Inclusive Response to COVID-19: Ensuring Education for All*. Présentation du webinaire, le 17 septembre 2020. ([Lien](#))
- ²¹⁹ USAID. 2020. *Reigniting Learning: Strategies for Accelerating Learning Post-Crisis: A Review of Evidence*. ([Lien](#))
- ²²⁰ Jenkins, Robert, et Rebecca Winthrop. 2020. *5 Actions to Bring the Most Marginalized Girls Back to School after COVID-19*. Brookings Institute. ([Lien](#))
- ²²¹ UNICEF. 2020. *Guidance on Distance Learning Modalities To Reach All Children During School Closures*. ([Lien](#))
- ²²² The Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI et UNICEF. 2020. *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*. ([Lien](#))
- ²²³ UNICEF. 2020. *COVID-19 Response: Considerations for Children and Adults with Disabilities*. ([Lien](#))

-
- ²²⁴ UNESCO. 2020. *Addressing the Gender Dimensions of COVID-related School Closures*. UNESCO COVID-19 Education Response. Education Issue Notes. Note d'édition n° 3.1 août 2020. ([Lien](#))
- ²²⁵ The Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI et UNICEF. 2020. *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*. ([Lien](#))
- ²²⁶ Brookings Institution. 2021. *Report: Gender-Based Violence in Primary Schools*. ([Lien](#))
- ²²⁷ Kennedy, Dasmine. 2021. *Gender-Based Violence in Primary Schools: Jamaica*. Echidna Global Scholar Alumni Brief Series. Washington, DC : Brookings Institution. ([Lien](#))
- ²²⁸ UNICEF. 2020. *COVID-19 and Girls' Education in East Asia and Pacific*. UNICEF Education COVID-19 Response Issue Brief, octobre 2020. ([Lien](#))
- ²²⁹ World Childhood Foundation, End Violence Against Children, UNESCO, UNICEF, UNODC, WeProtect Global Alliance et Organisation mondiale de la santé. 2020. *COVID-19 and Its Implications for Protecting Children Online*. ([Lien](#))
- ²³⁰ Global Working Group to End School-Related Gender-Based Violence. 2020. *COVID-19: Policy Brief and Recommendations: Strengthening Efforts to Prevent and Respond to School-Related Gender-Based Violence as Schools Reopen*. ([Lien](#))
- ²³¹ Kennedy, Dasmine. 2021. *Gender-Based Violence in Primary Schools: Jamaica*. Echidna Global Scholar Alumni Brief Series. Washington, DC : Brookings Institution. ([Lien](#))
- ²³² O'Donnell, Megan, Maryam Akmal et Susannah Hares. 2020. *A New Survey on the Risks of School Closures for Girls*. Center for Global Development. ([Lien](#)) ; Fonds Malala. 2020. *Girls' Education and COVID: What Past Shocks Can Teach Us About Mitigating the Impact of Pandemics*. ([Lien](#))
- ²³³ O'Donnell, Megan, Maryam Akmal et Susannah Hares. 2020. *A New Survey on the Risks of School Closures for Girls*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ²³⁴ UNICEF. 2020. *Supplemental Guidance for COVID-19 Prevention and Control in Schools Annexes. Annexe C : Mental Health and Psycho-Social Support (MHPSS)*. ([Lien](#))
- ²³⁵ The MHPSS Collaborative et Save the Children. 2020. *Tips for Parents and Caregivers During COVID-19 School Closures: Supporting Children's Wellbeing and Learning*. ([Lien](#))
- ²³⁶ USAID. 2020. *Best Practices on Effective SEL/Soft Skills Interventions in Distance Learning*. ([Lien](#))
- ²³⁷ ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))
- ²³⁸ Ruxton, Sandy et Burrell, Stephen R. 2020. *Masculinities and COVID-19: Making the Connections*. Washington, DC : Promundo-US. ([Lien](#))
- ²³⁹ ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))
- ²⁴⁰ UNICEF. 2020. *Responding to the Mental Health and Psychosocial Impact of COVID-19 on Children and Families*. Child Protection Learning Brief #2, 10 octobre 2020. ([Lien](#))
- ²⁴¹ USAID. 2020. *Best Practices on Effective SEL/Soft Skills Interventions in Distance Learning*. ([Lien](#))
- ²⁴² Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response*. ([Lien](#))
- ²⁴³ Boisvert, Kayla, Nina Weisenhorn, et Jamie Bowen. 2020. *Returning to Learning During Crises: Decision-making and Planning Tools for Education Leaders*. USAID. ([Lien](#))
- ²⁴⁴ O'Donnell, Megan, Maryam Akmal et Susannah Hares. 2020. *A New Survey on the Risks of School Closures for Girls*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ²⁴⁵ Giannini, Stefania. 2020. *COVID-19 School Closures around the World Will Hit Girls Hardest*. UNESCO. ([Lien](#))
- ²⁴⁶ Diamond, Gloria et Natasha Harris-Harb. 2020. *In Solidarity with Girls: Gender and Education in Crisis*. Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles ([Lien](#))
- ²⁴⁷ UNESCEO, UNICEF, Banque mondiale, Programme alimentaire mondial et UNHCR. 2020. *Supplement to Framework for Reopening Schools: Emergency Lessons from Country Experience in Managing the Process of Reopening Schools*. ([Lien](#))
- ²⁴⁸ UNESCO. 2020. *Addressing the Gender Dimensions of COVID-related School Closures*. UNESCO COVID-19 Education Response. Education Issue Notes. Note d'édition n° 3.1 août 2020. ([Lien](#))

-
- ²⁴⁹ USAID. 2020. *Reigniting Learning: Strategies for Accelerating Learning Post-Crisis: A Review of Evidence*. ([Lien](#))
- ²⁵⁰ Ibid.
- ²⁵¹ Ibid.
- ²⁵² Brossard, Matt, Manuel Cardoso, Akito Kamei, Sakshi Mishra, Suguru Mizunoya et Nicolas Reuge. *Parental Engagement in Children's Learning: Insights for Remote Learning Response pendant COVID-19*. Innocenti Research Brief. Septembre 2020. UNICEF. ([Lien](#))
- ²⁵³ FNUAP, Promundo et MenCare. 2018. *Engaging Men in Unpaid Care Work: An Advocacy Brief for Eastern Europe and Central Asia*. ([Lien](#))
- ²⁵⁴ Ibid.
- ²⁵⁵ UNICEF. 2020. *Responding to the Mental Health and Psychosocial Impact of COVID-19 on Children and Families*. Child Protection Learning Brief #2. ([Lien](#))
- ²⁵⁶ The Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI et UNICEF. 2020. *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*. ([Lien](#))
- ²⁵⁷ UNICEF. 2020. *Responding to the Mental Health and Psychosocial Impact of COVID-19 on Children and Families*. Child Protection Learning Brief #2. ([Lien](#))
- ²⁵⁸ Ibid.
- ²⁵⁹ USAID. 2020. *Best Practices on Effective SEL/Soft Skills Interventions in Distance Learning*. ([Lien](#))
- ²⁶⁰ The Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI et UNICEF. 2020. *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*. ([Lien](#))
- ²⁶¹ Global Working Group to End School-Related Gender-Based Violence. 2020. *COVID-19: Policy Brief and Recommendations: Strengthening Efforts to Prevent and Respond to School-Related Gender-Based Violence as Schools Reopen*. ([Lien](#))
- ²⁶² Kennedy, Dasmine. 2021. *Gender-Based Violence in Primary Schools: Jamaica*. Echidna Global Scholar Alumni Brief Series. Washington, DC : Brookings Institution. ([Lien](#))
- ²⁶³ Borkowski, Artur, Susannah Hares et Ana L. Minardi. 2020. *With Schools Closed, Hundreds of Millions of Children Are Not Receiving School Meals*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ²⁶⁴ Hagen-Zanker, Jessica, et al. 2017. *The Impact of Cash Transfers on Women and Girls*. Overseas Development Institute. ([Lien](#))
- ²⁶⁵ Nations Unies. 2020. « Invest in Rural Women, Help Them Build Resilience to Future Crises, Urges UN Chief. » *UN News*. ([Lien](#))
- ²⁶⁶ Ibid.
- ²⁶⁷ Decker, Alison, Patricia Van De Velde, et Joao Montalvao. 2020. « COVID-19: A Pivotal Moment to Support Women Farmers. » *World Bank Blogs*. ([Lien](#))
- ²⁶⁸ Advancing Rights in Southern Africa (ARISA). 2020. « Impact of COVID-19 on Women's Land Rights and Livelihoods in Southern Africa. » ([Lien](#))
- ²⁶⁹ Banyan Global. 2020. *USAID/Sahel Regional Office TerresEauVie Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ²⁷⁰ Patterson, Andrew. 2020. « COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality. » *Agrilinks*. ([Lien](#)) ; et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. « Gendered Impacts of COVID-19 and Equitable Policy Responses in Agriculture, Food Security and Nutrition. » ([Lien](#))
- ²⁷¹ Ibid.
- ²⁷² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Global Gender and Climate Alliance. 2016. *Training Module 4: Gender and Sustainable Energy*.
- ²⁷³ Habib, Margaret. 2020. « COVID-19 Exacerbates the Effects of Water Shortages on Women in Yemen. » *Wilson Center*. ([Lien](#))
- ²⁷⁴ Programme des Nations Unies pour l'environnement et ONU Femmes. 2020. *Gender and Climate Change in the Context of COVID-19*. ([Lien](#))
- ²⁷⁵ USAID. 2020. *Assessing the Effects of COVID-19 on Access to Water, Sanitation, and Hygiene in USAID High Priority and Strategy-Aligned Countries - Synthesis Report*. ([Lien](#))
- ²⁷⁶ Programme des Nations Unies pour l'environnement et ONU Femmes. 2020. *Gender and Climate Change in the Context of COVID-19*. ([Lien](#))

-
- ²⁷⁷ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Global Gender and Climate Alliance. 2016. *Training Module 4: Gender and Sustainable Energy*. PNUD.
- ²⁷⁸ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting land and Natural Resources Tenure rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))
- ²⁷⁹ UICN. 2020. *Gender-Based Violence Linkages and Environment Linkages*. ([Lien](#))
- ²⁸⁰ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ²⁸¹ Banque africaine de développement. 2016. *Women's Resilience: Integrating Gender in the Response to Ebola*. ([Lien](#))
- ²⁸² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting Land and Natural Resources Tenure Rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))
- ²⁸³ Boudreaux, Karol. 2020. « Women's Land Rights and COVID-19. » *New America*. ([Lien](#))
- ²⁸⁴ Advancing Rights in Southern Africa (ARISA). 2020. « Impact of COVID-19 on Women's Land Rights and Livelihoods in Southern Africa. » ([Lien](#))
- ²⁸⁵ Boudreaux, Karol. 2020. « Women's Land Rights and COVID-19. » *New America*. ([Lien](#))
- ²⁸⁶ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Global Gender and Climate Alliance. 2016. *Training Module 4: Gender and Sustainable Energy*. PNUD.
- ²⁸⁷ Ibid.
- ²⁸⁸ Ibid.
- ²⁸⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Protecting land and Natural Resources Tenure rights in the Era of COVID-19 by Heeding the Lessons from the Past*. ([Lien](#))
- ²⁹⁰ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action. 2020. *Social Protection and Child Protection: Working Together to Protect Children from the Impact of COVID-19 and Beyond*. ([Lien](#))
- ²⁹¹ Mendez Acosta, Amina, et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ²⁹² Gouvernement des États-Unis. 2012. *United States Government Action Plan on Children in Adversity: A Framework for International Assistance 2012–2017*. ([Lien](#))
- ²⁹³ Habib, Jacky. 2020. « Activists in Kenya Say Coronavirus Lockdowns Could Be Increasing Girls' Likelihood of Facing Genital Cutting. » CARE. ([Lien](#))
- ²⁹⁴ Banyan Global. 2020. *USAID/The Gambia Governance Reform Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ²⁹⁵ African Child Policy Forum et Plan International. 2020. *Under Siege : Impact of COVID-19 on Girls in Africa*. ([Lien](#))
- ²⁹⁶ Mendez Acosta, Amina, et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ²⁹⁷ Huebner, Gillian. 2020. *It's Time for Care, Prioritizing Quality Care for Children during the COVID-19 Pandemic : Challenges, Opportunities, and an Agenda for Action*. Better Care Network et UNICEF. ([Lien](#))
- ²⁹⁸ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action, End Violence Against Children, UNICEF, and WHO. 2020. *COVID-19-Protecting Children from Violence Abuse and Neglect in the Home*. ([Lien](#))
- ²⁹⁹ Ibid.
- ³⁰⁰ Peterman, Amber, et Megan O'Donnell. 2020. *COVID-19 and Violence against Women and Children: A Second Research Roundup*. Center for Global Development. ([Lien](#))
- ³⁰¹ CARE. 2020. *Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings*. ([Lien](#))
- ³⁰² ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))
- ³⁰³ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action, End Violence Against Children, UNICEF, and WHO. 2020. *COVID-19-Protecting Children from Violence Abuse and Neglect in the Home*. ([Lien](#))
- ³⁰⁴ Huebner, Gillian. 2020. *It's Time for Care, Prioritizing Quality Care for Children during the COVID-19 Pandemic : Challenges, Opportunities, and an Agenda for Action*. Better Care Network et UNICEF. ([Lien](#))
- ³⁰⁵ Gouvernement des États-Unis. 2012. *United States Government Action Plan on Children in Adversity: A Framework for International Assistance 2012-2017*. ([Lien](#))
- ³⁰⁶ Dressen, Thomas, et al. 2020. *Promising Practices for Equitable Remote Learning: Emerging Lessons from COVID-19 Education Responses in 127 Countries*. Innocenti Research Brief October 2020. UNICEF. ([Lien](#))

-
- ³⁰⁷ World Childhood Foundation, End Violence Against Children, UNESCO, UNICEF, UNODC, WeProtect Global Alliance et Organisation mondiale de la santé. 2020. *COVID-19 and Its Implications for Protecting Children Online*. ([Lien](#))
- ³⁰⁸ UNICEF. 2020. *Issue Brief: COVID-19 and Girls' Education in East Asia and Pacific*. ([Lien](#))
- ³⁰⁹ Ibid.
- ³¹⁰ Mendez Acosta, Amina, et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ³¹¹ Alliance for Child Protection in Humanitarian Action. « Technical Note: Protection of Children During the Coronavirus Pandemic (v.2). » ([Lien](#))
- ³¹² ONU Femmes. 2020. *COVID-19: How to Include Marginalized and Vulnerable People in Risk Communication and Community Engagement*. ([Lien](#))
- ³¹³ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action, End Violence Against Children, UNICEF et OMS. 2020. *COVID-19-Protecting Children from Violence Abuse and Neglect in the Home*. ([Lien](#))
- ³¹⁴ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action. « Technical Note: Protection of Children During the Coronavirus Pandemic (v.2). » ([Lien](#))
- ³¹⁵ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action, End Violence Against Children, UNICEF et OMS. 2020. *COVID-19-Protecting Children from Violence Abuse and Neglect in the Home*. ([Lien](#))
- ³¹⁶ The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action, Better Care Network, Save The Children et UNICEF. *Guidance for Alternative Care Provision During COVID-19*. 2020. ([Lien](#))
- ³¹⁷ Huebner, Gillian. 2020. *It's Time for Care, Prioritizing Quality Care for Children during the COVID-19 Pandemic : Challenges, Opportunities, and an Agenda for Action*. Better Care Network et UNICEF. ([Lien](#))
- ³¹⁸ Dressen, Thomas, et al. 2020. *Promising Practices for Equitable Remote Learning: Emerging Lessons from COVID-19 Education Responses in 127 Countries*. Innocenti Research Brief October 2020. UNICEF. ([Lien](#))
- ³¹⁹ World Childhood Foundation, End Violence Against Children, UNESCO, UNICEF, UNODC, WeProtect Global Alliance et Organisation mondiale de la santé. 2020. *COVID-19 and Its Implications for Protecting Children Online*. ([Lien](#))
- ³²⁰ Ibid.
- ³²¹ Mendez Acosta, Amina, et David Evans. 2020. « COVID-19 and Girls' Education: What We know So Far and What We Expect. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ³²² UNESCO. 2020. *Addressing the Gender Dimensions of COVID-related School Closures*. UNESCO COVID-19 Education Response. Education Issue Notes. Note thématique n° 3.1, août 2020. ([Lien](#))
- ³²³ Pour plus d'informations, veuillez consulter : Gouvernement des États-Unis. 2019. *Advancing Protection and Care for Children in Adversity: A U.S. Government Strategy for U.S. Government Assistance*. ([Lien](#))
- ³²⁴ Promundo. 2020. *La pandémie de COVID-19 exige que nous soyons attentifs à ceux qui font le travail de fourniture de soins—et à la manière dont nous les soutenons*. ([Lien](#))
- ³²⁵ Harman, Sophie. 2015. *Ebola, Gender and Conspicuously Invisible Women in Global Health Governance*. ([Lien](#))
- ³²⁶ Rubenstein, Kim, Trish Bergin et Pia Rowe. 2020. « Gender, Leadership, and Representative Democracy: The Differential Impacts of The Global Pandemic. » *Democratic Theory*. 7(2) Hiver 2020. 94-103. ([Lien](#))
- ³²⁷ Gender in Humanitarian Aid (GiHA), et GBV AoR. 2020. *The COVID-19 Outbreak and Gender: Key Advocacy Points from Asia and the Pacific*. ([Lien](#))
- ³²⁸ Haridasani Gupta, Alisha. 2020. « Why Women May Face a Greater Risk of Catching Coronavirus. » *New York Times*. Mis à jour le 16 novembre 2020 ([Lien](#))
- ³²⁹ Groupe de la Banque mondiale. 2020. *Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic*. Note de politique de la Banque mondiale du 26 avril 2020. ([Lien](#))
- ³³⁰ East, Sol, Tim Laurence, et Elva Lopez Mourelo. 2020. *COVID-19 and the Situation of Female Health Workers in Argentina*. OIT, FNUAP et ONU Femmes. ([Lien](#))
- ³³¹ Gordon, Mara. 2020. « Female Doctors Spend More Time with Patients, But Earn Less Money Than Men. » NPR. ([Lien](#))
- ³³² OCDE. 2019. « Women are Well-Represented in Health and Long-term Care Professions, but Often in Jobs with Poor Working Conditions. » *OECD Gender Equality*. ([Lien](#))

-
- ³³³ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ³³⁴ Ibid.
- ³³⁵ Ford, Liz. 2020. « Coronavirus Crisis May Deny 9.5 million Women Access to Family Planning. » *The Guardian*. ([Lien](#))
- ³³⁶ Polglase, Katie, Gianluca Mezzofiore et Max Foster. 2020. « Here's Why the Coronavirus May be Killing More Men than Women. The U.S. Should Take Note. » *CNN Health*. ([Lien](#))
- ³³⁷ Ruxton, Sandy, et Stephen R. Burrell. 2020. *Masculinities and COVID-19: Making the Connections*. Washington, D.C.: Promundo-US. ([Lien](#))
- ³³⁸ Ibid.
- ³³⁹ Timilsina, Amit. 2020. « Pandemic Putting Sexual and Reproductive Health in Nepal at Risk. » *Annapurna Express*. ([Lien](#))
- ³⁴⁰ Muthiani, Lydia, et Nelly Warega. 2020. *Part I: Health Care Information Access for Women During COVID-19 in East Africa*. Global Voices. ([Lien](#))
- ³⁴¹ Degnarain, Nishan. 2020. What It's Like Having a Child in the NICU During COVID-19. *Forbes*. ([Lien](#))
- ³⁴² Weigel, Gabriela. 2020. « Novel Coronavirus "COVID-19": Special Considerations for Pregnant Women. » *Kaiser Family Foundation*. ([Lien](#))
- ³⁴³ National Institutes of Health (NIH). 2021. « Severe COVID-19 in Pregnancy Associated with Preterm Birth, Other Complications. » *NIH Media Advisory*. ([Lien](#))
- ³⁴⁴ Yakovi Gan-Or, Nofar. 2020. « Going Solo: The Law and Ethics of Childbirth during the COVID-19 Pandemic. » *Journal of Law and the Biosciences*. 7(1): ([Lien](#))
- ³⁴⁵ McAdams, Ryan M. 2020. « Family Separation During COVID-19. » *Pediatric Research*. ([Lien](#))
- ³⁴⁶ Rosser, Erica N., Rosemary Morgan, Heang-Lee Tan, Kate Hawkins, Anne Ngunjiri, Amy Oyekunle, Brunah Schall, et al. 2021. *How to Create a Gender-Responsive Pandemic Plan: Addressing the Secondary Effects of COVID-19*. Gender and COVID-19 Project. ([Lien](#))
- ³⁴⁷ Ibid.
- ³⁴⁸ Campanella, Sabrina. 2020. « The Relentless Destruction of COVID-19 and the Need for an Intersectional Gender Equality Pandemic Recovery Plan. » *Gender and COVID-19 Webinar*. ([Lien](#))
- ³⁴⁹ Ruxton, Sandy, et Stephen R. Burrell. 2020. *Masculinities and COVID-19: Making the Connections*. Washington, D.C.: Promundo-US. ([Lien](#))
- ³⁵⁰ Ndugga, Nambi, Olivia Pham, Latoya Hill, Samantha Artiga, et Salem Mengistu. 2021. « Latest Data on COVID-19 Vaccinations Race/Ethnicity. » *Kaiser Family Foundation*. ([Lien](#))
- ³⁵¹ Lunskey, Yona. 2021. « People with Disabilities Put at Risk by COVID-19 Triage and Vaccine Priorities. » *The Conversation*. ([Lien](#))
- ³⁵² Bliss, Katherine E. 2020. « Gender and Immunizations Within the COVID-19 Landscape. » *Center for Strategic and International Studies*. ([Lien](#))
- ³⁵³ Guardian. 2020. Une augmentation considérable des MGF a été enregistrée en Somalie pendant la période de confinement du coronavirus.
- ³⁵⁴ Ibid.
- ³⁵⁵ Smith, Emma. 2020. *Maternal Health and COVID-19: The Race to Avert a Long-Term Crisis*. Devex. ([Lien](#))
- ³⁵⁶ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19*. ([Lien](#))
- ³⁵⁷ Ibid.
- ³⁵⁸ Sphere. 2020. *The Sphere Standards and the Coronavirus Response*. ([Lien](#))
- ³⁵⁹ Krubiner, Carleigh, Ruth R. Faden, et Ruth A. Karron. 2020. « FDA: Leave the Door Open to COVID-19 Vaccination for Pregnant and Lactating Health Workers. » *STAT*. ([Lien](#))
- ³⁶⁰ CDC. 2020. « COVID-19: Care for Pregnant People. » Mis à jour le 1^{er} décembre 2020 ([Lien](#))
- ³⁶¹ Ibid.
- ³⁶² IASC. 2015. *How to Support a GBV Survivor When a GBV Actor is Not Available in Your Area: A Step-by-Step Pocket Guide*. ([Lien](#))

-
- ³⁶³ IFC. 2020. *Bridging the Gap: Emerging Private Sector Response and Recovery Measures for Gender Equality amid COVID-19*. ([Lien](#))
- ³⁶⁴ ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery*. ([Lien](#))
- ³⁶⁵ Banyan Global. 2020. *USAID/India REVIVE Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ³⁶⁶ O'Donnell, Megan. 2021. « COVID-19 Recovery Provides a Unique Opportunity to Close the Gender Gap. » ([Lien](#))
- ³⁶⁷ ONU Femmes. 2020. *COVID-19 and its Economic Toll on Women: The Story Behind the Numbers*.
- ³⁶⁸ O'Donnell, Megan. 2021. « COVID-19 Recovery Provides a Unique Opportunity to Close the Gender Gap. » ([Lien](#))
- ³⁶⁹ OIT, FAO, FIDA et OMS. 2020. « Impact of COVID-19 on People's Livelihoods, their Health, and our Food Systems. » Déclaration commune. ([Lien](#))
- ³⁷⁰ Lauren Jacobson, Alexandra Regan, Shirin Heidari, et Monica Adhiambo Onyango. 2020. « Transactional Sex in the Wake of COVID-19: Sexual and Reproductive Health and Rights of the Forcibly Displaced. » *Sexual and Reproductive Health Matters*. 28 (1). ([Lien](#))
- ³⁷¹ Norwegian Refugee Council (NRC). 2020. *Downward Spiral : the Economic Impact of COVID-19 on Refugees and Displaced People*. ([Lien](#))
- ³⁷² Groupe de la Banque mondiale. 2020. *Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic*. Note de politique de la Banque mondiale du 26 avril 2020. ([Lien](#))
- ³⁷³ OIT. s.d. « Who Are Domestic Workers. » Consulté le 17 février 2021. ([Lien](#))
- ³⁷⁴ Le Nestour, Alexis, et Laura Moscoviz. 2020. « Six Things You Should Know about Female Teachers. » *Center for Global Development Blog*. ([Lien](#))
- ³⁷⁵ ONU Femmes. « Women in Informal Economy. » Consulté le 2 février 2021. ([Lien](#))
- ³⁷⁶ Groupe de la Banque mondiale. 2020. *Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic*. Note de politique de la Banque mondiale du 26 avril 2020. ([Lien](#))
- ³⁷⁷ Ragasa, Catherine, et Isabel Lambrecht. 2020. « COVID-19 and the Food System: Setback or Opportunity for Gender Equality? » *Food Security* 12: 877-880. ([Lien](#))
- ³⁷⁸ Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Interim Guidance: Gender Alert for COVID-19 Outbreak*. ([Lien](#))
- ³⁷⁹ Banyan Global. 2020. *USAID/Peru Alliance for Social and Economic Recovery in the Peruvian Amazon Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ³⁸⁰ Tabbush, Constanza. 2021. « Expert's Take: Five Steps to Make the COVID-19 Social Protection and Jobs Responses Work Better for Women » ONU Femmes. ([Lien](#))
- ³⁸¹ Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute*. ([Lien](#))
- ³⁸² Banyan Global. 2020. *USAID/Dominican Republic Preventing and Responding to COVID-19 in the Dominican Republic Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))
- ³⁸³ Diallo, Bobo, Seemin Qayum, et Silke Staab. 2020. *COVID-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation for a Gender-Responsive Recovery*. Policy Brief # 16. ONU Femmes. ([Lien](#))
- ³⁸⁴ Le Houerou, Philippe. 2020. « 4 Key Trends on how COVID has Impacted Women in Business. » *Forum économique mondial*. ([Lien](#))
- ³⁸⁵ Goldstein, Markus, Paula Gonzalez Martinez, Sreelakshmi Papineni et Joshua Wimpey. 2020. « The Global State of Small Business During COVID-19: Gender Inequalities. » *Banque mondiale. Let's Talk Development*. ([Lien](#))
- ³⁸⁶ ONU Femmes. 2020. « COVID-19 and its Economic Toll on Women: The Story Behind the Numbers. » ONU Femmes. ([Lien](#))
- ³⁸⁷ Trumbic, Thé. 2020. « New Measures are Needed to Safeguard Women's Economic Opportunities during COVID-19. » *Banque mondiale. Let's Talk Development*. ([Lien](#))
- ³⁸⁸ Organisation mondiale de la Santé. 2020. *The Economic Impact of COVID-19 on Women in Vulnerable Sectors and Economies*. ([Lien](#))

-
- ³⁸⁹ UNDP. 2021. *Gender, Disaster Management and the Private Sector: Mapping and Analysis of Existing Resources and Previous Experiences.* ([Lien](#))
- ³⁹⁰ ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery.* ([Lien](#))
- ³⁹¹ Ibid.
- ³⁹² IFC. 2020. *Bridging the Gap: Emerging Private Sector Response and Recovery Measures for Gender Equality amid COVID-19.* ([Lien](#))
- ³⁹³ ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery.* ([Lien](#))
- ³⁹⁴ IFC. 2020. *COVID-19 and Gender Equality: Six Actions for the Private Sector.* ([Lien](#))
- ³⁹⁵ International Finance Corporation et Australian Aid. 2020. *Gendered Impacts of COVID-19 on Small and Medium-Sized Enterprises in Sri Lanka.* ([Lien](#))
- ³⁹⁶ Banyan Global. 2020. *USAID/India REVIVE Activity COVID-Specific Gender Analysis.* ([Lien](#))
- ³⁹⁷ Banyan Global. 2020. *USAID/Honduras Empleado Futuros COVID-Specific Gender Analysis.*
- ³⁹⁸ UNDP 2020. *Gender-Based Violence (GBV) and COVID-19:* ([Lien](#))
- ³⁹⁹ IFC. 2020. *Bridging the Gap: Emerging Private Sector Response and Recovery Measures for Gender Equality amid COVID-19.* ([Lien](#))
- ⁴⁰⁰ IFC. 2020. *COVID-19 and Gender Equality: Six Actions for the Private Sector.* ([Lien](#))
- ⁴⁰¹ UNHCR. 2020. *Gender-Based Violence Prevention, Risk Mitigation and Response during COVID-19.* ([Lien](#))
- ⁴⁰² Inter-Agency Standing Committee. 2020. *Identifying & Mitigating Gender-based Violence Risks within the COVID-19 Response.* ([Lien](#))
- ⁴⁰³ FNUAP. 2020. *Why Consider Using Cash and Voucher Assistance in the COVID-19 Context.* ([Lien](#))
- ⁴⁰⁴ Ibid.
- ⁴⁰⁵ ACDI-VOCA. 2020. *Gender and Social Inclusion and COVID-19: Impacts and Recommendations for Agriculture and Market Systems Project Implementation.* ([Lien](#))
- ⁴⁰⁶ Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute.* ([Lien](#))
- ⁴⁰⁷ ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery.* ([Lien](#))
- ⁴⁰⁸ UNDP. 2020. « The Coronavirus and the Challenges for Women's Work in Latin America. » ([Lien](#))
- ⁴⁰⁹ Banyan Global. 2021. *USAID/Honduras Empleado Futuros COVID-Specific Gender Analysis.*
- ⁴¹⁰ Ibid.
- ⁴¹¹ Ibid.
- ⁴¹² ONU Femmes. 2020. *Women as a Force for Accelerated and Inclusive Economic Recovery Post COVID-19 in Asia and the Pacific.* ([Lien](#))
- ⁴¹³ FNUAP, Promundo et MenCare. 2018. *Engaging Men in Unpaid Care Work: An Advocacy Brief for Eastern Europe and Central Asia.* ([Lien](#))
- ⁴¹⁴ Ibid.
- ⁴¹⁵ ONU Femmes. 2020. *Gender-Sensitive Private Sector Response to COVID-19 for Accelerated and Inclusive Economic Recovery.* ([Lien](#))
- ⁴¹⁶ CARE UK. 2019. *What Does Gender-Sensitive Cash and Voucher Assistance Look Like? Multicounty Study.* ([Lien](#))
- ⁴¹⁷ Sosale, Shobhana, Sarah Bunker, Laura McDonald et Eliana Rubiano-Matulevich. 2021. « The Opportunity to Build Back Better from COVID-19: Fostering Gender Parity in Education and Skills Development for a Larger Workforce. » *Banque mondiale : Data Blog.* ([Lien](#))
- ⁴¹⁸ ONU Femmes. 2020. *Addressing the Economic Fallout of COVID-19: Pathways and Policy Options for Gender Responsive Recovery.* ([Lien](#))
- ⁴¹⁹ Salcedo-La Vina, Celine, Ruchika Singh, et Natalie Elwell. 2020. « Rural Women Must Be at the Heart of COVID-19 Response and Recovery. » *World Resources Institute.* ([Lien](#))
- ⁴²⁰ IFC. 2020. *COVID-19 and Gender Equality: Six Actions for the Private Sector.* ([Lien](#))

⁴²¹ IFC. 2020. *Bridging the Gap: Emerging Private Sector Response and Recovery Measures for Gender Equality amid COVID-19*. ([Lien](#))

⁴²² Banyan Global. 2020. *USAID/India REVIVE Activity COVID-Specific Gender Analysis*. ([Lien](#))

⁴²³ Ibid.

⁴²⁴ Sosale, Shobhana, Sarah Bunker, Laura McDonald et Eliana Rubiano-Matulevich. 2021. « The opportunity to build back better from COVID-19: Fostering Gender Parity in Education and Skills Development for a Larger Workforce. » *Banque mondiale : Data Blog*. ([Lien](#))

⁴²⁵ Banyan Global. 2020. *USAID/Honduras Empleando Futuros COVID-Specific Gender Analysis*.

⁴²⁶ Sosale, Shobhana, Sarah Bunker, Laura McDonald et Eliana Rubiano-Matulevich. 2021. « The opportunity to build back better from COVID-19: Fostering Gender Parity in Education and Skills Development for a Larger Workforce. » *Banque mondiale : Data Blog*. ([Lien](#))

⁴²⁷ Banyan Global. 2020. *USAID/Honduras Empleando Futuros COVID-Specific Gender Analysis*.

⁴²⁸ Ibid.

⁴²⁹ IFC. 2020. *COVID-19 and Gender Equality: Six Actions for the Private Sector*. ([Lien](#))